



N° 7 - Octobre 2008

Bilan conjoncturel 2008

Reprise de la production pour les grandes cultures et le lait

L'année 2008 est marquée par un important retournement des marchés céréaliers et oléagineux. Des disponibilités plus abondantes ont entraîné un net repli des cours après leur flambée de la campagne 2007/2008. Pour la plupart des autres productions, les prix restent en progrès, mais dans un contexte de production le plus souvent déficitaire. Ces niveaux de prix s'accompagnent pour tous les secteurs d'un net renchérissement des coûts de production.

La reprise simultanée des productions française, européenne et mondiale fait refluer les prix des grandes cultures. En France et en Europe, elle résulte à la fois de l'augmentation des emblavements, grâce à la remise en culture des jachères, et à la progression des rendements. Au niveau européen, les bilans sont nettement excédentaires pour les principales céréales, y compris pour le maïs qui était déficitaire l'an dernier. Grâce à une récolte plus abondante chez les principaux producteurs et surtout exportateurs, le bilan mondial est moins tendu qu'en 2007, pour les céréales et aussi les oléagineux, ce qui permet l'amorce d'une reconsti-

tution des stocks. Les cours des céréales et des oléagineux ont subi un net reflux sur les marchés mondiaux, qui s'est répercuté sur les marchés européens et français en fonction du contexte régional de production et de débouchés. En France, le recul des cours atteint 40 % pour les céréales à la mi-octobre par rapport à la même période de l'an dernier. Pour les oléagineux, dont les prix s'étaient envolés plus tard l'an dernier, les cotations ne passent en dessous de celles de 2007 qu'en octobre.

Les autres productions végétales ont souffert des conditions météorologiques défavorables. Cependant, au niveau de la commercialisation, la hausse des prix des fruits devrait compenser la baisse des volumes, à l'exception de l'abricot et de la pêche. Au contraire, la campagne légumière qui a débuté par des prix en hausse sur ceux de 2007 s'est ensuite détériorée pour les principaux légumes, sauf pour la carotte et le melon. La production de vin, affectée par le climat estival pluvieux et humide et par les arrachages, s'annonce inférieure à la récolte déjà médiocre de 2007, parti-

culièrement pour les vins hors appellation. Cette baisse de production s'accompagne d'une réduction des stocks à l'issue de la campagne 2007/2008 car les ventes, bien qu'en ralentissement sur le marché intérieur et à l'exportation, se sont avérées supérieures à la récolte 2007. Les prix des vins d'appellation, revenus au niveau de 2004, avant la récolte record et la chute des cours, restent dans une conjoncture favorable si le recul de la consommation reste limité.

Au second semestre 2008, la hausse des prix des moyens de production ralentit, après l'accélération de 2007 qui a persisté en 2008 sous l'effet des produits pétroliers et de l'alimentation animale. Ce repli pourrait être plus tardif et progressif pour les engrais et surtout pour les aliments du bétail que pour l'énergie. La hausse des intrants touche la plupart des orientations technico-économiques des exploitations, soit par l'énergie et les engrais, soit par les aliments.

La hausse des coûts de production et de l'alimentation animale pèse fortement sur les productions hors-sol. Les

producteurs de volailles ont pu toutefois répercuter le coût des aliments dans les prix à la production et la valorisation de la production avicole progresse. Malgré l'amélioration des cours du porc, les producteurs de porcins ont réagi par des abattages de porcelets et la réduction des effectifs de truies. Quant aux producteurs de lait, la forte hausse du prix du lait fin 2007 les a incités à retarder la mise à la réforme des vaches et à recourir aux aliments concentrés, malgré leur renchérissement. Actuellement, alors que la croissance du prix du lait de vache ralentit depuis l'été 2008, les abattages de vaches laitières reprennent, la collecte laitière retrouvant ainsi son niveau de 2007 avant la flambée des prix des produits laitiers et du lait, et la production d'aliments composés

pour vaches laitières se replie. Dans ce contexte, les hausses modérées des prix de vente ne compensent pas la baisse des productions de viandes ovine et bovine, celle-ci incombant en partie à la rétention des vaches laitières jusqu'au troisième trimestre 2008.

La hausse des prix, encore soutenue au deuxième trimestre dans de nombreux secteurs des industries agroalimentaires, soutient celle du chiffre d'affaires qui se poursuit sur un rythme ralenti, à l'exception des boissons dont les ventes diminuent. La baisse d'activité, ayant commencé au premier trimestre s'accroît au deuxième, alors que la consommation des ménages se réduit et que les échanges extérieurs ralentissent.

En août 2008, l'excédent agroalimentaire cesse en effet de progresser par rapport à 2007. La hausse sur huit mois du solde des produits bruts, due aux ventes de céréales et de graines oléagineuses, fait plus que compenser la baisse du solde des produits transformés, sous l'effet des importations d'huiles et tourteaux. Les exportations de vins et champagnes et de produits laitiers ralentissent, de même que les exportations des céréales en valeur.

Christine Deroin

Sommaire du bilan

Vue d'ensemble sur la conjoncture agricole	5	<i>Pierre Carrelet, Christine Deroin, Jacqueline Paris, André Viguié</i>
Synthèses		
Production céréalière française : elle repart à la hausse après trois années de baisse, <i>Céréales</i>	21	<i>Hervé Schoën</i>
Blé et maïs : les campagnes se suivent sans se ressembler, <i>Céréales</i>	25	<i>Pierre Carrelet</i>
Légumes : une fraîcheur estivale peu favorable aux prix à la production, <i>Légumes</i>	31	<i>Joëlle Fressignac</i>
Lait : la hausse du prix à la production ralentit à partir d'avril 2008, <i>Lait</i>	35	<i>Lionel Hébrard</i>
IAA : net ralentissement au deuxième trimestre 2008, <i>Industries agroalimentaires</i>	39	<i>Jacqueline Paris</i>
Livraisons d'engrais : reprise sur la campagne culturale 2007/2008, <i>Moyens de production</i>	45	<i>Jacqueline Paris</i>
Filière oléagineuse : le déficit commercial en huiles se creuse, <i>Commerce extérieur agroalimentaire</i>	49	<i>Hélène Vigouroux</i>
Organismes et abréviations	53	
Pour en savoir plus	55	

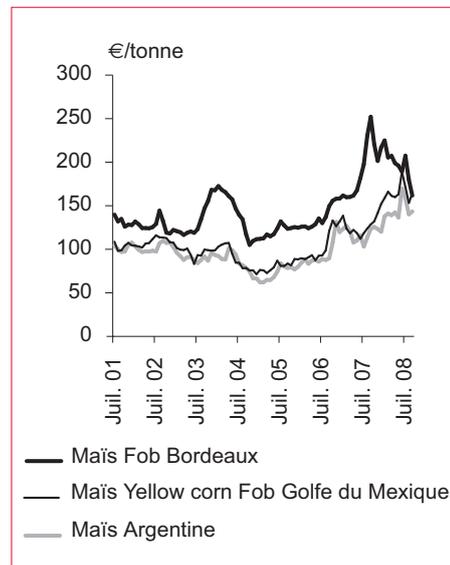
Vue d'ensemble sur la conjoncture agricole

GRANDES CULTURES

Le bilan mondial est moins tendu pour la récolte céréalière de 2008 qu'en 2007. Les mesures prises pour favoriser l'augmentation des emblavements et un contexte de prix très élevés sont deux facteurs explicatifs de la hausse sensible des surfaces semées à l'automne 2007 et au printemps 2008 (*Synthèse Céréales n° 2008/46, octobre 2008*).

En 2008, les conditions météorologiques ont été plus favorables que les années antérieures pour la production des grandes cultures et, au cours

Les cours du maïs français moins élevés que ceux du maïs américain



Source : OniGC

de la campagne 2008/2009, les stocks mondiaux des principales céréales commenceraient de se reconstituer. Le maïs fait toutefois exception, la demande dépassant cette année la production en raison de la hausse des utilisations pour la fabrication d'éthanol aux États-Unis conjuguée à une baisse de la production (*Synthèse Céréales n° 2008/45, octobre 2008*).

Dans l'Union européenne, les productions augmentent pour les principales céréales. En 2007/2008, les importations européennes de maïs et de sorgho ont été de beaucoup supérieures à celles d'une campagne moyenne. En juin 2008, malgré une augmentation des utilisations pour l'alimentation animale, les importations conséquentes sont venues peser sur les stocks de fin de campagne. Pour la campagne 2008/2009, le bilan européen présente un disponible important.

Depuis plusieurs semaines, les cours des céréales ont marqué une baisse nette. L'impact des récoltes abondantes en blé a pesé sur les cours, tant sur le marché mondial que sur le marché européen. La quantité importante de blé fourrager produite en Ukraine et en Russie concurrence le maïs dans l'alimentation animale. Cela entraîne les cours mondiaux du maïs à la baisse, malgré un bilan mondial déficitaire et des stocks prévus au plus bas en juin 2009. De plus, les bouleversements actuels observés sur les marchés financiers perturberaient l'évolution des cours des marchés à terme, celle-ci se répercutant sur les cours des marchés physiques.

Une récolte française de blé abondante et de bonne qualité

La production française de blé tendre s'inscrit dans le contexte de hausse sensible de la production européenne, tant dans l'Union européenne qu'en dehors. La récolte française de blé tendre augmente fortement par rapport à la faible récolte de 2007 (+ 21 %) et dépasse 37 millions de tonnes, ce qui la situe 12 % au-dessus de la moyenne des cinq dernières années. La récolte européenne atteint 141 millions de tonnes, soit une hausse de près de 26 % par rapport à la dernière campagne. Au cours de la campagne 2008/2009, un début de reconstitution des stocks européens, réduits lors des deux dernières campagnes, est prévu et l'Union européenne aura de fortes disponibilités pour l'exportation.

La qualité des blés français permettrait de satisfaire les besoins des meuniers, sur le marché intérieur et sur les marchés à l'exportation. Sur les 37 millions de tonnes de blé tendre, 20 millions sont de haute qualité (classe E) ou bonne qualité (classe 1). Les caractéristiques des blés de classe 2 les rendraient aptes à une utilisation meunière. Les taux de protéines sont en baisse par rapport à 2007 (11,5 %) mais les poids spécifiques sont plus élevés (moyenne nationale de 77,8 kg/hl en contre 75,1 kg/hl en 2007). Les temps de chute de Hagberg sont également plus élevés que lors de la récolte 2007. Selon Arvalis-Institut du végétal, les blés répertoriés en classe 3 destinés à l'alimentation animale atteignent tout juste trois millions de tonnes, soit deux fois moins que l'an dernier.

Cours mondiaux du blé en nette baisse

Après les premières annonces d'estimations de récolte 2008, les cours céréaliers mondiaux ont commencé de reculer. Le cours moyen du Soft red winter origine Golfe du Mexique avoisine 165 €/t (- 20 % par rapport aux trois premiers mois de la campagne 2007/2008) et le cours moyen du blé russe meunier origine mer Noire approche 175 €/t. Le contexte est donc totalement différent du contexte 2007.

Sur le marché français, la chute des cours du blé tendre meunier est très nette. Entre juin et août, les cours s'étaient stabilisés mais, depuis deux mois, la baisse a repris. Sur les trois premiers mois de la campagne 2008/2009, le cours moyen du blé rendu Rouen s'établit à environ 183 €/t (- 22 % par rapport à 2007/2008). Mi-octobre, la baisse est encore plus sensible avec un cours moyen mensuel de 150 €/t, soit une baisse de 40 % par rapport à octobre 2007. Il reste toutefois 50 €/t supérieur au prix d'intervention.

Pour la campagne 2008/2009, les utilisations de blé fourrager dans l'alimentation animale sembleraient repartir à la hausse, le mouvement général de baisse des cours rendant le blé plus

compétitif par rapport au maïs que l'an dernier, alors même que le maïs était de nouveau légèrement moins cher sur le marché intérieur. Mi-octobre, le blé fourrager départ Eure-et-Loir était vendu en moyenne à 133 €/t (- 39 % par rapport à octobre 2007). Sur les trois premiers mois de campagne, le cours moyen du blé fourrager départ Eure-et-Loir dépasse 167 €/t (- 23 % par rapport à 2007/2008), ce qui le place encore très au-dessus du prix d'intervention. Il est aussi nettement plus élevé que le cours moyen du blé fourrager ukrainien (141 €/t) que ses fortes disponibilités pourraient toutefois pousser à la baisse.

Les fortes disponibilités en blé accroîtront la concurrence sur les marchés à l'exportation : les blés français devront faire face à un fort disponible de blés ukrainiens et russes ainsi qu'aux exportations américaines, cela tirant encore les prix du blé à la baisse au niveau mondial, et aussi français. À cela s'ajoute l'effet perturbateur des marchés à terme entraînés par les mouvements récents des marchés financiers. En outre, le coût du fret constitue un facteur négatif pour le prix du blé français. Face à la concurrence américaine, la baisse du coût du fret par rapport à l'an dernier défavorise les exportations sur les marchés méditerranéens proches. À l'inverse, les

disponibilités russes et ukrainiennes limitées en blé meunier devraient avantager les blés meuniers français sur les marchés méditerranéens. Par ailleurs, la baisse du taux de change de l'euro par rapport au dollar constitue un facteur positif supplémentaire pour les blés européens et français.

Une production d'orge record et des cours en baisse

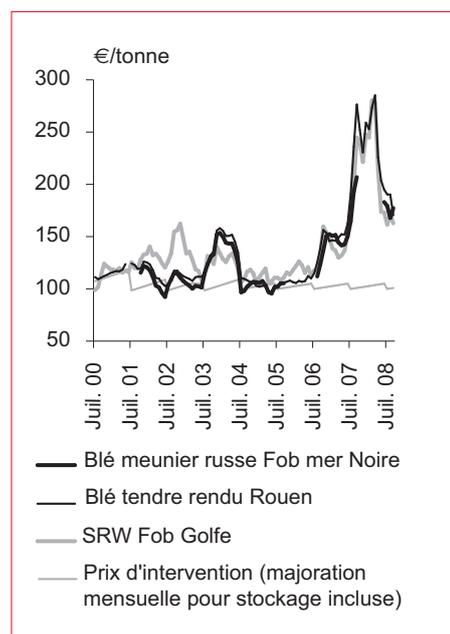
En 2008, la production française d'orge est estimée à 12 millions de tonnes. Elle est en hausse importante par rapport à 2007/2008 (+ 27 %) et par rapport à la moyenne quinquennale (+ 18 %). Dans le reste de Europe aussi la récolte 2008 d'orge fait un bond par rapport à la récolte de 2007. Pour l'Union européenne, la récolte 2008 est estimée à 65 millions de tonnes, soit une hausse de 14 % par rapport à la récolte 2007 (Source : Coceral, septembre 2008). Selon les prévisions de l'OniGC, les utilisations d'orge de l'Union européenne vont augmenter en 2008/2009, en particulier pour l'alimentation animale (40 millions de tonnes, + 12 %) tout comme les exportations vers pays tiers (4,5 millions de tonnes, + 22 %). Au final, les stocks européens seraient en voie de reconstitution avec un stock prévu fin juin à 10 millions de tonnes (+ 18 %).

Les cours de l'orge ont baissé davantage que ceux du blé meunier car les disponibilités importantes en blé fourrager en Russie et en Ukraine concurrencent les exportations d'orge pour l'alimentation animale. Mi-octobre, le cours de l'orge de mouture rendu Rouen était de 133 €/t (- 45 % par rapport à octobre 2007) et le cours moyen de campagne 2008/2009 s'établissait, fin septembre, à 152 €/t (- 26 % par rapport à 2007/2008).

Situation contrastée en Europe et aux États-Unis pour le bilan maïs

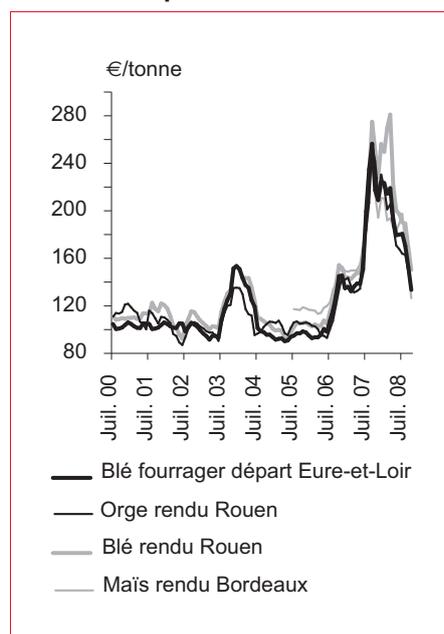
Les dernières estimations de récolte de maïs du SSP (Service de la statistique et de la prospective) au 1^{er} octobre

Les cours mondiaux du blé sont en nette baisse



Source : OniGC

Les prix du maïs et du blé tendre restent très proches



Source : La Dépêche / le Petit Meunier

2008, font état d'une production de maïs dépassant 15 millions de tonnes, soit une hausse de 4,3 % par rapport à la bonne récolte de 2007. C'est au niveau européen que la hausse est la plus sensible. La récolte 2007 avait été marquée par des récoltes faibles en Hongrie, Roumanie et Bulgarie qui avaient subi une sécheresse durant l'été 2007. En 2008, les conditions météorologiques ont été plus favorables et les estimations de production de maïs sont de 57 millions de tonnes pour l'Union européenne. La production de la Hongrie est estimée à 8,6 millions de tonnes soit plus de 2 fois la production de 2007. De même pour la Roumanie (7,3 millions de tonnes) et la Bulgarie (1,2 million de tonnes) (Source : Coceral, septembre 2008).

La production américaine est prévue en baisse alors que les utilisations industrielles, notamment pour la fabrication de l'éthanol augmenteront au cours de cette campagne avec plus de 100 millions de tonnes. Le cours du maïs nord américain Fob Golfe du Mexique est à 164 €/t fin septembre, soit un prix toujours supérieur de 16 % par rapport à septembre 2007. Il est plus cher que le maïs argentin (143 €/t, + 28 % par rapport à septembre 2007) ou le rendu Bordeaux (152 €/t, - 38 % par rapport à septembre 2007).

Contrairement au bilan mondial maïs, le bilan européen maïs est excédentaire. À l'inverse de l'an dernier où l'Union européenne avait importé plus de 14 millions de tonnes de maïs, les importations de la campagne 2008/2009 devraient rester limitées étant donné le disponible en Europe. Les stocks finaux de l'Union européenne sont prévus en hausse. Les cours du maïs ont fortement baissé sur le marché intérieur français, depuis le début de campagne 2008/2009. Le cours du maïs départ Sud-Ouest s'établissait mi-octobre à 132 €/t (- 38 % par rapport à octobre 2007). Le cours moyen de début de campagne 2008/2009 est aux alentours de 173 €/t (- 16 % par rapport à 2007/2008).

Les prix du maïs et du blé se sont donc rapprochés en ce début de campagne 2008/2009 et la compétition entre les céréales dans les incorporations pour

l'alimentation animale sera très intense. Une décision de la Commission européenne a tout récemment rétabli les droits de douanes pour les importations de pays tiers. Cette décision pourrait agir comme un frein à la baisse des prix au sein de l'Union européenne, en particulier pour le maïs.

Une production de blé dur en nette hausse à des prix moins élevés

La production française 2008 de blé dur est estimée à 2,2 millions de tonnes. Elle serait en progression de 10 % par rapport à 2007 et de 13 % par rapport à la moyenne quinquennale. Pour l'Union européenne, la production 2008 est en forte progression à 9,3 millions de tonnes (+ 24 % par rapport à 2007, récolte faible). C'est en Grèce (1,2 million de tonnes, + 60 %) et en Italie (4,4 millions de tonnes, + 32 %) que les hausses sont les plus importantes.

Les cours du blé dur se sont nettement repliés depuis le printemps dernier. Le cours moyen du blé dur pour les trois premiers mois de campagne 2008/2009 est aux alentours de 307 €/t (moyenne des différentes origines départ, + 5 % par rapport au début de campagne 2007/2008). La baisse s'accroît depuis le début du mois d'octobre pour le blé dur. À la mi-octobre, le blé dur départ Sud-Est était à 270 €/t (- 35 % par rapport à octobre 2007).

Les fortes disponibilités européennes en graines de colza favorisent le repli rapide des cours

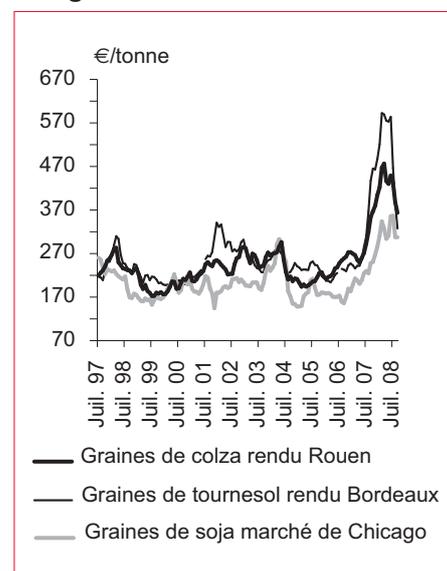
La production française d'oléagineux (6,4 millions de tonnes) augmente en 2008 de près de 6 % par rapport à 2007 et de 12 % par rapport à la moyenne quinquennale. Cette progression est due à une hausse des rendements (+ 2,7 q/ha), surtout en colza (+ 4,2 q/ha) alors que les surfaces étaient en diminution en 2008. La production française 2008 de colza s'élève à 4,85 millions de tonnes (+ 3,5 % par rapport à 2007).

La production 2008 de l'Union européenne approcherait 19 millions de tonnes (+ 7 % par rapport à 2007). La production allemande serait en légère diminution en 2008 (5,1 millions de tonnes) mais cela serait largement compensée par les hausses en Hongrie, Bulgarie et Roumanie.

Sur les trois premiers mois de campagne 2008/2009, le cours moyen de la graine de colza en rendu Rouen était de l'ordre de 390 €/t (+ 21 % par rapport à 2007/2008). Mais la pression à la baisse des cours est de plus en plus forte et en septembre le cours moyen rendu Rouen était de 363,5 €/t (+ 3 % par rapport à septembre 2007). Au début du mois d'octobre, le repli se fait de plus en plus sentir et on est désormais à des cours inférieurs à ceux d'octobre 2007. Les utilisations pour la trituration intérieure française sont prévues en hausse de plus de 900 000 tonnes par rapport à 2007/2008 et la concurrence des importations devrait se faire sentir sur les cours intérieurs tout au long de la campagne. Le recul des cours de la graine n'est peut-être donc pas encore terminé car leur niveau est toujours élevé.

La production française 2008 de tournesol marque une belle progression à 1,5 million de tonnes (+ 14 % par rapport à 2007 et + 3,4 % par rapport à la

Depuis le début de campagne 2008/2009, fort repli du cours des graines de tournesol



Source : La Dépêche

moyenne). La production de l'Union européenne est également en hausse très nette avec 6,6 millions de tonnes (+ 34 % par rapport à 2007). Cela vient après deux années de baisse de la production entraînant une forte tension sur le marché des graines de tournesol. Les cours ont même approché 600 €/t au cours de la campagne 2007/2008. Avec de tels cours les triturations ont diminué et certains se sont reportés sur des graines moins chères pour leur trituration d'huiles. En septembre 2008, le cours de la graine de tournesol rendu Bordeaux est redescendu à 327,5 €/t (- 25 % par rapport à septembre 2007). Les graines de tournesol sont ainsi de nouveau moins chères que les graines de colza et les triturations devraient augmenter par rapport à 2007/2008. Sur les trois premiers mois de campagne 2008/2009, le cours moyen est de 385,3 €/t (+ 3 % par rapport à 2007/2008). Les cours de la graine de tournesol sont encore élevés et ils devraient baisser sous l'influence du fort disponible d'origine mer Noire qui concurrencera les graines françaises à l'exportation.

Pour la deuxième année consécutive, la production de soja devrait diminuer au sein de l'Union européenne. Elle serait tout juste au-dessus de 900 milliers de tonnes. Mais le bilan mondial moins tendu que lors de la dernière campagne grâce à des prévisions optimistes pour le continent américain, a permis une baisse des cours de la graine de soja au cours des dernières semaines. À Chicago, le cours moyen des trois premiers mois de campagne était proche des 320 €/t (+ 36 % par rapport à 2007/2008) mais pour le mois de septembre le cours mensuel atteignait 307 €/t. La baisse pourrait donc se poursuivre et se répercuter sur l'ensemble du complexe soja américain.

La production de pois diminue encore cette année

Pour la quatrième année consécutive, la production française de pois protéagineux est en repli (493 milliers de tonnes soit - 17 % par rapport à 2007 et - 60 % par rapport à la moyenne quinquennale). Le cours achat Marne du

pois semble suivre celui du blé et se replie également. Sur les trois premiers mois de campagne, le cours s'établit à 220 €/t (- 3,6 % par rapport à 2007/2008).

Recul de la production de pommes de terre

Selon le Service de la Statistique et de la Prospective (SSP) au 1^{er} octobre, la récolte française de pommes de terre de conservation atteindrait 4,8 millions de tonnes en 2008. Bien qu'en recul de 6 % par rapport à 2007, en raison d'une baisse des rendements, elle se situerait cependant 3 % au-dessus de la moyenne des cinq dernières années. Les surfaces sont demeurées à un niveau relativement élevé malgré des prix d'un niveau assez moyen en 2007-2008. La récolte des cinq principaux pays producteurs d'Europe de l'Ouest (France, Royaume-Uni, Pays-Bas, Allemagne et Belgique) est estimée à 223 millions de tonnes, en recul de 4 % par rapport à celle de 2007, en raison d'une baisse des surfaces de 3 %, notamment dans les pays du nord de l'Europe (- 1 % pour la France), conséquence de prix peu attractifs. En moyenne pour les cinq pays, le rendement diminuerait de 46,3 tonnes à l'hectare en 2007 à 45,9 tonnes. En raison de mauvaises conditions climatiques (manque de soleil et de chaleur cet été), des baisses de rendement sont attendues en Belgique, France et Allemagne. En revanche, les rendements seraient en hausse au Royaume-Uni et aux Pays-Bas.

Les cours de l'ensemble des variétés de pomme de terre de conservation, qui avaient retrouvé des niveaux sensiblement équivalents à la moyenne des cinq dernières campagnes pour la campagne 2007/2008, sont en hausse de 13 % sur les deux premiers mois de la campagne 2008-2009.

Remontée des cours du sucre depuis juin 2008

Selon les estimations du SSP au 1^{er} octobre 2008, la superficie en betterave se réduit fortement en 2008. Elle

passé de 393 000 hectares en 2007 à 347 000 hectares, soit une diminution de 11 %. Avec des rendements également en baisse (80 t/ha contre 84,5 en 2007), en raison de conditions climatiques défavorables durant l'été, la production de betteraves se limiterait à 27,8 millions de tonnes, soit une diminution de 16 %.

La production française de sucre de betterave 2008-2009, selon l'OniGC, atteindrait 3 779 milliers de tonnes de sucre blanc contre 4 454 milliers de tonnes en 2007-2008, soit un recul de 15 %.

La production européenne de sucre de betterave est en baisse depuis la réforme de l'Organisation commune du marché (OCM) du sucre entrée en vigueur au 1^{er} juillet 2006. Sur la campagne 2008-2009, elle atteindrait 14,4 millions de tonnes contre 16,8 millions de tonnes en 2007-2008, soit une baisse de 14 %, en raison d'une baisse des surfaces (- 13 %) et des rendements (- 2 %).

Le marché mondial du sucre moins excédentaire en 2007/2008

Dans le bilan sucrier mondial 2007-2008 (période octobre/septembre), selon l'estimation de l'Organisation internationale du sucre (OIS), la production mondiale de sucre brut atteindrait 168,7 millions de tonnes. Elle serait en hausse de 3,3 millions de tonnes (Mt) par rapport à celle de 2006-2007 (165 Mt). Les baisses de production, notamment en Russie, en Ukraine ou dans l'Union européenne sont compensées par des niveaux de production record au Brésil, en Chine, au Mexique et au Pakistan.

La consommation, en hausse de 2,3 %, est estimée à 160,9 millions de tonnes, ce qui entraînerait un excédent mondial de l'ordre de 7,8 millions de tonnes (contre + 8,2 Mt pour le bilan 2006-2007).

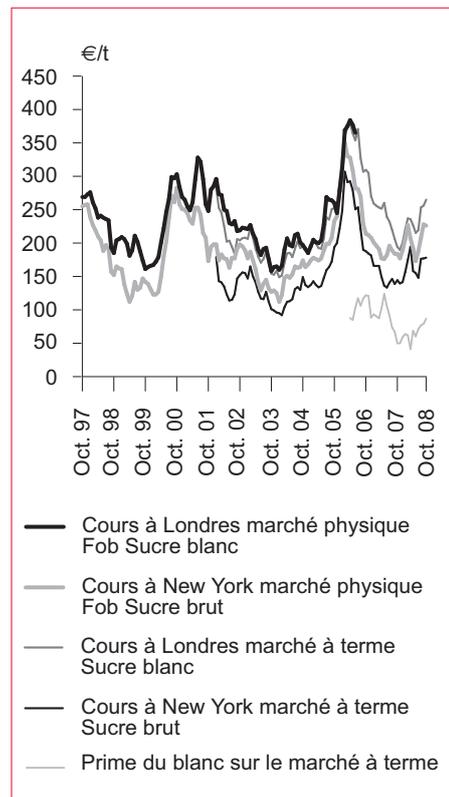
L'accroissement des disponibilités à l'exportation pèse toujours sur l'équilibre mondial alors que la demande d'importation est moins forte, notamment en Russie où la baisse de la production ne s'est pas accompagnée d'une hausse des importations. De ce

fait, les stocks mondiaux sont en hausse et sont estimés à 67 millions de tonnes à la fin de la campagne 2007-2008.

Le bilan 2008/2009 pourrait connaître un léger déficit dû à une baisse de la production mondiale de 5 à 6 millions de tonnes associée à une hausse de la consommation d'environ 3,7 millions de tonnes, principalement en Asie et au Moyen-Orient.

Dans un contexte de hausse des autres matières premières agricoles, le cours du sucre a connu une reprise relative de novembre 2007 à mars 2008, tant sur le sucre blanc que sur le sucre brut. Il s'est ensuite replié de façon importante plus conforme aux fondamentaux jusqu'au début juin 2008. Depuis l'annonce, en juin 2008, d'une perspective de bilan déficitaire pour 2008-2009, le cours du sucre a observé une nouvelle hausse, très rapide. La cotation du brut atteint 226 €/tonne en septembre sur le marché physique de New-York, en hausse de 23 % par rapport à la même période de 2007. Sur le marché à terme, la hausse atteint également 23 % pour le sucre brut sur le marché de New-York

Depuis juin 2008, le cours du sucre tend à remonter



en octobre et cette hausse est même supérieure sur le marché de Londres pour le sucre blanc (+ 31 %). En conséquence, l'écart de prix entre le sucre blanc et le sucre roux sur le marché à terme tend à augmenter (+ 78 €/tonne en octobre), en liaison avec la faible production européenne.

VINS

Le potentiel de récolte 2008 est très réduit par rapport aux dernières récoltes

Le 1^{er} octobre, le SSP a revu de nouveau à la baisse ses prévisions de récolte 2008. Le potentiel de récolte de vin est évalué par le SSP à 44,4 millions d'hectolitres. La récolte serait inférieure de 5 % à la faible récolte de 2007 et de 13 % par rapport à la moyenne quinquennale. Les mesures d'aides à l'arrachage des vignes continuent de se répercuter sur le potentiel de récolte en Languedoc-Roussillon et dans le Sud-Ouest.

Tous les types de vins sont concernés par la réduction de récolte de cette année par rapport à la moyenne des cinq dernières années. La production de vins d'appellation est estimée à 22,3 millions d'hectolitres (- 4 % par rapport à 2007 et par rapport à la moyenne). Pour les vins de pays le repli de la production est très net avec 12,1 millions d'hectolitres (- 11 % par rapport à 2007 et - 16 % par rapport à la moyenne). Les productions d'autres vins, jus et moûts (y compris les dépassements de plafond de rendement pour le classement en AOC) ont également nettement diminué cette année en atteignant à peine 2,8 millions d'hectolitres (- 18 % par rapport à 2007 et - 48 % par rapport à la moyenne). Seule la production de vins pour le cognac progresse par rapport à la dernière récolte mais avec 7,2 millions d'hectolitres elle reste largement inférieure à la moyenne des cinq dernières années (- 12 %).

D'après les données de la Direction Générale des Douanes et des droits

indirects (DGDDI), les stocks de début de campagne 2007/2008 ont chuté de près de 2,5 millions d'hectolitres par rapport à la campagne 2006/2007. Au 31 juillet 2007, l'ensemble des stocks est estimé à 56,8 millions d'hectolitres. Étant donné que les récoltes ont été nettement réduites depuis deux ans, les disponibilités françaises en vin ont diminué également.

La réduction des récoltes et la baisse simultanée des stocks entraînent une réduction des disponibilités totales de vins et, depuis la campagne 2007/2008, une nette hausse des prix. Par ailleurs, l'évolution de la consommation et des exportations serait moins favorable.

Lors de la fin de campagne 2007/2008, la consommation taxée de vins d'appellation se maintient à un niveau moyen

Les données fournies par la DGDDI attestent d'une diminution de 3 % de la consommation taxée de l'ensemble des vins pour les onze premiers mois de campagne 2007/2008 par rapport à 2006/2007. C'est lors de la deuxième partie de campagne 2007/2008 que le rythme de consommation des vins s'est ralenti pour atteindre fin juin 28,3 millions d'hectolitres. C'est la deuxième campagne consécutive que la consommation diminue légèrement. La baisse est plus nette pour les vins de table et de pays (- 4 % par rapport à 2006/2007) que pour les vins d'appellation (- 2 % par rapport à 2006/2007). La consommation des vins d'appellation se situe à un niveau proche de la moyenne des cinq dernières années (*Synthèse Viticulture n° 2008/36, juillet 2008*).

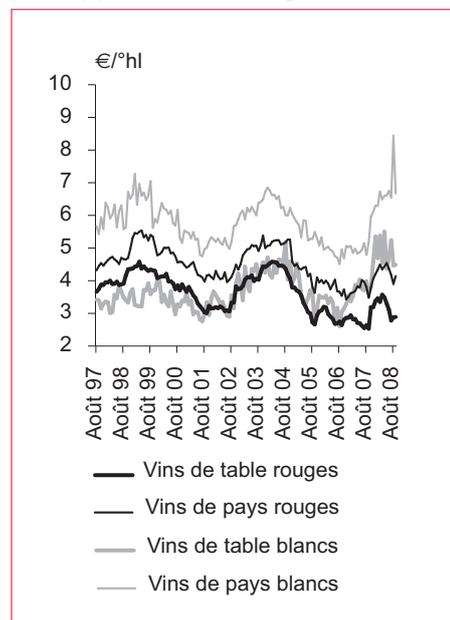
Les exportations dynamiques en valeur mais avec des volumes en baisse

Les exportations de vins français restaient sur une dynamique de croissance en volume et en valeur en 2006 et 2007. Sur les huit premiers mois de 2008, les exportations totales de vins sont en baisse en volume (8,9 millions d'hectolitres, soit - 10 % par rapport à

2007 sur la même période) mais en augmentation en valeur (+ 6 % par rapport à 2007). Les volumes exportés ont davantage diminué pour les vins courants (- 15 %) que pour les vins d'appellation (- 4 %). C'est la bonne valorisation à l'exportation des appellations de Bordeaux (+ 28 % en valeur par rapport à 2007) qui peut expliquer cette évolution des exportations. Le prix à la production des vins de Bordeaux était d'ailleurs en progression de 10 % en avril 2008 par rapport au mois d'août 2007. En revanche, les volumes d'exportation des appellations de Bourgogne et de Côtes du Rhône sont en baisse sensible (respectivement - 11 % et - 21 % par rapport à 2007) et la valorisation n'a pas permis de compenser ce mouvement à la baisse.

En volume, les exportations vers les pays de l'Union européenne sont en nette diminution. Les exportations vers le Royaume-Uni, principal importateur de vins français, se sont réduites de 9 % pour l'ensemble des vins et de 7 % pour les vins d'appellation. Dans le même temps, la valeur des exportations de vins vers le Royaume-Uni a progressé de 5 % et pour les appellations de Bordeaux la valeur des exportations est en hausse de 50 %.

Des prix en augmentation par rapport à la campagne 2007/2008



Source : Viniflor – Contrats d'achats

Les volumes exportés de vins vers les pays tiers sont en diminution de 20 % mais les vins d'appellation ont su mieux s'exporter avec des volumes qui sont équivalents à ceux des huit premiers mois de 2007. En valeur, les exportations vers les pays tiers sont en augmentation de 5 %. Là encore la valeur des exportations des vins d'appellations est prépondérante dans cette hausse (+ 15 %). Les exportations vers les États-Unis, principal partenaire parmi les pays tiers, se sont ralenties depuis le début de l'année 2008 tant en volumes qu'en valeur.

Les exportations de champagne semblent également touchées par le ralentissement des volumes (- 4 %) même si en valeur la diminution est beaucoup moins sensible (- 1 %).

Sur les huit premiers mois de l'année, la France a importé davantage que lors de la même période de 2007 (3,8 millions d'hectolitres, + 8 %). Plus de 85 % de ces importations sont des vins tranquilles de table et de pays. Les importations de vins courants en provenance des pays tiers, hors de l'Union européenne, ont diminué pour être légèrement inférieures à 500 milliers d'hectolitres (- 18 %). Ce sont les importations en provenance d'Espagne qui ont le plus augmenté sur la période avec près de 2 millions d'hectolitres (+ 40 %).

Au final, le solde du commerce extérieur français de vins est toujours largement positif mais le dynamisme des exportations semble se ralentir.

Les ventes de vins de consommation courante commencent la campagne sur un rythme proche de celui de 2007/2008

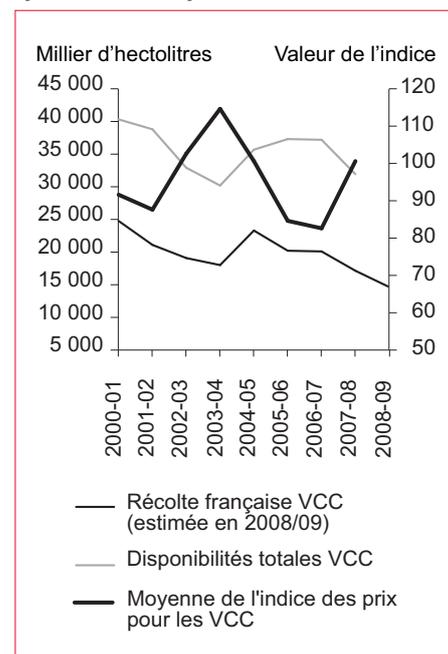
Le total des contrats d'achats des neuf premières semaines de campagne publié par Viniflor s'élevait à 843 milliers d'hectolitres pour le début de campagne 2008/2009. C'est légèrement moins que le début de campagne 2007/2008 qui était déjà modeste par rapport à la moyenne quinquennale. Les ventes de vins de pays rouges et rosés sont quant à elles sur une meilleure dynamique que les autres vins

(+ 7 % par rapport à 2007/2008). Les ventes de vins de table sont en diminution à 253 milliers d'hectolitres (- 10 % par rapport à 2007/2008), en raison des très faibles ventes de vins de table blancs (34 milliers d'hectolitres, - 44 % par rapport à 2007/2008). Les ventes de vins de table rouges et rosés sont quant à elles quasiment au même niveau que l'an dernier (219 milliers d'hectolitres, - 1 % par rapport à 2007/2008).

Malgré ce faible dynamisme des ventes, les prix des vins commencent la campagne 2008/2009 en hausse par rapport à 2007/2008. Cela s'explique par la contraction des disponibilités résultant de faibles récoltes et de stocks en baisse.

Les prix des vins de table rouges et rosés poursuivent leur croissance entamée en 2007/2008. Le cours moyen de début de campagne s'établit à 2,89 €/°hl (+ 12 % par rapport à 2007/2008). Ils retrouvent un niveau proche de la campagne 2005/2006. Le cours des vins de pays rouges et rosés dépasse les 4 €/°hl (+ 10 % par rapport à 2007/2008). Les cours des vins blancs, malgré des évolutions erratiques ces dernières semaines, sont en augmentation par rapport à 2007/2008. Le cours moyen des vins de table

L'indice des prix des vins de consommation courante progresse quand les disponibilités diminuent



Source : Insee (Ippap), SSP (récolte), DGDDI (stocks)

approche 4,5 €/°hl (+ 18 % par rapport à 2007/2008) et celui des vins de pays 7,6 €/°hl (+ 52 % par rapport à 2007/2008).

Les prix des vins d'appellation restent sur une dynamique de croissance. L'indice des prix des produits agricoles à la production (Ippap) d'août 2008 se situe près de 9 points au-dessus de sa valeur d'août 2007, proche de celui de mai 2004. L'indice est donc revenu à son niveau d'avant la récolte record de 2004 et la dépréciation des prix qui s'en était suivie.

Le prix des appellations de Bourgogne et de Bordeaux rouges continuent d'augmenter (respectivement + 16 % et + 7 % par rapport à août 2007). Les appellations de vins blancs sont également sur une dynamique de croissance par rapport à août 2007.

Quelle sera l'évolution des prix en 2008/2009 ?

Pour le début de campagne 2008/2009, Viniflor prévoit des disponibilités en vins d'appellation en baisse de 5 % par rapport à 2007/2008 en raison de la réduction de la récolte et des stocks à la production de début de campagne. Une relation inverse sem-

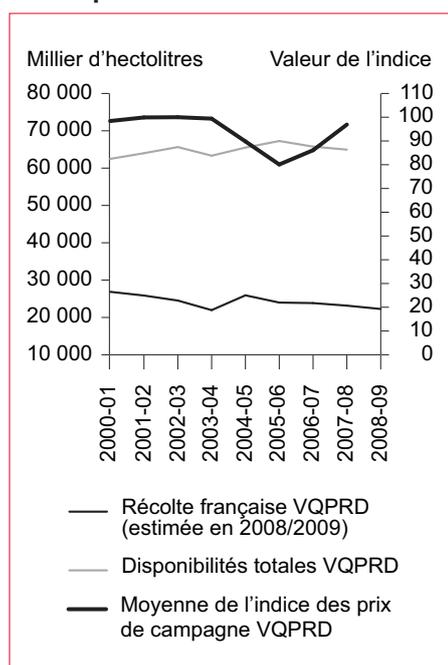
ble exister entre niveau des disponibilités de début de campagne et évolution de l'indice des prix au cours de la campagne. L'évolution des exportations et de la consommation de ces vins sera déterminante pour savoir si les prix vont poursuivre leur progression sur le rythme de l'an dernier ou si la progression sera limitée au cours de la campagne 2008/2009 du fait d'une consommation et d'exportations moins dynamiques.

Pour les vins de consommation courante, les prévisions de disponibilités de début de campagne 2008/2009 sont en baisse de 10 % par rapport à 2007/2008 (réduction de récolte et des stocks à la propriété). La relation inverse qui semble exister entre disponibilités et évolution de l'indice des prix amène à se poser la question suivante : jusqu'à quel niveau l'indice des prix des vins de consommation courante progressera-t-il au cours de la campagne 2008/2009 ? Si la consommation et les exportations parviennent à se stabiliser, l'indice des prix des vins de consommation courante pourrait retrouver son niveau précédant la crise de surproduction de 2004/2005. Mais les évolutions récentes de la consommation et des exportations pourraient nuancer la hausse de l'indice lors de la campagne 2008/2009.

En 2008, la production de **concombre** se reprend légèrement par rapport à 2007 (+ 3 %) après le net recul de 2007, tout en restant encore en dessous de la production moyenne 2003/2007 (- 8 %). Les surfaces en concombre se stabiliseraient après la baisse observée l'an passé. Les surfaces en serre augmenteraient et les surfaces de plein air ne représenteraient plus que 2 % des surfaces. Le début de campagne a été marqué par des niveaux de prix particulièrement bas mais qui se sont redressés ensuite et se maintiennent sur l'ensemble de la campagne à un niveau moyen quasiment stabilisé depuis 2003. Une valeur de la production en progression par rapport à 2007 (+ 7 %) ne suffit pas pour que le concombre retrouve le niveau de valorisation d'une année moyenne entre 2003 et 2007 (- 7 % par rapport à 2003/2007).

En 2008, la récolte de **courgette** est moins abondante que l'année précédente, baissant de 4 % par rapport à 2007. La fraîcheur des températures printanières altère les rendements, ce qui limite l'offre française sur un marché dominé par les produits marocains et espagnols. Cette campagne ne profite ainsi pas de l'augmentation de 3 % des surfaces, principalement des cultures en plein air, par rapport à 2007.

L'indice des prix des vins d'appellation progresse quand les disponibilités se réduisent



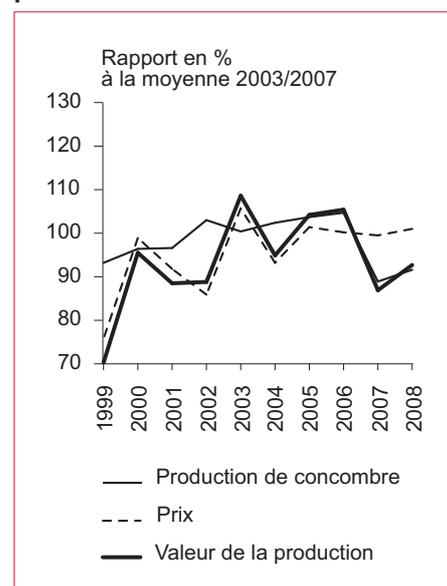
Source : Insee (Ippap), SSP (récolte), DGDDI (stocks)

LÉGUMES ET FRUITS

Campagne difficile pour les légumes d'été

En 2008, les légumes d'été ont souffert de difficultés de commercialisation. Les mauvaises conditions climatiques de l'été, juillet frais et août humide, ont perturbé le calendrier de production et influencé la consommation. La production de légumes a été inférieure à la production moyenne 2003/2007, en raison essentiellement de la baisse des surfaces et plus précisément des surfaces en plein champ.

En 2008, légère reprise pour le concombre



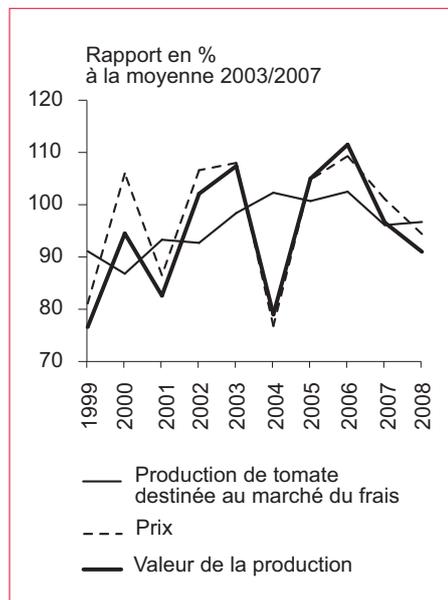
Source : Agreste, Insee

Cette augmentation découle du déroulement favorable de la campagne 2007 et met fin à la diminution des surfaces enregistrée les années précédentes. Les prix ont baissé de 20 % par rapport à 2007. Le chiffre d'affaires des producteurs chute comme les prix, de 23 % par rapport à 2007 et aussi de 20 % par rapport à 2003-2007 (*Synthèse Légumes n° 2008/47, octobre 2008*).

Les mauvaises conditions climatiques n'ont eu qu'un faible effet sur la production de la **tomate** pour le frais, essentiellement cultivée sous serre. Elle est néanmoins légèrement en deçà d'une année moyenne (- 1 %). Le retard de production du début de campagne a été rattrapé en juillet et août. Les surfaces totales de la tomate destinée au marché du frais reculent de 4 % par rapport à 2007 et de 9 % par rapport à la moyenne 2003/2007. La production française a été concurrencée par les tomates marocaine et espagnole en début de campagne. Sur la période de janvier à septembre, les prix sont plus bas d'environ 6 % sur un an ou par rapport à une année moyenne. La baisse du chiffre d'affaires est plus marquée par rapport à la valeur moyenne des années chaotiques 2003-2007 (- 7 %) que par rapport à celle de 2007 (- 2 %).

La production de **melon** augmente par rapport au faible niveau de 2007

Depuis 2006, net repli des prix de la tomate



Source : Agreste, Insee

(+ 12 %) mais reste toutefois inférieure de 3 % à la production moyenne 2003/2007. Les surfaces en melon varient peu (+ 3 % par rapport à 2007 et - 3 % par rapport à une année moyenne). En juin et juillet, la campagne de commercialisation est favorable mais, en août, le marché se dégrade sous le poids d'une offre abondante. Cette abondance est due à l'arrivée retardée des productions issues de plein champ. Les prix ont alors chuté et ne se sont pas rétablis en fin de campagne. Les prix de 2008 sont inférieurs de 7 % à ceux de 2007 mais dépassent toutefois de 10 % la moyenne basse des prix 2003/2007. Malgré la faiblesse des prix, le chiffre d'affaires s'améliore par rapport à 2007 (+ 5 %), et par rapport à 2003-2007 (+ 7 %).

La campagne 2008 de **laitue d'été** qui s'étend de mai à septembre a été difficile. Les prix bas n'ont pas compensé la faiblesse de la production (- 12 % par rapport à 2007 et - 11 % par rapport la moyenne des cinq dernières années). Les cours ont commencé à se ressaisir fin août mais très légèrement, en restant inférieurs à leur niveau moyen des cinq dernières années. La production de la laitue d'hiver de ce début de campagne reste aussi inférieure à la production moyenne 2003/2007.

Récoltes fruitières limitées par les aléas climatiques

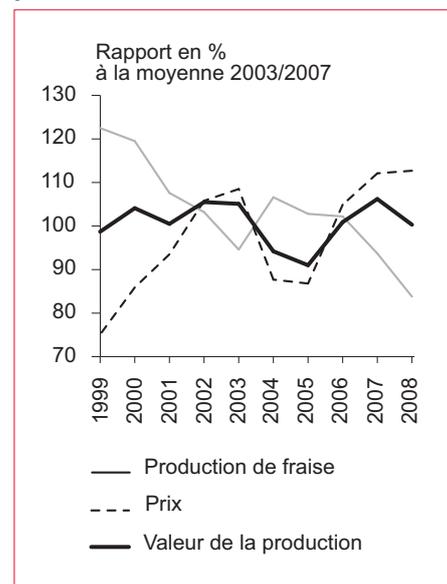
La campagne de fruits d'été est marquée par des productions limitées par les aléas climatiques. La hausse des prix en résultant n'a pas suffi à compenser les pertes de volume récolté. La commercialisation des fraises a bénéficié de prix favorables. Pour les pommes et les poires, les campagnes de commercialisation débutent sur des niveaux de prix élevés qui, s'ils se poursuivent, pourraient compenser la baisse des volumes.

La production de **fraise** est faible en 2008 (- 11 % par rapport à 2007 et - 16 % par rapport à la production moyenne 2003/2007. Les mauvaises conditions climatiques ont accentué la perte du volume dû à la réduction des

surfaces. Celle-ci se poursuit en effet depuis plusieurs années et concerne les abris bas dans toutes les régions productrices. Au contraire, les surfaces sous abris hauts représentant 60 % de l'ensemble des surfaces, progressent, ce qui limite la baisse du volume récolté. Le retard dû au gel, aux températures fraîches et au manque d'ensoleillement dans l'ensemble des bassins n'a pas été rattrapé. En fin de campagne, la faible concurrence de l'Espagne et des autres fruits de saison ont permis une meilleure valorisation de la production. Les cours de 2008, proches de ceux de 2007, dépassent nettement les cours moyens de 2003/2007 (+ 13 %). En 2008, la valorisation de la production se fait quasiment au niveau moyen des années antérieures 2003-2007 mais, en revanche, elle s'est dégradée par rapport à 2007 (- 6 %).

La récolte de **cerise** serait inférieure de 9 % à celle de 2007 et de plus d'un quart à la moyenne des campagnes 2003/2007. Elle a été très affectée par les pluies de juin qui ont nui à la qualité déjà dégradée par le gel. La campagne de commercialisation a commencé dans de bonnes conditions mais s'est rapidement détériorée. Les cours des faibles volumes commercialisés ont été élevés.

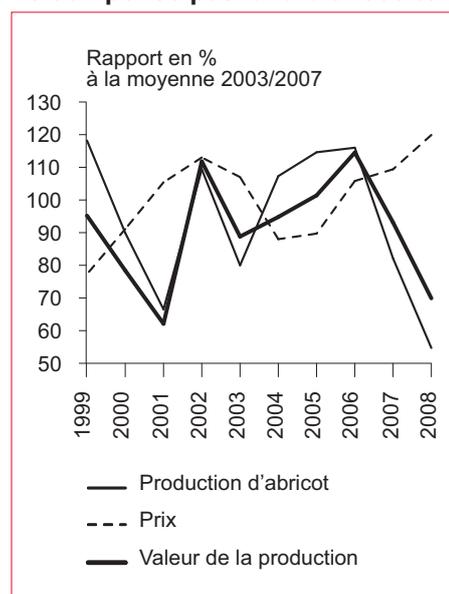
En 2008, prix élevés pour la fraise



Source : Agreste, Insee

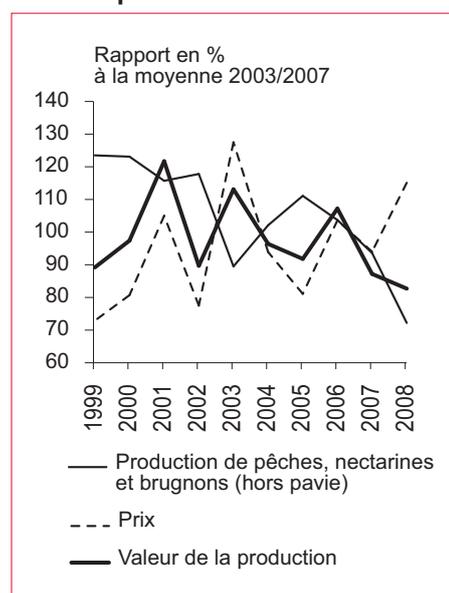
La récolte **d'abricot** est exceptionnellement faible en 2008. Elle est inférieure de 33 % à la récolte 2007 et de 45 % à la récolte moyenne des années 2003 à 2007. La production a été très diminuée par des conditions climatiques particulièrement défavorables dans les régions productrices, le gel de la fin mars et un printemps dominé par des périodes de pluie et de grêle. La qualité de la récolte a été de surcroît très hétérogène. Ce sont les variétés

En 2008, le prix de l'abricot ne compense pas la faible récolte



Source : Agreste, Insee

En 2008, la récolte de pêches, nectarines et brugnons est exceptionnellement faible



Source : Agreste, Insee

précoces qui ont été les plus durement affectées par l'épisode de gel du week-end pascal. Les prix, même nettement supérieurs à ceux de 2007 (+ 10 %) et encore plus aux prix moyens 2003-2007 (+ 20 %), n'ont pas été suffisants pour compenser la faiblesse de la récolte (*Synthèse Fruits n° 2008/44, septembre 2008*). La valorisation de la production a été très faible, la production en valeur étant inférieure de 25 % à celle de 2007 et de 29 % à la production moyenne 2003-2007.

La production de **pêche, nectarine et brugnons** est pour 2008 en retrait de 23 % sur celle de 2007 et de 28 % sur une année moyenne entre 2003 et 2007. La récolte a été amoindrie par les intempéries, notamment en Rhône-Alpes. La surface du verger baisserait de 4 % en un an, soit 16 % de moins par rapport à la surface moyenne de la période 2003-2007. La campagne de commercialisation 2008 a débuté fin mai, avec des très faibles volumes et des cours peu élevés (- 11 % sur la moyenne). Les produits espagnols et marocains ont été plus présents en début qu'en fin de campagne sur le marché français. En 2008, les prix sont nettement plus élevés que les années précédentes (+ 22 % par rapport à 2007 et + 15 % par rapport à la moyenne 2003/2007). Dans une moindre mesure que celle de l'abricot, la valorisation de la production est faible. Inférieure de 5 % à celle de 2007, la production en valeur chute fortement par rapport à une année moyenne de la période 2003-2007 (- 17 %).

Prix élevés pour la poire et la pomme

La production de **poire** serait la plus basse depuis au moins dix ans, inférieure de 27 % la moyenne des cinq dernières campagnes et de 21 % au niveau déjà peu élevé de 2007. La surface du verger de poiriers serait en net recul, de 10 % en un an, et 18 % par rapport au niveau moyen observé entre 2003 et 2007. Les arrachages auraient notamment été importants en Aquitaine. La campagne de commercialisation 2008-2009 a débuté avec les poires espagnoles arrivées sur les marchés français tout début juillet. La

guyot française, particulièrement déficitaire cette année, les a rejoint une quinzaine de jours plus tard avec des approvisionnements modérés, aussi bien sur le marché intérieur qu'à l'exportation. L'écoulement s'est fait à des niveaux de prix élevés (+ 46 %). En septembre, l'offre en poires s'est étoffée avec l'arrivée des variétés d'automne conférence puis comice. La demande est restée sans entrain mais suffisante pour écouler les faibles volumes récoltés. Ce déficit d'offre a permis de conserver des niveaux de prix élevés (+ 35 % sur la moyenne en poire d'été).

La production de **pommes** serait en retrait de 6 % par rapport à 2007 et à la moyenne 2003/2007, la gala étant la moins touchée (- 2 %) et la golden la plus touchée (- 9 %). La surface du verger de pommiers reculerait de 2 % par rapport à 2007, soit une baisse de (9 %) par rapport à la moyenne 2003-2007, et de 22 % par rapport à 2000. Les cours se rapprochent des prix de 2007, tout en restant bien au-dessus de la moyenne. Les stocks de pommes sont voisins de ceux de la campagne précédente. Les premières pommes de la campagne 2008/2009 sont arrivées mi-juillet, sur un marché dégagé. Elles se sont écoulées surtout à l'exportation, à des prix élevés. Jusqu'à mi-août, la demande est restée dynamique et tournée vers l'exportation. Les prévisions de Prognosfruit annoncent une récolte européenne 2008 supérieure à celle de 2007 de 14 % (*Synthèse Fruits n° 2008/28, juin 2008*).

PRODUCTIONS ANIMALES

En recul par rapport à 2007, la production de gros bovins subit les contrecoups de l'épidémie de fièvre catarrhale ovine. Les difficultés d'écoulement de la production s'accompagnent de cours stables, dans un contexte de hausse des coûts de production. Après leur effondrement en mars et avril, les

exportations de brouards vers l'Italie reprennent, et retrouvent leur niveau habituel à partir de juillet.

Les abattages de veaux de boucherie sont en diminution en 2008. La demande de viande de veau est restreinte, et le cours des veaux de boucherie baisse. Avec la hausse des coûts de l'alimentation, les intégrateurs limitent les mises à l'engraissement, entraînant vers le bas les cours des veaux de huit jours, dont l'offre est supérieure aux besoins.

La production et la consommation d'ovins s'affaiblissent d'année en année. Alors que les abattages d'agneaux diminuent, les abattages d'animaux de réforme s'amplifient, signe de décapitalisation du troupeau ovin. Les cours sont cependant fermes, mais la filière subit l'augmentation des coûts de production et le manque de débouchés, la viande ovine étant moins prisée des consommateurs (*Synthèse Ovins n° 2008/20, avril 2008*).

La production porcine est stable par rapport à l'année précédente. Le cours du porc retrouve la fermeté en 2008 après une fin d'année 2007 et un début d'année difficiles (*Synthèse Porcins n° 2008/21, avril 2008*). Malgré cette situation de prix de vente plus favorable, les éleveurs restent confrontés à l'augmentation des coûts de production, en particulier ceux de l'alimentation animale. La baisse des effectifs de truies et l'abondance des abattages de porcelets pourraient annoncer une baisse de production.

La production de volaille est proche de celle de l'an dernier, restant inférieure à son niveau d'avant la crise de l'influenza aviaire de 2006. Bonne pour les poulets, la production est en déclin pour la dinde. Les hausses du coût de l'alimentation se répercutent dans les prix à la production. La consommation de poulet se maintient mieux que celle des viandes rouges (*Synthèse Consommation de viande n° 2008/29, juin 2008*).

Après un premier semestre d'offre limitée, la production d'œufs devrait augmenter au deuxième semestre. Son volume annuel pourrait être pro-

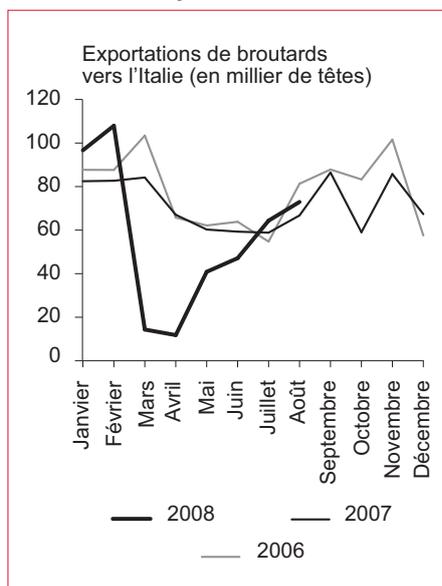
che de celui de 2007. La modération de l'offre durant le premier semestre a été favorable à la fermeté des cours des œufs.

Production de gros bovins en recul

En cumul sur sept mois, la production de gros bovins affiche un recul de 5 % par rapport à 2007, et de 8 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Elle a été perturbée, surtout dans le premier semestre, par l'expansion de la fièvre catarrhale ovine. La lutte contre la maladie passe par des mesures de réglementation des mouvements d'animaux et par la vaccination. Les exportations de brouards ont été suspendues plusieurs mois, puis rendues difficiles à cause des exigences de vaccination de la part de l'Italie, puis de l'Espagne avec l'extension du sérotype 1. Les jeunes bovins privés de débouchés ont été maintenus dans les exploitations au-delà du temps habituel.

Cumulés sur huit mois, les tonnages de gros bovins abattus sont en retrait de 3 % par rapport à 2007, ainsi que par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Le poids moyen des animaux abattus, qui avait fortement augmenté en 2007, redescend à partir d'avril au même niveau qu'en 2006.

Reprise des exportations vers l'Italie à partir de mai 2008



Source : Douanes

Le report des réformes des vaches laitières dans le but d'accroître la production de lait a entraîné un déficit d'abattage de vaches dans le premier semestre. Le pic d'abattage, observé d'habitude à la fin de la campagne laitière, a été reporté sur le deuxième semestre.

Les exportations de brouards vers l'Italie, après une vague de rattrapage et d'anticipation en février, ont été très fortement touchées en mars et avril. Elles reprennent progressivement à partir de mai, et retrouvent à partir de juillet un niveau semblable à celui des deux dernières années.

Compris entre ceux de 2006 et ceux de 2007, les cours des gros bovins sont assez stables en 2008 (cours moyen sur huit mois : 1,67 € /kg vif en 2008, 1,57 en 2007). Le cours de la vache O est resté relativement élevé, à cause du déficit d'offre de vaches laitières de réforme. Après un début d'année où il était très bas à cause des difficultés d'exportations, le prix des brouards s'est un peu redressé à partir de juin, mais reste à un niveau inférieur à celui de 2007. L'évolution des cours ne reflète pas l'augmentation des coûts de production touchant les éleveurs. Les prix d'achats des aliments pour gros bovins s'élèvent de 23 % en moyenne sur huit mois en 2008 par rapport à 2007.

La consommation de viande bovine calculée par bilan est en retrait en 2008. En cumul sur sept mois elle recule de 3 %. D'après le panel TNS, les achats des ménages dans le commerce, en cumul sur huit mois, baissent de 5 % en volume, alors que le prix moyen d'achat augmente de 3 %. Face à la baisse ressentie du pouvoir d'achat, les ménages réduiraient leurs achats pour leur consommation à domicile des viandes apparaissant trop chères, comme la viande de bœuf.

Répondant au recul de la demande française, les importations de viande bovine sont plus faibles qu'en 2007 (- 4 % en cumul sur huit mois). Les exportations reculent aussi (- 2 %), se rétractant vers l'Allemagne (- 4 %) mais s'accroissant vers l'Italie (+ 14 %) et vers la Grèce (+ 2 %).

Les abattages de veaux de boucherie régressent

La production en nombre de têtes de veaux maigres et de veaux de boucherie baisse en nombre de têtes de 6 % par rapport à 2007 en cumul sur les sept premiers mois de l'année. La chute atteint 13 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Les abattages de veaux de boucherie baissent de 2 % (- 9 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années). Freinés par une demande de viande de veau restreinte et la hausse de leurs coûts de production, les engraisseurs ont réduit leurs mises en place de jeunes veaux. Les difficultés d'écoulement se traduisent par une augmentation du poids à l'abattage. Sur huit mois, le poids moyen a augmenté de 2 %, atteignant 137 kg. La faiblesse de la demande entraîne l'effondrement du cours du veau de boucherie (- 19 % en août par rapport à août 2007), alors qu'il s'était envolé durant le deuxième semestre 2007.

La consommation de viande de veau est pénalisée par un prix de vente au détail particulièrement élevé. La baisse de pouvoir d'achat a détourné les consommateurs des viandes les plus chères, dont fait partie le veau. D'après le panel TNS, les achats dans

le commerce de détail, cumulés sur huit mois, ont baissé de 7 % par rapport à 2007, alors que les prix augmentaient de 6 %.

Grâce au contexte laitier attractif, les vêlages ont été abondants, donnant d'importantes disponibilités en petits veaux laitiers. Touchés par la hausse du coût de l'alimentation, et limités par les difficultés d'écoulement des veaux engraisés, les intégrateurs réduisent leurs mises à l'engraissement. Le décalage entre l'offre et la demande maintient le cours du veau de huit jours à un niveau encore plus bas qu'en 2007. En moyenne sur huit mois, il est inférieur de 1 % à celui de 2007, et de 38 % à la moyenne des cinq dernières années. Le dernier trimestre risque d'intensifier cet écart entre l'offre et la demande, à cause de la hausse saisonnière des naissances à partir de septembre, et de la prudence des intégrateurs dans leurs mises en place, craignant des difficultés à écouler leurs veaux en début d'année 2009.

La décapitalisation du cheptel ovin s'accroît

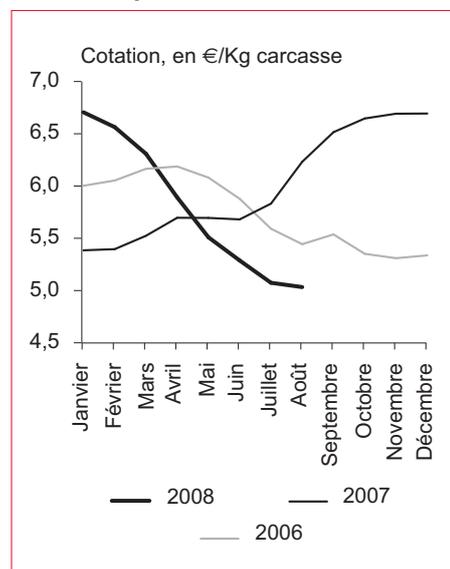
La production ovine est en baisse depuis plusieurs années. En cumul sur les sept premiers mois de l'année, elle

décroit de 5 % par rapport à 2007, et de 10 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années.

Les abattages d'agneaux chutent de 6 % (nombre de têtes) et de 8 % (téc), en cumul sur huit mois par rapport à 2007. Le poids des agneaux à l'abattage s'allège, passant, en moyenne sur huit mois, de 17,7 kg sur la période 2004 à 2007, à 17,4 kg en 2008. Les éleveurs réduisent les rations d'engraissement des agneaux, en réaction à l'augmentation des coûts de production. À l'opposé, les abattages d'ovins de réforme augmentent de 13 %, témoignant de la décapitalisation dans le cheptel ovin.

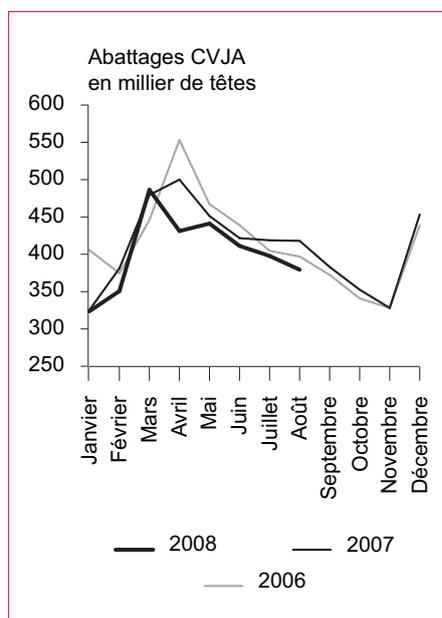
Malgré la faible production, les importations de viandes sont en baisse (- 7 %). Les disponibilités pour l'exportation se réduisent aussi dans deux de nos principaux pays fournisseurs, la Nouvelle Zélande (baisse des importations de 9 %) et l'Irlande (- 17 %). Les importations augmentent cependant de 15 % en provenance du Royaume-Uni, où l'année 2007 avait été marquée par des restrictions de mouvements d'animaux en raison de la fièvre aphteuse. Les disponibilités étaient plus fortes en début d'année à cause du report des abattages de la fin de 2007.

Le cours du veau de boucherie baisse depuis le début de l'année



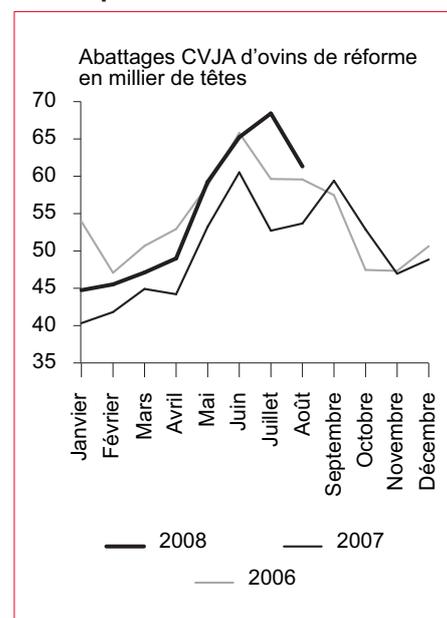
Source : Office de l'élevage

Les abattages d'agneaux sont en déclin...



Source : Agreste

...alors que la décapitalisation du cheptel se renforce



Source : Agreste

Les exportations de viandes, de faible niveau, sont en recul (- 14 %), en particulier vers la Belgique et le Luxembourg et vers le Royaume Uni (- 29 %). Les exportations vers ce pays avaient bénéficié en 2007 de ses difficultés liées à la fièvre aphteuse.

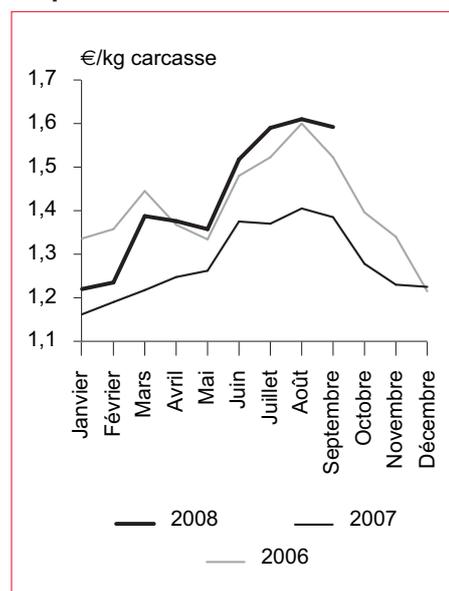
La consommation de viande ovine est en régression. Mesurée par bilan, en cumul sur sept mois, elle perd 7 % par rapport à 2007. Les consommateurs délaissent les viandes leur apparaissant chères, en particulier la viande ovine. D'après le panel TNS, en cumul sur huit mois, les achats des consommateurs chutent en volume de 8 %, alors que le prix d'achat progresse de 5 %.

Les cours de l'agneau sont fermes en 2008. En moyenne sur neuf mois, la cotation moyenne nationale de l'agneau monte de 5 % par rapport à 2007, année où elle était très faible. Ces cours relativement soutenus et stables depuis le début de l'année ne compensent pas les difficultés de la filière, confrontée à un manque de débouchés et à l'augmentation des coûts de production.

Fermeté des cours porcins

La production porcine, en cumul sur sept mois, est stable par rapport à

Fermeté du cours du porc charcutier



Source : Office de l'élevage

2007, ainsi que par rapport à la moyenne des cinq dernières années. En 2008, le cours du porc retrouve la fermeté. Il était très bas à la fin de 2007 et au début de 2008. Le cours du porc charcutier de classe E est ainsi remonté de 1,22 €/kg carcasse en janvier à 1,61 € en août. En moyenne sur huit mois, il est 10 % au-dessus du cours de 2007, et 7 % au-dessus de la moyenne des cinq dernières années. En septembre, il entame une baisse saisonnière, peu marquée, restant de 15 % au-dessus de 2007.

En 2007 et dans la première moitié de 2008, les éleveurs ont été confrontés à la fois à des prix de vente bas et à l'augmentation des coûts de production, en particulier le coût de l'alimentation des animaux. Le prix d'achat d'aliments pour porcins, suivi dans l'Ipampa, s'élève de 27 % en 2008 par rapport à 2007, en moyenne de janvier à août, et de 37 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Le cheptel porcine se replie de plus de 1 % en mai 2008 par rapport à 2007. La baisse du nombre de truies (- 3 %) annonce une diminution de la production par décapitalisation.

En cumul sur huit mois, les abattages de porcs charcutiers sont en augmentation de 1 % par rapport à 2007, avec un poids de carcasse stable. L'abondance trop grande de porcelets par rapport à la demande se manifeste par des abattages en hausse (+ 5 % en cumul sur huit mois) par rapport à 2007, année où ils étaient déjà forts. Les abattages de porcelets dépassent de 27 % les abattages moyens des cinq dernières années. Les cours bas du porcelet durant le premier semestre (- 16 % par rapport à 2007) s'expliquent par la surabondance de l'offre par rapport à la demande, la hausse du prix de l'alimentation étant un frein aux achats de porcelets pour l'engraissement.

La consommation de viande de porc résiste mieux que les autres à la baisse touchant l'ensemble de la consommation de viandes d'animaux de boucherie. En cumul sur sept mois, la consommation calculée par bilan ne baisse que de 1 % par rapport à 2007. Les achats des ménages pour leur consommation à domicile, suivis par le panel TNS, cumulés sur huit mois, baissent aussi de 1 %, alors que les prix s'élèvent de 5 %.

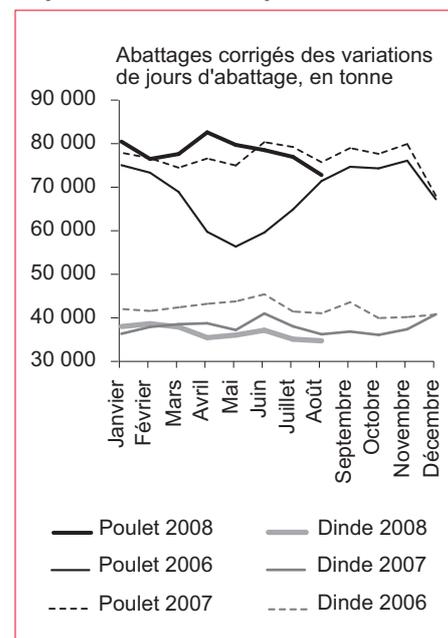
Les importations de viande de porc, cumulées sur huit mois, progressent de 2 % par rapport à 2007, reflétant l'apparition d'un flux en provenance des États-Unis d'Amérique, et le développement des importations de préparations et conserves de viandes venant de l'Union européenne (+ 13 %). Elles sont toujours inférieures aux exportations, plus dynamiques (+ 9 %). Les exportations se sont développées dans le premier semestre, en particulier vers la Grèce, la Roumanie, la Russie et la Chine, soutenues par les restitutions à l'exportation. Mises en place le 29 novembre 2007, les restitutions ont été arrêtées le 7 août 2008.

Stabilité de la production de volailles

La production de volaille au premier semestre 2008 est comparable à celle de 2007, mais reste inférieure de 8 % à son niveau de 2005, d'avant la crise de l'influenza aviaire.

Les abattages de poulets sont en légère hausse (+ 1 % en cumul sur huit mois). Les mises en place de poulets sont en augmentation depuis le début de l'année (+ 3 % en cumul sur sept mois), faisant augurer une bonne production dans le deuxième semestre.

Abattages abondants pour le poulet, en déclin pour la dinde



Source : Agreste

Les abattages de dindes décroissent d'année en année. La baisse cumulée sur huit mois est plus importante en nombre de têtes (- 7 %) qu'en tonnes (- 4 %), car le poids moyen à l'abattage est en augmentation sensible en juillet et en août, passant de 6,6 kg en juin à 7,1 kg en août. Les mises en place de dindes sont faibles, en recul de 7 % (en cumul sur sept mois). Elles laissent présager pour les mois à venir une poursuite de la baisse des abattages.

Les abattages de canards progressent (+ 2,5 % en tonnage cumulé sur huit mois), mais les mises en place s'affaiblissent, de façon plus marquée pour les canards gras (- 7 %) que pour les canards à rôti (- 4 %), annonçant un ralentissement des abattages.

Les cours à la production du poulet et de la dinde se sont élevés à partir de la mi-2007. En juillet 2008, la hausse sur un an atteint 21 % pour le poulet, et 29 % pour la dinde. Cette hausse traduit la répercussion régulière de l'augmentation des coûts de production, en particulier l'alimentation, facilitée par la forte intégration de cette production.

Les importations de viandes et préparations de volailles sont en hausse de 7 % en un an, en cumul sur huit mois, alors que les exportations ne croissent que de 1 %. Les exportations restent inférieures de 17 % à celles de 2005, avant la chute due à la crise de l'influenza aviaire. Les exportations de viandes et préparations de poulets vers

le Moyen-Orient reprennent (+ 16 %) après une année faible.

Comme pour le porc, la viande de poulet profite de son image de viande peu chère. Elle bénéficie du report des achats des ménages de viandes chères, comme le bœuf, le veau ou l'agneau, vers ces viandes moins chères. La consommation de poulet du premier semestre calculée par bilan s'accroît de 5 % par rapport à 2007. Elle se situe 15 % au-dessus de la moyenne des cinq dernières années. Suivis par le panel TNS, les achats des ménages pour leur consommation directe baissent de 3 %, en cumul sur huit mois, alors que le prix moyen d'achat progresse de 10 %.

La consommation de la dinde se porte plus mal, baissant de 5 % au premier semestre (- 9 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années). Les achats dans le panel TNS chutent de 8 %, avec une augmentation du prix d'achat de 15 %.

Reprise attendue de la production d'œufs au deuxième semestre

La production d'œufs en 2008 pourrait être semblable à celle de 2007. Après avoir été en repli durant le deuxième semestre de 2007 (- 5 % par rapport à 2006), elle est restée durant le pre-

mier semestre 2008 nettement inférieure à 2007 (- 3 %). Les prévisions de production d'œufs du deuxième semestre 2008 indiquent une orientation à la hausse. Au total, bien que les deux années aient un profil opposé, la production de l'année 2008 pourrait être du même niveau que 2007.

Les mises en place de poulettes de race ponte sont stables, en cumul sur sept mois. Cependant elles ralentissent en juin et en juillet, laissant prévoir une stabilisation de la production en fin d'année.

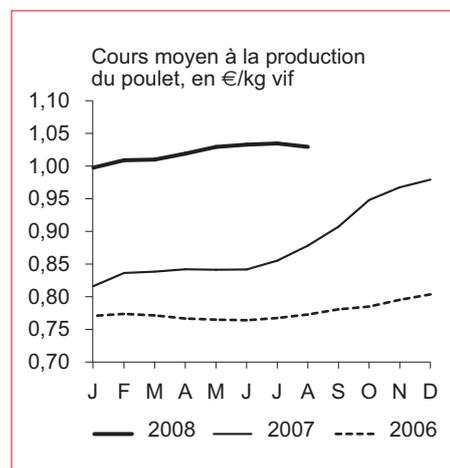
En liaison avec la modération de l'offre, les prix sont fermes. Selon la cotation TNO, le cours des œufs, en moyenne sur les huit premiers mois de l'année est en hausse de 8 % par rapport à 2007, et se situe 26 % au-dessus de la moyenne des cinq dernières années. Il est de 5,21 € les cent en août 2008. La reprise de la production d'œufs prévue au cours du deuxième semestre pourrait freiner la remontée saisonnière du cours des œufs.

En cumul sur huit mois, les importations d'ovoproduits alimentaires progressent de 5 % par rapport à 2007, alors que les exportations régressent (- 10 %), creusant le déficit (- 21 000 tonnes en cumul sur huit mois).

Hausse de la collecte laitière

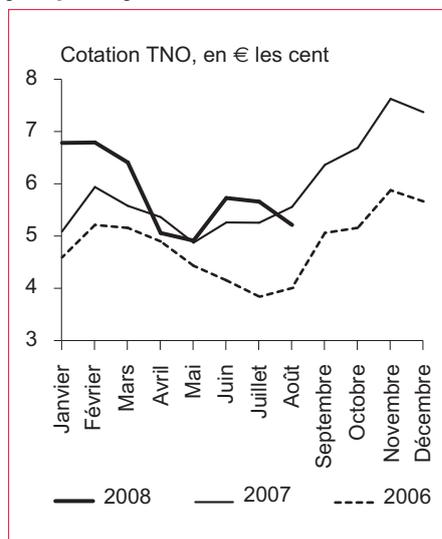
Sur les huit premiers mois de l'année 2008, les litrages de lait de vache collectés sont en hausse de 6,1 % par rapport à ceux de 2007 (+ 5,3 % sur neuf mois), la collecte semble se stabiliser depuis septembre. D'avril 2008 à septembre 2008, la collecte cumulée corrigée de la matière grasse serait en hausse de 3,4 % par rapport à la même période de la campagne précédente, avec un déficit estimé à 493 000 tonnes par rapport au profil théorique du quota national. À noter que ce déficit est accentué par la hausse de 2,5 % du quota sur la campagne 2008/2009. Dans un contexte favorable de hausse du prix du lait, les éleveurs ont augmenté le troupeau laitier en retardant l'abattage des vaches de réforme et en augmentant le rendement par un apport d'aliments concentrés (*Synthèse Lait n° 2008/37, juillet 2008*).

Le cours à la production du poulet se maintient légèrement au-dessus du niveau atteint à l'automne 2007



Sources : Insee, Agreste

Fermeté du cours des œufs jusqu'en juillet

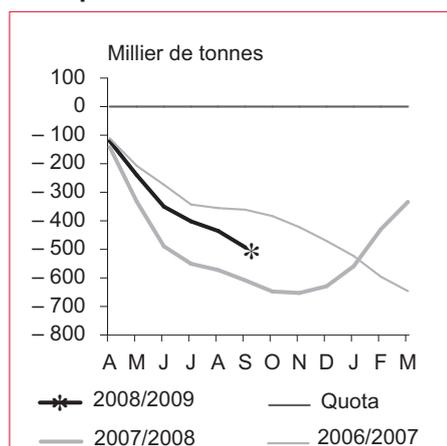


Source : Les Marchés

En baisse continue de 2002 à 2006, le prix standard du lait de vache à la production a amorcé une reprise en 2007 (+ 7 % en glissement annuel sur l'ensemble de l'année). Cette tendance se confirme et s'amplifie sur les huit premiers mois de 2008 (+ 25 %). Cette hausse se situe dans un contexte de baisse des cours du beurre et de la poudre de lait, conséquence d'une reprise de la collecte laitière au niveau français et européen, dopée cette forte hausse du prix du lait à la production. En 2008, sur cette même période, le prix est en baisse de 7 % pour le beurre et se contracte plus fortement pour les poudres de lait écrémé destinées à la consommation humaine (- 26 %) ou animale (- 31 %). En revanche, le prix de tous les produits de grande consommation augmente fortement (plus de 10 %).

Sur les huit premiers mois de l'année 2008, dans ce contexte de reprise de la collecte laitière et de hausse des prix, les fabrications de produits industriels progressent fortement, notamment les poudres de lait (+ 16 %) et le beurre (+ 10 %). Les fabrications de produits de grande consommation, produits à plus forte valeur ajoutée, augmentent peu, malgré une bonne demande exté-

Une sous-réalisation estimée à près de 500 milliers de tonnes fin septembre 2008



* Septembre 2008 provisoire.
Pour la campagne 2008/2009, le quota livraisons est estimé à 24,7 millions de tonnes (y compris une estimation des transferts provisoires). Le taux de matière grasse est de 40,69 g/litre.

Sources : Enquête mensuelle laitière unifiée (Office de l'élevage/SSP) et situation mensuelle laitière (SSP)

rieure, pour les fromages (excepté pour les pâtes pressées cuites) et les yaourts et desserts lactés frais.

Pour les huit premiers mois de l'année 2008, les exportations de produits laitiers progressent fortement en valeur (+ 12 % après une hausse de 11 % en 2007 sur cette même période). Les exportations s'accroissent fortement en tonnages pour les poudres de lait (+ 35 %) et notamment les poudres de lait écrémé (+ 45 %) et dans une moindre mesure pour le beurre (+ 6 %). Pour les produits de grande consommation, elles s'accroissent de près de 10 % pour les yaourts et desserts lactés, de 2,2 % pour l'ensemble des fromages mais reculent de plus de 7 % pour les laits conditionnés.

Sur la même période, la hausse des importations ralentit nettement (+ 2,3 % en valeur après + 15 % en 2007). Les tonnages sont en baisse pour les produits industriels (poudres de lait (- 19 %) et beurre (- 12 %), mais aussi pour les produits de grande consommation comme les laits conditionnés (- 11 %) et les yaourts et desserts lactés (- 14 %) alors que les tonnages importés de fromages restent stables. L'excédent commercial s'améliore nettement (près de 22 %) et atteint 2 073 millions d'euros en cumul depuis le début de l'année (*Synthèse Lait n° 2008/23, avril 2008*).

INTRANTS

L'indice des prix des biens et services de consommation courante correspondant aux charges des producteurs (Ipampa), a progressé en moyenne de 18 % sur les neuf premiers mois de l'année par rapport à la même période de 2007.

Cette progression résulte de la forte augmentation des prix du poste « énergie et lubrifiants », qui répercute la hausse du prix du pétrole libellé en euro, des prix des engrais et amendements ainsi que celle des aliments pour animaux.

Cependant, l'Ipampa ne prend pas en

compte un éventuel remboursement de 5 centimes par litre de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP) en 2008.

Hausse du prix de l'énergie

Stable sur les neuf premiers mois de 2007, le prix du pétrole brut « Brent » progresse de 66 % sur la même période de 2008. Son prix libellé en euro augmente moins fortement (+ 47 %), conséquence de la forte dépréciation du dollar par rapport à l'euro. Mais il amorce une baisse depuis août et est descendu en septembre à 68 €/baril (contre 84 €/baril en juillet).

En septembre 2008, le prix de gros du fioul domestique, principal produit pétrolier utilisé par les agriculteurs, est en hausse de 31 % par rapport à septembre 2007. En moyenne sur les neuf premiers mois de l'année, son prix est en hausse de 43 %. Toutefois un remboursement de la TIPP pour les achats de fioul domestique pour les agriculteurs a été mis en place depuis juillet 2004. Il est effectif pour 2007 (5 euros par hectolitre) mais pas pour 2008. L'Ipampa qui n'intègre ce remboursement que pour 2007, présente une augmentation de 60 % (huit mois). La hausse des prix des produits pétroliers autres que le fioul domestique a été moins soutenue, respectivement + 18 % pour l'essence et de + 24 % pour le gazole sur les huit premiers mois de l'année, en raison du poids nettement plus important de la Taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP).

Dans l'Ipampa, le poste « énergie et lubrifiants » augmente de 38 % en moyenne pour les huit premiers mois de l'année 2008 (*Synthèse Moyens de production n° 2008/50, octobre 2008*).

Nette remontée des livraisons d'engrais pour les trois éléments

Le cours des engrais augmente fortement (+ 32 %) sur la campagne 2007/2008 par rapport à la campagne précédente (achats pour la récolte 2008). La hausse du cours du gaz

naturel enregistrée depuis le début de l'année 2008 entraîne une hausse nettement plus soutenue des prix des engrais simples azotés (+ 22 % sur la campagne 2007/2008 après + 5 % sur la campagne 2006/2007). Dans le même temps, les cours des engrais potassiques (+ 28 %) et phosphatés (+ 48 %) s'envolent.

Favorisés par une conjoncture favorable avec la hausse des prix des produits agricoles, les livraisons d'engrais à l'agriculture (en tonnages d'éléments fertilisants) repartent à la hausse sur la campagne 2007/2008. Les livraisons d'engrais azotés augmentent de 9 % comme celles de potasse et celles de phosphates progressent plus fortement.

Légère hausse des prix des produits phytopharmaceutiques mais nette progression pour les semences

En hausse de + 0,5 % sur la campagne 2006/2007, les prix des produits phytopharmaceutiques progressent plus fortement (+ 2 %) sur la campagne 2007/2008 (octobre 2007-septembre 2008 pour la récolte 2008). Les prix augmentent principalement pour les fongicides (+ 1,8 %) et les herbicides (+ 2,9 %). Ils progressent moins fortement pour les insecticides (+ 0,5 %) et les autres produits phytopharmaceutiques (+ 0,7 %).

Quasi-stables au cours des campagnes précédentes, la hausse des prix s'intensifie pour les semences sur la campagne 2007-2008 (+ 5,8 %). Cette hausse est particulièrement importante (+ 15 %) pour les semences de céréales (blé tendre, orge et avoine). Les prix progressent également pour celles de fourrages (+ 9 %) et pour les plants de pommes de terre (+ 7 %).

Les aliments des animaux augmentent en volume et en prix

L'année 2008 a été favorable à la production d'aliments composés, grâce notamment à la forte demande pour accroître la production de lait. L'envolée

des cours des matières premières a entraîné une hausse sensible des prix d'achat des aliments pour animaux.

La production d'aliments composés s'est développée en 2008. En cumul sur les sept premiers mois de l'année, elle progresse de 5 % par rapport à 2007, et de 6 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Elle a été tirée vers le haut par la demande accrue pour les bovins, et en particulier pour les vaches laitières. Les éleveurs de vaches laitières ont donné davantage d'aliments concentrés à leurs animaux, afin d'augmenter rapidement leur production de lait. En cumul sur sept mois, la production d'aliments pour vaches laitières a augmenté d'un quart par rapport à 2007, et de 34 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années. L'augmentation a été moins forte pour les autres bovins (+ 6 % en cumul par rapport à l'année précédente).

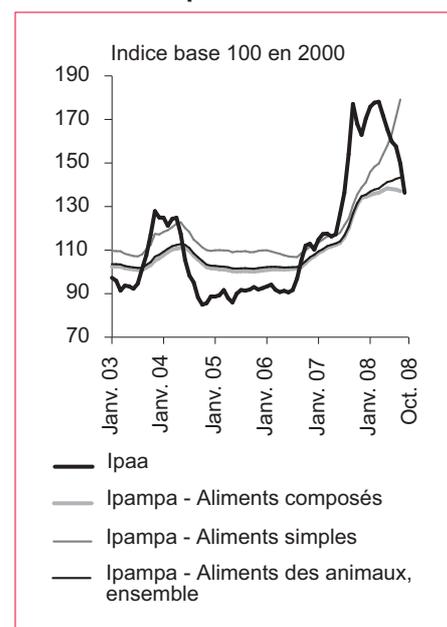
Malgré les difficultés de la filière ovine pour la viande, la production d'aliments composés pour ovins a progressé de 3 % en cumul sur sept mois, par rapport à 2007. La production a été quasiment stable pour les porcins, avec une légère baisse pour les truies et les porcelets. La stabilité constatée pour les volailles résulte de la bonne santé de la production pour palmipèdes (+ 6 %) et pour les poules pondeuses (+ 5 %), contrebalançant le déclin continu de la production d'aliments pour les dindes (- 3 %) et les pintades (- 9 %). La production pour les lapins est en baisse (- 7 %).

Dans la continuation du deuxième semestre 2007, de fortes hausses de prix touchent les achats d'aliments pour animaux (en moyenne de janvier à août : + 23 % en un an). Elles ont suivi l'envolée des cours des matières premières (céréales et sous-produits, tourteaux). Commencée au milieu de 2007, la hausse des cours culmine en mars, doublant sur un an, puis les cours redescendent (même niveau en août 2008 qu'en août 2007).

La hausse des prix des achats d'aliments par les éleveurs, mesurée par l'Ipampa, se fait sentir davantage sur les aliments simples (en moyenne de janvier à août : + 35 % en 2008 par

rapport à 2007) plus directement liés aux prix des matières premières, que sur les aliments composés (+ 21 %). Grâce aux contrats d'approvisionnement et aux adaptations des fabricants d'alimentation composés, la hausse est amortie, à la hausse comme à la baisse, pour les achats d'aliments composés par rapport aux fluctuations des cours des matières premières. Les prix des aliments composés amorcent une très légère baisse en juin, juillet et août.■

Les prix des achats d'aliments suivent en les amortissant les fluctuations des prix des matières premières



Ipampa : Sources Agreste et Insee - Indice de prix des achats des moyens de production agricoles, base 100 en 2000
Ipa : Source La Dépêche - Indice des prix des matières premières de l'alimentation animale, reflétant l'évolution de prix d'un panier de matières premières de l'alimentation animale. L'indice est rebasé 100 en 2000

PRODUCTIONS VÉGÉTALES - Grandes cultures

Synthèse Céréales octobre n° 2008/45

[Retour GRANDES CULTURES](#)

Production céréalière française : elle repart à la hausse après trois années de baisse

La sole céréalière française est en hausse, notamment en raison des effets de la suppression des jachères obligatoires en 2008. À l'exception du maïs, les rendements des cultures céréalières augmentent aussi. Globalement, l'année 2008 a été favorable à la production des céréales.

En 2008, la sole céréalière française progresse

Depuis la fin des années 90, les surfaces de céréales en France ont peu varié, et ont oscillé autour de 9 millions d'hectares. En 2008, la sole progresse pour atteindre 9,5 millions d'hectares.

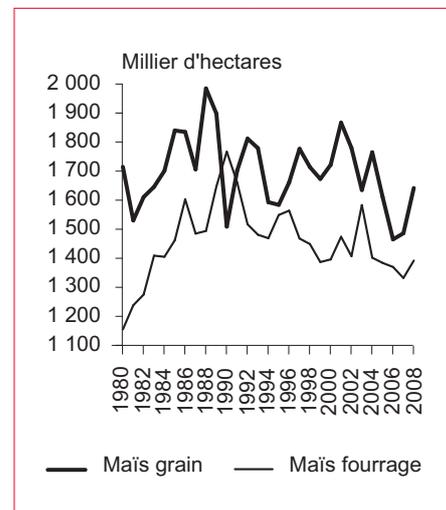
Depuis 1996, la sole de blé est quasi stable, malgré des baisses observées sur le blé d'hiver en 2001 et 2003, compensées immédiatement l'année suivante. Mais, en 2008, elle augmente de 264 milliers d'hectares, soit une hausse de 5 %, et arrive ainsi à un niveau record de 5,5 millions d'hectares. Toutes les régions sont concernées par cette hausse. Les quatre premières régions en blé – Centre, Picardie, Poitou-Charentes et Pays de la Loire – représentent à elles seules 42 % des surfaces supplémentaires. Depuis 2006, le blé français représente

21 % de la sole de blé de l'Union européenne. Entre 2007 et 2008, l'augmentation des surfaces de blé en France, représente 15 % de l'augmentation européenne, qui est estimée à 1,8 million d'hectares.

À partir de 1988, année où la sole avait atteint un record de 2 millions d'hectares, les surfaces de maïs-grain ont baissé au fil des années, malgré des variations annuelles parfois importantes. Ainsi, après avoir baissé de 16 % entre 2004 et 2007, la sole de maïs-grain repart à la hausse en 2008 (+ 11 %), et gagne ainsi 156 milliers d'hectares, pour se situer à 1 642 milliers d'hectares. Cette augmentation est sensible sur le maïs-grain irrigué, mais un peu moins sur le maïs-grain non irrigué, qui gagnent respectivement 119 et 37 milliers d'hectares. Le maïs-grain irrigué reste en effet la culture irriguée la plus ren-

table. Toutefois, face aux sécheresses successives et au manque d'eau, les producteurs de maïs-grain irrigué contraints de s'adapter ont tendance

La sole de maïs repart à la hausse



Source : Agreste

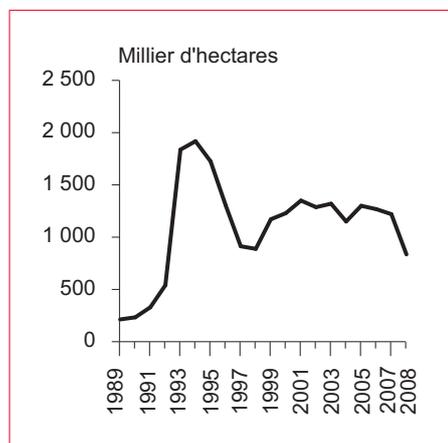
à réduire leurs surfaces, surtout depuis 2005 et malgré le sursaut de 2008. Les situations diffèrent cependant selon les régions, en fonction des impacts locaux des sécheresses et des disponibilités en eau. En 2008, le supplément de surfaces en maïs-grain irrigué a profité essentiellement à la région Midi-Pyrénées, deuxième région française, alors que l'Aquitaine, première région productrice, conserve sa sole de 2007.

Les surfaces de colza marquent le pas

Entre 2003 et 2007, la sole de colza a augmenté de 580 milliers d'hectares (+ 56 %), pour atteindre le niveau record de 1 618 milliers d'hectares. Toutefois, en 2008, cette hausse marque le pas avec une perte de 156 milliers d'hectares, qui sont principalement transférés vers les cultures céréalières. Parmi les grandes cultures, c'est la sole qui a perdu le plus de surface. En 2008, malgré les objectifs d'augmentation de la production de carburants d'origine végétale, les surfaces de colza non alimentaire, incluant celles bénéficiant des aides aux cultures énergétiques (ACE), sont en diminution de 314 milliers d'hectares (- 36 %), et ne représentent plus que 552 milliers d'hectares.

Les surfaces de colza en France représentent 24 % de l'ensemble des surfaces de colza de l'Union européenne.

En 2008, les jachères perdent un tiers de leurs surfaces



Source : Agreste

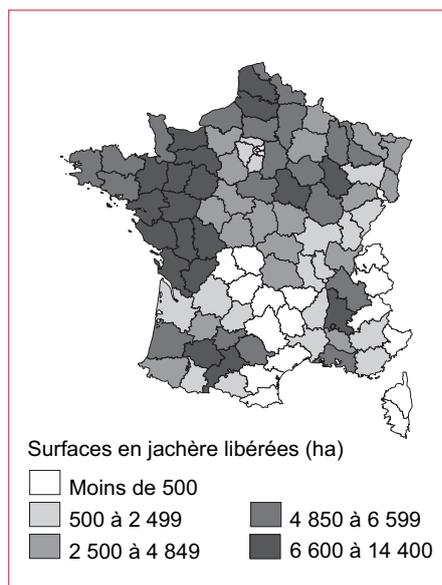
Avec l'Allemagne, premier producteur européen, et la Pologne, les trois pays couvrent 59 % des surfaces totales du colza européen qui s'élèvent à 6 139 milliers d'hectares en 2008. Par rapport à 2007, le colza européen perd 5 % de ses surfaces (349 milliers d'hectares), alors que les pertes françaises s'élèvent à 10 %.

La suppression de la jachère obligatoire en 2008 a libéré près de 400 milliers d'hectares

Depuis le début des années 2000, la jachère agronomique, composée de jachère traditionnelle non aidée et surtout de jachère aidée, oscille autour de 1,3 million d'hectares et, en 2007, elle se situe à 1 220 milliers d'hectares. Toutefois, le 1^{er} octobre 2007, à la suite des tensions sur le marché céréalier – cours élevés, stocks au plus bas et demande croissante – la Communauté européenne a décidé de réduire à zéro, au moins en 2008, le taux de jachère obligatoire pour relancer les cultures de céréales.

Cependant, comme cela avait déjà été observé en 2004, lorsque le taux de jachère obligatoire est passé de 10 % à 5 %, la libération des assolements a connu une certaine inertie. Les produc-

La suppression des jachères est plus sensible dans les régions de l'Ouest



Source : Agreste

teurs ont été modérément intéressés par la remise en culture de terres restées en jachère depuis plusieurs années en raison de la taille de la parcelle, de l'accessibilité, de la pente ou de l'éloignement, et surtout si ces terres étaient de médiocre qualité. Dès lors, la suppression des jachères n'a libéré que 384 milliers d'hectares en 2008, soit 32 % des surfaces de jachères disponibles.

Cette nouvelle disponibilité de surfaces profite principalement au blé et au maïs, qui bénéficient en plus des transferts de soles d'autres cultures comme le colza ou le pois, cumulant ainsi à eux deux 488 milliers d'hectares supplémentaires.

Au niveau de l'Union européenne, la suppression des jachères libère 29 % des surfaces disponibles (2 936 milliers d'hectares), soit relativement un peu moins que les 32 % français. À cela, viennent s'ajouter les transferts de sole d'autres cultures vers les céréales, et le supplément total d'assolement céréalier atteint ainsi 3 023 milliers d'hectares.

Les conditions météorologiques de 2008 ont favorisé les rendements des céréales à paille

Au cours des années antérieures, la progression des rendements des différentes cultures céréalières a souvent été tributaire d'une météo capricieuse. Une baisse de rendement plus ou moins importante a affecté en 2001 toutes les céréales à la suite de la sécheresse printanière, mais surtout en 2003 à cause du déficit pluviométrique de février à septembre et des températures élevées de mars à septembre. De 2005 à 2007, toujours en raison des mauvaises conditions météorologiques, les rendements ont été en baisse continue, à l'exception du maïs et du sorgho, surtout cultivés en sec et dont les rendements ont augmenté en 2006 et 2007.

Pour l'année 2008, les rendements contrastent avec ceux de 2007. En 2008, l'hiver doux, le printemps bien arrosé et peut-être aussi une reprise d'utilisation des intrants, ont favorisé le développement des cultures d'hiver et de printemps pour lesquelles tous

les rendements sont en hausse, l'orge de printemps établissant même un nouveau record à 66 q/ha. Cependant, le printemps plutôt frais, avant et pendant la floraison, a limité certains rendements, qui jusque-là s'annonçaient très prometteurs. Les rendements de céréales à paille sont finalement remontés de 9 q/ha pour le blé et le triticale et de 12 q/ha pour l'orge. Par rapport à la moyenne des dix dernières années, le blé est en hausse de 1 q/ha et l'orge de 6 q/ha.

Le printemps frais et humide n'a pas été favorable aux implantations des maïs, ce qui a entraîné des problèmes de densité. À l'inverse des rendements de céréales à paille, ceux de maïs seraient en baisse, certes par rapport à un niveau record, aussi bien pour le maïs irrigué que non irrigué, ainsi que pour le maïs fourrage, avec respectivement - 3 q/ha, - 7 q/ha et - 8 q/ha.

Globalement, la hausse des rendements des céréales, observée entre 2007 et 2008, atteint 7 q/ha, mais se concentre essentiellement sur les

régions allant de la Bretagne au Nord-Pas-de-Calais, où le différentiel de rendement moyen s'élève à 14 q/ha.

Une récolte record pour les céréales à paille

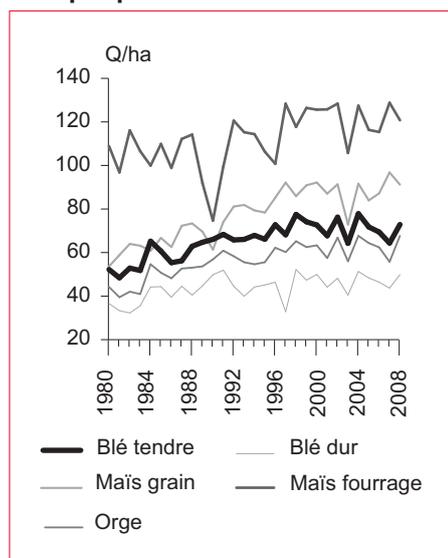
Les augmentations obtenues pour la récolte de céréales de l'Union européenne, et aussi pour celle de la France, devraient être dues essentiellement aux gains de productivité, et pour un tiers seulement aux apports supplémentaires de surfaces.

En France, les céréales à paille ont été les principales bénéficiaires de cette hausse de récolte 2008, pour les grandes cultures. Grâce à un supplément de surfaces de 354 milliers d'hectares, et un gain de productivité de 9 q/ha, elles atteignent un niveau record de 54 millions de tonnes, soit 270 milliers de tonnes de plus que le précédent record obtenu en 2004. La hausse de 21 % par rapport à 2007 est en effet la résultante de la hausse de 16 % due au rendement et de la hausse de 5 % découlant des apports supplémentaires de surfaces.

res de surface. Les principaux moteurs de cette embellie proviennent essentiellement du blé tendre d'hiver, de l'orge et du triticale, ces deux dernières cultures établissant un nouveau record de récolte respectivement à 12 millions de tonnes et 1,9 million de tonnes. Malgré des rendements en baisse entre 2007 et 2008, dus à la météo plutôt défavorable cet été, la production de maïs progresse de 4 %, grâce à la sole supplémentaire rendue disponible en grande partie par la libération des jachères.

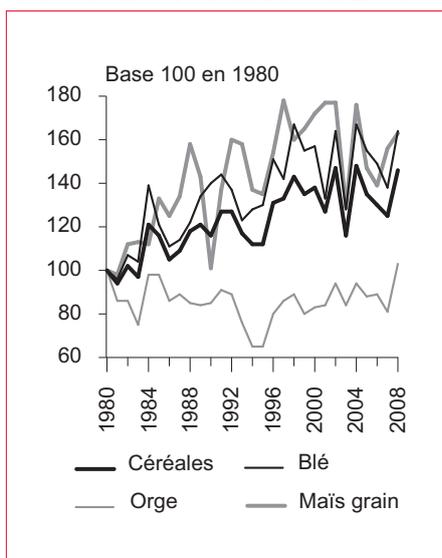
Pour l'ensemble, l'augmentation de la récolte de céréales est estimée à 10 millions de tonnes, dont seulement 3,2 millions de tonnes (33 %) résultent des suppléments de surfaces. Les trois premiers producteurs de céréales de l'Union européenne - France, Allemagne et Pologne - représentant la moitié de la récolte européenne, ont augmenté leur production de 19 millions de tonnes, dont 6,5 millions de tonnes sont attribuables aux surfaces supplémentaires, le reste étant dû aux gains de productivité.

Reprise des rendements céréaliers, excepté pour le maïs



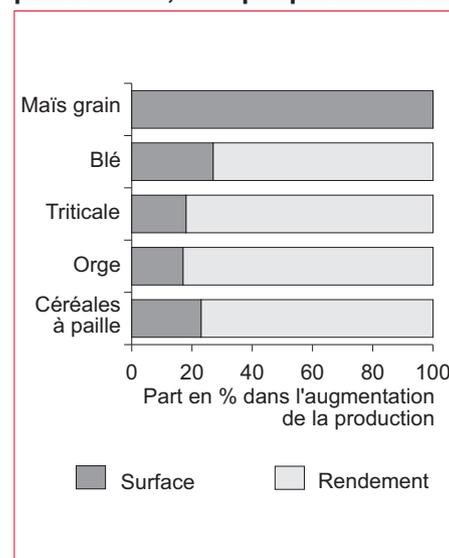
Source : Agreste

Après trois années consécutives de baisse, la production des céréales redémarre en 2008



Source : Agreste

En 2008, la production supplémentaire de céréales résulte essentiellement des gains de productivité, excepté pour le maïs



Source : Agreste

Sources

- Agreste Conjoncture
- Statistique agricole annuelle, Agreste
- Météo France

Pour en savoir plus

Dans les publications Agreste Conjoncture :

- « Une année favorable à la production des céréales », Infos rapides Grandes cultures, octobre 2008
- « La récolte des céréales fait le plein », Infos rapides Grandes cultures, septembre 2008
- « Céréales à paille : récolte record », Infos rapides Grandes cultures, août 2008
- « Belle récolte à prévoir pour les céréales à paille », Infos rapides Grandes cultures, juillet 2008
- « Tension sur le marché mondial du maïs », Synthèse Grandes cultures n° 2008/35, juillet 2008
- « Bonne récolte à prévoir pour l'orge et le colza d'hiver », Infos rapides Grandes cultures, juin 2008
- « Les premières prévisions pour la récolte en blé de 2008 sont optimistes », Synthèse Grandes cultures n° 2008/25, juin 2008

PRODUCTIONS VÉGÉTALES - Grandes cultures

Synthèse Céréales octobre n° 2008/46

[Retour GRANDES CULTURES](#)

Blé et maïs : les campagnes se suivent sans se ressembler

Pour la campagne 2008/2009, le bilan céréalier mondial est excédentaire et les stocks commencent à se reconstituer. Toutefois, la situation est contrastée entre le blé et le maïs. Pour le blé, les bilans européen et mondial sont tous deux excédentaires. Pour le maïs, le bilan européen est excédentaire alors qu'au niveau mondial, il est déficitaire à cause de l'important tonnage utilisé pour la fabrication d'éthanol aux États-Unis. Aux facteurs conjoncturels et structurels, s'ajoute l'évolution des mouvements et des cours sur les marchés à terme pouvant accentuer certaines évolutions des cours sur le marché physique.

Production mondiale de céréales très abondante en 2008/2009

Selon le dernier rapport du Conseil International des Céréales (CIC) daté du 25 septembre, la production céréalière 2008/2009 est estimée à 1 754 millions de tonnes (riz non compris) et dépasserait ainsi celle de 2007/2008 de près de 66 millions de tonnes. Cette augmentation résulterait d'une hausse des rendements dans les grandes régions productrices et de conditions météorologiques plus favorables aux cultures que lors des deux dernières campagnes. De plus, en Europe, l'abandon de la règle de 10 % de jachères obligatoires a permis la remise de terres en culture.

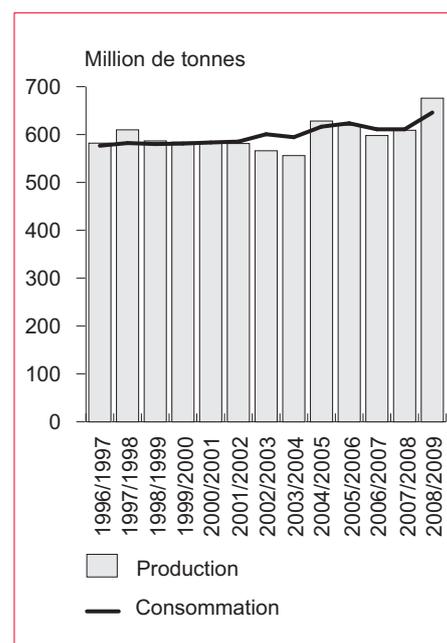
La consommation mondiale de céréales est estimée à environ 1 737 millions de tonnes, en hausse de 54 millions de tonnes par rapport à

2007/2008. Les échanges mondiaux de céréales devraient se réduire de 7 millions de tonnes par rapport à la campagne précédente pour atteindre 230 millions de tonnes. L'excédent final du bilan mondial toutes céréales devrait permettre un renfort des stocks qui atteindraient 301 millions de tonnes en juin 2009. Le rapport stocks/consommation repasserait au-dessus de 17 %, son niveau de juin 2007, mais resterait encore éloigné du rapport de 21 % de juin 2005. Par ailleurs, les niveaux des stocks de maïs et de blé sont différents.

Bilan mondial du blé excédentaire en 2008/2009

En 2008/2009, la production mondiale de blé est exceptionnellement élevée. Les prévisions de récolte ont quasiment toutes été dépassées dans l'hémisphère Nord. La campagne 2008/2009

En 2008/2009, le bilan mondial blé sera excédentaire



Source : Conseil International des Céréales, « Marché des Céréales », 27 septembre 2007

a débuté par une production record, estimée au 25 septembre à 676 millions de tonnes. Le bond est spectaculaire par rapport à 2007/2008 (+ 67 millions de tonnes), les productions étant abondantes en Europe et aux États-Unis mais aussi en Russie et en Ukraine. L'Australie devrait atteindre un niveau de récolte proche de la moyenne des cinq dernières années et redevenir un des principaux exportateurs.

Des problèmes de qualité des blés ont été constatés dans certaines zones de production, notamment en Ukraine et Russie. Les conditions pluvieuses lors de la moisson ont imposé le classement de certains blés en qualité fourragère, ce qui accroît le disponible pour l'alimentation animale. La consommation mondiale de blé pour l'alimentation animale est prévue en forte augmentation au cours de la campagne 2008/2009, ce qui se répercute sur la consommation mondiale de blé. Celle-ci atteindrait au total 646 millions de tonnes (+ 35 millions de tonnes par rapport à 2007/2008) et repartirait à la hausse alors qu'elle était plutôt stable depuis deux campagnes. Cela résulterait d'une utilisation croissante d'autres céréales dans l'alimentation animale quand les cours du blé sont élevés comme ce fut le cas lors des campagnes 2006/2007 et 2007/2008.

Bilan mondial du maïs déficitaire en 2008/2009

En 2008, la production mondiale de maïs devrait être inférieure à celle de 2007, année pour laquelle la production a été exceptionnellement élevée aux États-Unis, l'un des principaux producteurs. Fin septembre, le CIC prévoyait une production mondiale de 771 millions de tonnes, soit une baisse de récolte entre 2007 et 2008 de l'ordre de 16 millions de tonnes. Dans le même temps, la consommation de maïs est prévue en augmentation, à 788 millions de tonnes pour la campagne 2008/2009 (+ 12 millions de tonnes par rapport à 2007/2008). En raison d'un disponible exportable important en blé fourrager et en orge au cours de cette campagne, les échanges mondiaux de maïs devraient ralentir. Mais, malgré cela, le rapport stocks/consommation pourrait passer de 16 % à 14 % entre juin 2008 et juin 2009.

Le bilan mondial n'expliquerait pas le marché du maïs aussi directement que celui du blé

Durant les deux dernières campagnes, les cours du blé avaient fortement augmenté par rapport à leur niveau des campagnes antérieures. Au vu des cours moyens des trois premiers mois de campagne, le blé rendu Rouen, le Soft red winter du Golfe du Mexique et le blé russe de la Mer Noire ont connu des évolutions de cours similaires.

Fin septembre 2005, le cours moyen du blé rendu Rouen approchait 105 euros par tonne (€/t) et le Soft red winter américain s'échangeait dans le Golfe du Mexique à 110 €/t, aucune cotation n'étant alors disponible pour le blé russe de la Mer Noire.

En septembre 2007, le blé rendu Rouen s'échangeait à 234 €/t, le Soft red winter à 206 €/t et le blé russe à 188 €/t. En deux campagnes, le rapport stocks/consommation était ainsi passé de 22 % à 20 %, ce qui pourrait expliquer en partie la flambée des cours.

En septembre 2008, alors que le rapport stocks/consommation est prévu à 24 % pour juin 2009, le cours moyen du blé sur le marché mondial a fortement diminué tout en restant supérieur à son niveau de septembre 2005. Le blé rendu Rouen avoisine en moyenne 184 €/t, le Soft red winter 165 €/t et le blé russe 175 €/t.

Le facteur conjoncturel lié à l'offre de blé sur le marché mondial et à l'évolution des stocks d'une campagne à l'autre pourrait expliquer une partie de l'évolution récente des cours mondiaux du blé.

Sur le marché du maïs, la composante conjoncturelle explique également les variations des cours mondiaux, mais il faut considérer différemment selon les campagnes le marché européen, et en particulier le marché français, et le marché mondial. Le bilan maïs européen est habituellement déficitaire mais, sur les cinq dernières campagnes, les deux campagnes 2004/2005 et 2005/2006 ont permis de disposer d'une production supérieure au total des utilisations intérieures. Cela pro-

voque des variations de cours beaucoup plus importantes pour le maïs Fob Bordeaux, en comparaison des évolutions des cours des maïs argentins ou nord-américains. Ainsi, à cause d'une production européenne fortement réduite en 2007/2008 par les faibles récoltes en Roumanie et Hongrie dues à la sécheresse estivale, le cours du maïs Fob Bordeaux a atteint un record à 252 €/t en septembre 2007. Ce même mois, les cours des maïs nord-américains Golfe du Mexique et argentins se sont établis respectivement à 128 €/t et 123 €/t. Les cours de septembre 2007 étaient élevés par rapport à ceux de septembre 2006, mais le bilan mondial maïs, prévu excédentaire pour la fin de campagne 2007/2008, constituait un effet ralentisseur dans la hausse des cours mondiaux.

L'impact de la situation conjoncturelle n'est pas le même sur l'évolution des cours du blé et du maïs. Le bilan mondial du blé permet d'expliquer les variations des cours sur le marché mondial et aussi sur le marché français car les prix sont liés par des débouchés communs à l'exportation, dans un contexte désormais sans restitutions ou taxes à l'exportation. Au contraire, le bilan mondial du maïs qui permet de comprendre les variations des cours des maïs argentins et nord-américains, doit être complété par le bilan maïs européen pour appréhender le marché français car le lien entre les deux marchés, mondial et français, passe par les importations européennes de maïs américains et par la gestion des droits de douanes européens.

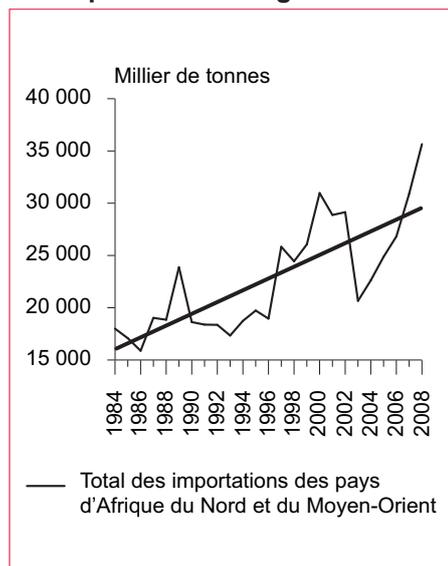
La structure des utilisations explique en partie la tension sur les cours mondiaux

Un autre facteur, plus structurel que conjoncturel, est également évoqué pour expliquer les variations de cours mondiaux des céréales : l'augmentation structurelle de la demande mondiale en raison du taux de croissance démographique mondial et du développement des besoins en céréales pour la production de viandes dans les pays émergents. Cela se vérifie pour le blé, céréale de base dans l'alimentation humaine, mais un peu moins pour le maïs, céréale plutôt destinée à l'alimentation animale.

Les pays déficitaires ne sont pas les mêmes pour le blé ou le maïs

Les principaux pays déficitaires en blé se situent en Afrique du Nord et au Moyen-Orient, selon les données de l'USDA (« United States department of agriculture », l'homologue américain du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche). En 2006/2007, ces deux régions, dont les importations ont doublé en 25 ans, ont importé près de 27 millions de tonnes de blé représentant 24 % des échanges mondiaux. La Chine est souvent évoquée comme facteur de pression sur les cours mondiaux à cause d'une demande interne importante mais, pays excédentaire en blé avec près de 3 millions de tonnes exportées en 2007 et un stock de 42 millions de tonnes en fin de campagne 2007/2008, elle ne semble pas réellement en déficit structurel de blé. Et ce serait plutôt la demande issue des pays du Moyen-Orient ou d'Afrique du Nord qui, lorsque le bilan mondial est déficitaire, accentuerait la tension sur le marché mondial du blé. La production mondiale de blé ne serait pas en mesure d'augmenter suffisamment vite pour suivre la croissance structurelle de la consommation mondiale.

Sur longue période, les importations de blé des pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord augmentent



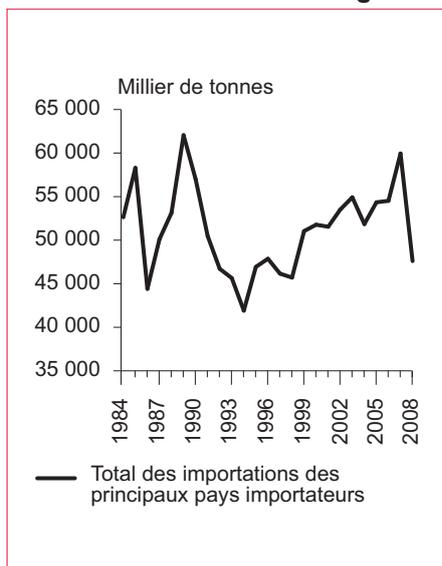
Source : FAO, USDA

Les pays déficitaires en maïs sont pour la plupart des pays où le taux d'urbanisation est important et où la consommation de viande est régulière, une grande partie du maïs produit dans le monde étant utilisé pour l'alimentation animale. Les principaux pays importateurs de maïs sont donc l'Égypte et le Mexique, pour l'alimentation humaine essentiellement, et aussi en Europe, en Asie - Japon, Corée du Sud, pays d'Asie du Sud-Est. Sur 25 ans, le total des importations de ces pays s'est révélé très variable sans marquer une nette tendance à la hausse.

La Chine n'est pas l'un des principaux pays importateurs de maïs et, depuis trois campagnes, elle produisait suffisamment de maïs pour satisfaire sa demande intérieure. Le rapport stocks/consommation est supérieur à celui du bilan mondial.

C'est l'évolution récente des utilisations du maïs qui pourrait constituer un facteur explicatif pertinent. Le maïs est en effet de plus en plus utilisé pour la fabrication de l'éthanol destiné aux industries et aux usines de carburants. Au cours de la campagne 2008/2009, les États-Unis devraient utiliser 101 mil-

Les besoins des principaux pays importateurs de maïs ne sont pas en croissance continue et régulière



Source : FAO, USDA

lions de tonnes de maïs pour la fabrication d'éthanol carburant, soit 13 % de la production mondiale de maïs ou 33 % de la production américaine. Celle-ci a tendance à augmenter mais il ne faudrait pas que la pression des besoins pour la fabrication de l'éthanol dépasse le taux de croissance de la production entre deux campagnes. Les besoins mondiaux en maïs étant stables, une diminution des exportations des États-Unis, qui représentent 60 % des échanges mondiaux de maïs, provoquerait de fortes tensions sur le marché mondial. Le doublement entre 2006 et 2008 des besoins pour la fabrication d'éthanol ne semble pas compensé par une baisse des exportations ni par une hausse suffisante de la production américaine de maïs entraînant la consommation des stocks. La tension sur les cours mondiaux du maïs pourrait s'expliquer par la résultante d'une modification dans la structure des utilisations et d'une production insuffisante à satisfaire l'ensemble des utilisations.

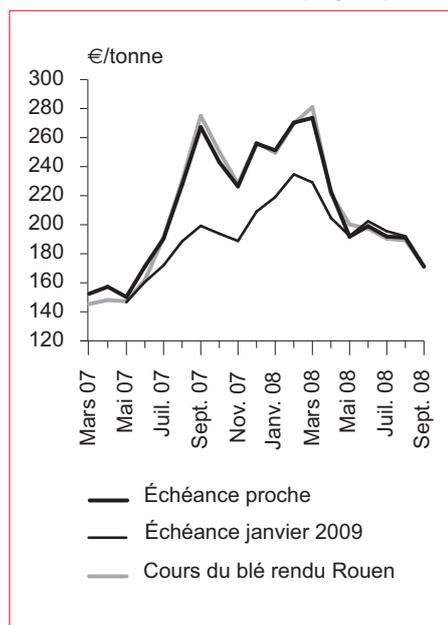
Les mouvements sur le marché à terme peuvent influencer les évolutions du marché physique

La fluidité des prises de positions sur les marchés à terme par rapport aux marchés physiques a toujours accentué leur volatilité. Depuis quelques années, s'est également développée la présence de fonds d'investissements, dont les entrées et sorties du marché amplifieraient encore les mouvements. En tout état de cause, le cours du blé rendu Rouen est aujourd'hui très similaire au cours moyen fixé sur le marché à terme européen Euronext.

Le marché à terme du blé et du maïs sur Euronext ne représente pas un poids aussi important que le marché à terme de Chicago maïs, depuis la campagne 2004/2005, le nombre de positions ouvertes sur ce marché augmente de façon exponentielle au cours de chaque campagne. Le début de la campagne 2008/2009 présente une évolution différente des positions ouvertes par rapport à la dernière campagne. Le nombre de positions paraît stabilisé tout en présentant des variations importantes entre chaque mois. La croissance des prises de positions observée lors des deux dernières

campagnes semble être interrompue en ce début de campagne 2008/2009. L'évolution du marché à terme, liée à celle des autres marchés financiers, est un facteur qui s'ajouterait aux facteurs conjoncturels et structurels propres aux marchés physiques du blé et des autres céréales.

Le marché à terme : indicateur d'évolution du marché physique



Source : Euronext

L'évolution récente des « positions » ouvertes sur Euronext semble perturbée par rapport aux campagnes précédentes



Source : Euronext

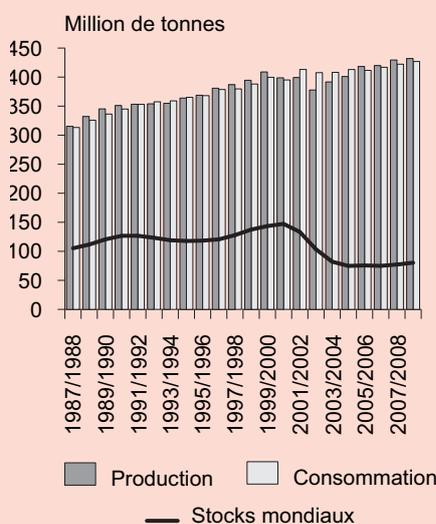
Prix du riz encore élevé malgré un net repli

La production mondiale 2008/2009 de riz blanchi s'élèverait à environ 432 millions de tonnes. Cette production est en augmentation sur le long terme (+ 37 % entre 1987 et 2008). La consommation a également augmenté (+ 36 % entre 1987 et 2008), en raison de la croissance démographique des principaux pays consommateurs de riz. Le riz y constitue l'aliment de base de l'alimentation humaine. Les principaux pays producteurs sont l'Inde (22 % de la production mondiale en 2008), la Thaïlande (5 %) et le Vietnam (5 %). Ces trois pays sont également les principaux consommateurs (30 % de la consommation mondiale) et les principaux exportateurs (près de 60 % des échanges mondiaux de riz blanchi en 2008).

Le bilan mondial du riz dépend donc du bilan, assez restreint depuis la campagne 2003/2004, de ces trois pays. Le rapport stocks/consommation est prévu à 19 % en fin de campagne 2008/2009, ce qui correspondrait à la moyenne des cinq dernières campagnes, alors que, dans les années 1990, la moyenne du rapport stocks/consommation était proche de 34 %. La réduction des stocks est nette et résulte de la croissance plus rapide de la consommation par rapport à la production.

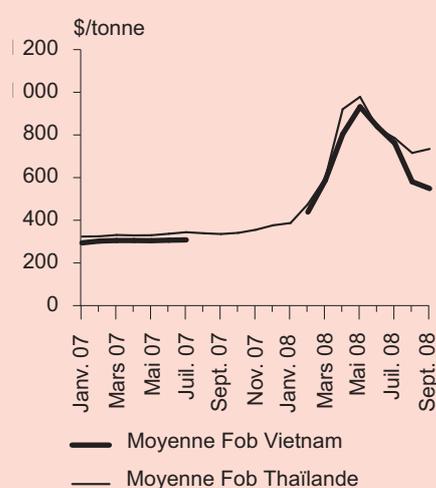
L'évolution des cours mondiaux du riz a été atypique au cours de la campagne 2007/2008. Le bilan mondial s'annonçant serré pour la quatrième campagne consécutive (rapport stocks/consommation à 18 %) et le bilan mondial toutes céréales étant également tendu, les principaux pays producteurs se sont inquiétés à propos de l'évolution de leurs stocks et leur capacité à satisfaire leurs besoins intérieurs. Certains pays importateurs, constatant la hausse des cours de + 15 % entre septembre et décembre 2007 pour le riz origine Thaïlande et anticipant leurs besoins, ont augmenté leurs importations. Les pays exportateurs ont alors pris des mesures de rétention et de taxation à l'exportation et les cours ont commencé à flamber. Le cours du riz thaïlandais est passé de 383,50 \$/t en janvier 2008 à 975 \$/t en mai 2008. À partir de mai 2008, les cours se sont alors repliés assez nettement mais ils restent toutefois à un niveau élevé. En octobre, le cours du riz thaïlandais avoisine 650 \$/t (- 33 % par rapport au pic de mai 2008). La demande de riz reste toutefois soutenue et cela maintient les cours mondiaux à des niveaux élevés.

Depuis la campagne 2004/2005, les stocks mondiaux de riz restent à un bas niveau



Source : USDA

Depuis mai 2008, les cours mondiaux du riz ont commencé à diminuer



Source : CIC

Sources

- Les données de la conjoncture Grandes cultures sont des données annuelles. Les estimations de surfaces et de rendement sont fournies par les services déconcentrés de la statistique agricole en fonction de l'avancement du calendrier agricole. Elles sont établies à dire d'experts et à partir des premiers résultats des enquêtes objectives sur l'utilisation du territoire (observation directe de 320 000 points) et les rendements (interrogation de 13 000 exploitants sur les rendements moyens constatés après récolte).
- Les données de prix et de cours des céréales sont fournies par l'OniGC et le journal La Dépêche.
- Les cours sur le marché à terme sont disponibles sur le site internet d'Euronext : www.euronext.com/
- Les estimations de production mondiale des céréales :
 - United States Department of Agriculture (département à l'agriculture américain) www.usda.gov/oce/commodity/wasde/index.htm
 - Conseil International des Céréales (CIC) : www.igc.org.uk/fr/Default.aspx
 - Food and Agriculture Organization of the United Nations : www.fao.org/giews/french/cpfs/index.htm

Pour en savoir plus

Dans les publications Agreste Conjoncture :

- « Une année favorable à la production des céréales », Infos rapides Grandes cultures, octobre 2008
- « La récolte des céréales fait le plein », Infos rapides Grandes cultures, septembre 2008
- « Le repli des cours se confirme sur les marchés céréaliers », Synthèse Grandes cultures, n° 2008/42, septembre 2008
- « Céréales à paille : récolte record », Infos rapides Grandes cultures, août 2008
- « Tension sur le marché mondial du maïs », Synthèse Grandes cultures, n° 2008/35, juillet 2008

PRODUCTIONS VÉGÉTALES - Légumes

Synthèse octobre n° 2008/47

Retour LÉGUMES ET FRUITS

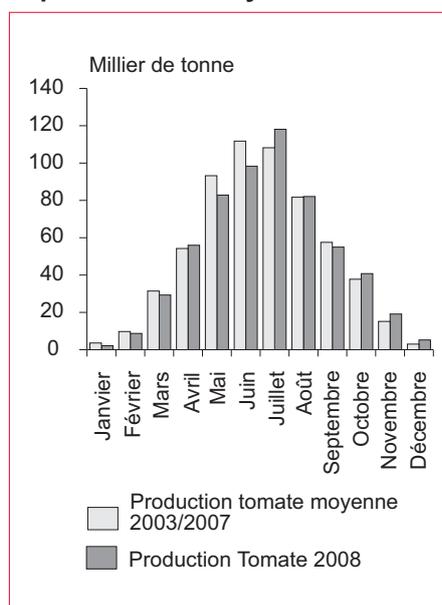
Légumes : une fraîcheur estivale peu favorable aux prix à la production

Les difficultés de commercialisation ont été particulièrement marquées en août. Les prix à la production se sont nettement repliés par rapport aux prix moyens 2003-2007 pour la tomate, le concombre, la courgette et, dans une moindre mesure, le melon. La courgette a été le plus longuement touchée par ce recul de prix. Les mauvaises conditions climatiques de l'été 2008 – juillet frais et août humide – ont eu une incidence tant sur le calendrier de production que sur la consommation des légumes d'été. Pour les producteurs, le chiffre d'affaires devrait ainsi se situer en dessous du chiffre moyen 2003-2007, sauf pour les producteurs de melons des zones précoces.

Une production limitée et retardée

La production de légumes a été inférieure à la production moyenne des années 2003-2007 : de 1 % pour la tomate et la courgette, 3 % pour le melon et 8 % pour le concombre. Ceci s'explique essentiellement par la baisse des surfaces (- 9 % pour la tomate, - 2 % pour la courgette et - 11 % pour le concombre) et plus précisément des surfaces de « plein champ ». Ainsi, la part des cultures sous serre progresse et, compte tenu de leur moindre sensibilité aux aléas climatiques, leurs rendements moyens s'améliorent. Cependant, la courgette, la tomate à un degré moindre (un quart de la production) et particulièrement le melon continuent d'être cultivés en plein champ, que ce soit en plein air ou sous abris bas. En 2008, pour les

En juillet, une production de tomate supérieure à la moyenne



Source : Agreste

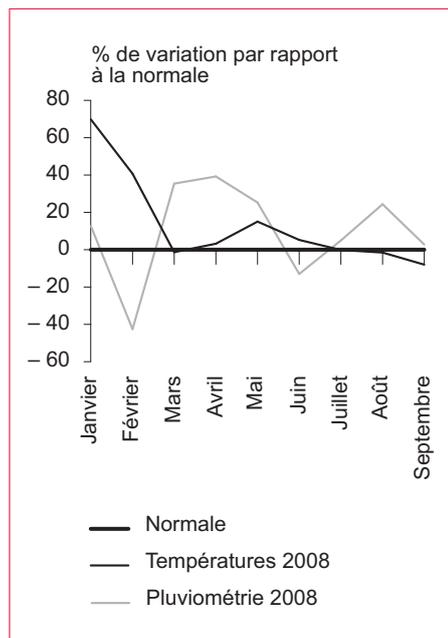
cultures de plein champ fortement exposées aux aléas climatiques, la fraîcheur des températures a décalé la production d'une quinzaine de jours par rapport à un calendrier normal. Ce retard a été rattrapé en juillet et août grâce à des volumes supérieurs à la normale. La production de concombre, qui provient presque en totalité des cultures sous serre, n'a pas été affectée par ce retard.

Des prix bas, voire très bas

Malgré une offre nationale réduite, la demande est souvent restée réservée, en relation avec de larges séquences climatiques pluvieuses.

Par ailleurs, la qualité des produits, affectée à certaines périodes par les épisodes de pluie et le manque de

Une météo chaotique : pluie et fraîcheur



Source : Météo France

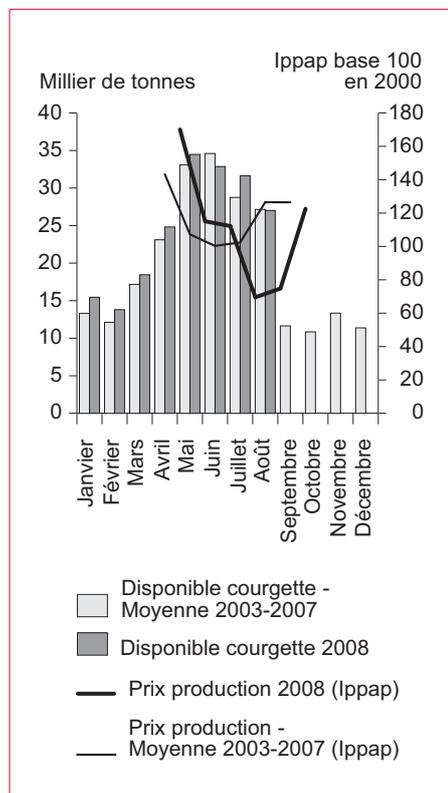
soleil, n'a pas toujours été au rendez-vous. Les produits d'importation ont été plus nombreux sur le marché que d'ordinaire. Souvent échangés à des prix assez bas, ils sont venus concurrencer la production nationale. Le concombre a été affecté par des importations de Belgique et des Pays-Bas, la courgette par celles d'Espagne, de même que la tomate qui a toutefois bénéficié du développement d'un mouvement de grève espagnol. Pour la courgette et le concombre, le solde disponible sur le marché s'est trouvé de fait plus important par rapport à une année normale. Au contraire, pour la tomate, les volumes mis sur le marché sont restés inférieurs à une année moyenne, sauf en juillet.

Selon les produits et la période, le marché a été diversement orienté, les aléas climatiques aggravant la situation en n'incitant pas à la consommation de légumes d'été. Ainsi, dès le

début de campagne, les marchés de la tomate et surtout du concombre se sont caractérisés par des cours bas, en dessous des cours moyens des cinq dernières années, jusqu'en avril et mai. Ensuite, les cours se sont un peu améliorés. Toutefois, comme chaque année, ils ont baissé en avançant dans la saison, mais pour tomber en août à un niveau particulièrement bas. Quant à la courgette, elle a bénéficié des températures peu clémentes pendant une bonne partie de la campagne et les cours se sont maintenus à un bon niveau jusqu'en juillet. Mais, subissant les concurrences interrégionales et les importations espagnoles, ceux-ci n'ont pas manqué de chuter en juillet et août comme pour l'ensemble des autres légumes. Le melon n'a pas échappé à cette délicate période d'été, la production se concentrant en août et septembre ; cependant, partis d'assez haut en début de campagne, les prix se sont maintenus à un bon niveau par rapport à une année moyenne.

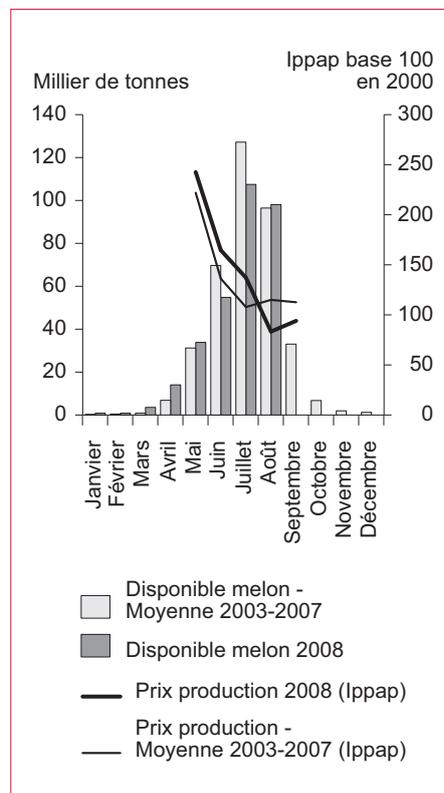
Dans l'ensemble, la demande a été peu enthousiaste. Le marché s'est souvent assaini par une pression moins forte de l'offre, soutenue par des actions de communication et quelques épisodes d'ensoleillement. Mais les cours ne sont pas véritablement repartis à la hausse. Les prix des légumes frais pratiqués au stade de la consommation suivent habituellement les mêmes évolutions que les prix à la production mais, au printemps pour la tomate, l'évolution à la hausse des prix de détail s'est opposée à l'évolution à la baisse des prix à la production. Cela s'explique probablement par la demande alors dynamique tirant les prix de détail vers le haut. La demande s'est activée grâce au retour des températures estivales de mai, et a régressé de nouveau avec la baisse des températures. Cependant, l'influence météorologique sur la demande n'est pas toujours l'élément le plus déterminant. Ainsi, le prix de la courgette, appréciée par temps frais, a baissé en juillet et août, alors même que les températures restaient en dessous des normales saisonnières parce que le calendrier de production était décalé et que les disponibilités étaient plus importantes au cours de cette période.

Des volumes de courgette plus importants sur le marché



Source : Insee - Agreste

Les volumes du melon, inférieurs à la norme en 2008, tirent les prix à la hausse



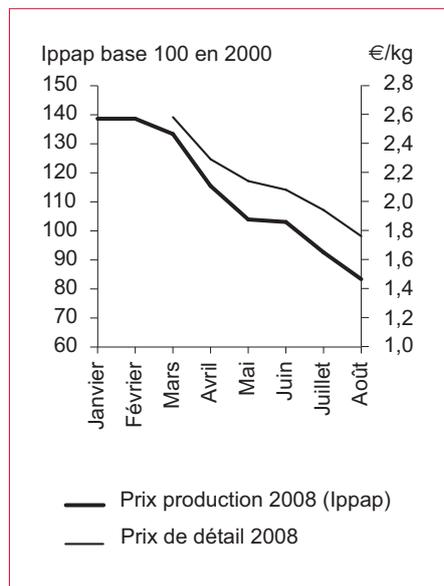
Source : Insee - Agreste

Les indicateurs de chiffre d'affaires des producteurs de légumes d'été sont en baisse par rapport à la moyenne des cinq dernières années, sauf pour le melon. Selon les produits, les causes de la baisse sont différentes. Pour les producteurs de tomates et de courgettes, l'indicateur de chiffre d'affaires diminue respectivement de 7 % et 18 %. La faiblesse des prix, aggravée par la baisse de la production, en est la cause principale. Pour les producteurs de concombres, l'indicateur est également en retrait par rapport à la moyenne des cinq dernières années, de 9 % en rapport avec la baisse de production. Rapporté à l'hectare, cet indicateur est toutefois stable puisque, sur la même période, les surfaces ont baissé de 11 %. Quant au melon, la hausse des prix compense la baisse de production et l'indicateur de chiffre d'affaires serait en augmentation de 7 % par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Cet indicateur national doit toutefois être nuancé au niveau régional. Les productions plus tardives

du Centre-Ouest ont été moins bien valorisées et l'indicateur de chiffre d'affaires affiche pour cette région une

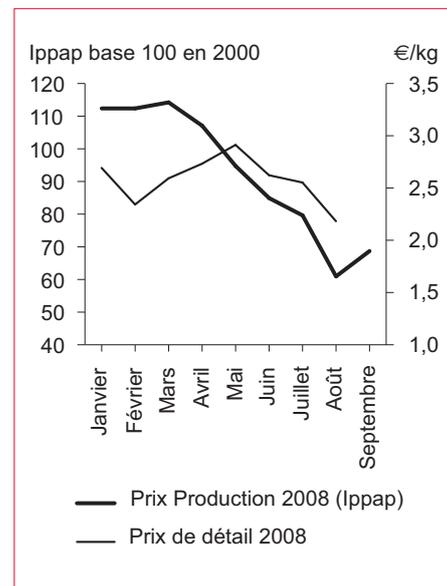
baisse de 15 % par rapport à la moyenne quinquennale.

Pour le concombre, les prix de détail suivent les prix à la production



Source : Insee

Au printemps, les prix de détail de la tomate augmentent, contrairement aux prix à la production



Source : Insee

Sources

- Prévisions de production issues de l'enquête de conjoncture légumière : Agreste
- Insee
- Service des nouvelles des marchés
- Fel Actualités d'Interfel

Pour en savoir plus

Dans les publications Agreste Conjoncture :

- Infos rapides Tomate
- Infos rapides Melon
- Infos rapides Concombre
- Infos rapides Courgette

PRODUCTIONS ANIMALES - Lait

Synthèse octobre n° 2008/48

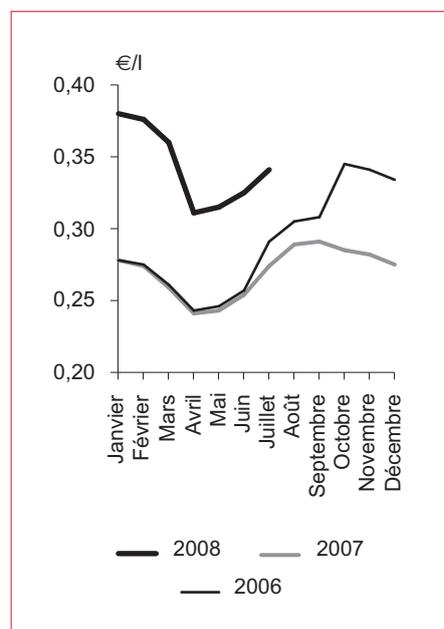
Lait : la hausse du prix à la production ralentit à partir d'avril 2008

Le prix du lait de vache versé aux producteurs a nettement augmenté fin 2007 et durant le premier semestre 2008, mais l'augmentation s'est ralentie à partir de l'été. Ce prix répercute plus ou moins et avec un certain décalage dans le temps, les variations du niveau de valorisation des produits laitiers au sortir de l'industrie. Les prix du beurre et des poudres de lait ont de ce point de vue flambé en 2007 pour retomber en 2008. En revanche, pour les produits de grande consommation, la hausse est plus durable. Les négociations entre producteurs et industriels doivent avoir lieu dans ce contexte très fluctuant et hétérogène, en outre complexifié par la forte augmentation des coûts de production.

Le prix du lait de vache standard en nette progression en 2008

Le prix du lait de vache standard versé aux producteurs de lait se situe à des niveaux élevés en 2008. En juillet 2008, il s'établit à 0,34 €/l, en hausse de près de 17 % par rapport à son cours de juillet 2007. Après des années de baisse, de 0,31 €/l en 2001 – en moyenne annuelle – à 0,27 €/l en 2006 (- 13 %), le prix du lait s'est nettement repris à partir du milieu de l'année 2007, avec des hausses avoisinant 6 % au cours des mois de juillet à septembre 2007 (par rapport aux mêmes mois de l'année précédente). Il affiche des évolutions de plus de 20 % au cours des trois derniers mois de l'année 2007. Cette tendance se poursuit au cours du premier semestre 2008, avec des hausses comprises entre 26 % et 38 %, mais cette croissance ralentit progressivement au cours de

Le prix du lait de vache standard s'établit à un niveau élevé en 2008



Source : Agreste - Insee

l'été 2008, en relation avec la forte baisse des prix du beurre et des poudres de lait.

En effet, jusqu'au printemps 2008, la variation du prix du lait à la production était fortement corrélée aux recommandations de l'interprofession laitière, qui articulait trimestriellement son évolution avec celles des prix des produits laitiers industriels et des produits de grande consommation à l'exportation.

Mécaniquement, un décalage apparaît entre les variations des prix des produits laitiers industriels observés sur les marchés et l'évolution du prix du lait à la production versé aux producteurs. Ainsi, les plus fortes évolutions de prix en glissement annuel datent de juin 2007 pour la poudre de lait écrémé (+ 90 %) et de septembre 2007 pour le beurre (+ 67 %) ; le pic de croissance du prix à la production de lait a

été quant à lui atteint en mai 2008 pour le prix du lait à la production (+ 36 %), soit avec un décalage supérieur à six mois. La DGCCRF (Direction générale de la concurrence, de la consommation, et de la répression des fraudes) a remis en cause ce système pour le troisième trimestre 2008, en rappelant qu'aucune recommandation ne devait être faite dans le cadre des relations interprofessionnelles. À partir du deuxième trimestre 2009, il devrait être mis en place un nouveau système fondé sur des indicateurs élaborés par l'interprofession et permettant une plus grande réactivité par rapport aux évolutions du marché. Les interprofessions régionales pourront négocier à partir de ces bases avec les transformateurs. Au 21 octobre, les négociations se poursuivent pour le prix du lait au quatrième trimestre. La flambée des coûts de production accentue la difficulté engendrée par les fortes fluctuations de prix des produits laitiers.

Les producteurs ont en effet subi les hausses de prix de l'énergie et de l'alimentation animale. Les indices des prix d'achat des moyens de productions agricoles (Ipampa) concernant les aliments pour vaches laitières à l'herbage

et à l'ensilage, en nette progression à partir du deuxième trimestre de 2007, enregistrent de fortes hausses en 2008 (+ 8 % en glissement annuel pour le cumul de janvier à août). Plus globalement, l'indice pour les Otex « herbivores » de l'ensemble des achats de moyens de production est de 21 %, la hausse de l'énergie, des engrais et des autres intrants accompagnant celle des aliments. À cette augmentation des prix, s'ajoute l'augmentation des volumes d'aliments achetés pour accroître la production (+ 25 % pour le cumul janvier à juillet 2008 comparé à celui de 2007).

Les prix des produits laitiers industriels fléchissent fortement en 2008

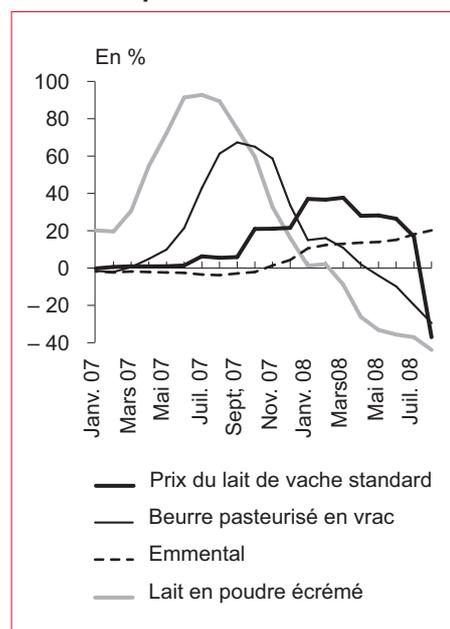
Après les niveaux historiques atteints en 2007 – plus de 4 €/kg pour la poudre de lait écrémé destinée à la consommation humaine et la poudre de lait entier en août 2007, 4,15 €/kg pour le beurre pasteurisé vrac en octobre 2007 et 1,26 €/kg pour la poudre de lactosérum en mai 2007 – les cours fléchissent fortement depuis. En août 2008, les cours du beurre pasteu-

risé vrac se situent à 2,74 €/kg (- 30 % par rapport au mois d'août 2007) mais restent supérieurs de 14 % à ceux du mois d'août 2006 (à 2,41 €/kg). Les cours des poudres de lait écrémé et de lait entier s'établissent respectivement à 2,28 €/kg (- 44 % par rapport à 2007) et 2,86 €/kg (- 29 % par rapport à 2007). Pour autant, ces cours sont supérieurs à ceux observés en août 2006, sauf pour la poudre de lactosérum qui chute fortement (- 63 %) pour atteindre 0,39 €/kg en août 2008, prix inférieur à celui d'août 2006 (- 46 %). Ces baisses de prix se poursuivent et, en septembre, les cotations de tous les produits industriels passent en dessous de celles enregistrées en 2006, avant la flambée des cours.

En revanche, les hausses des prix des produits de grande consommation, et en particulier des fromages, ont été plus durables.

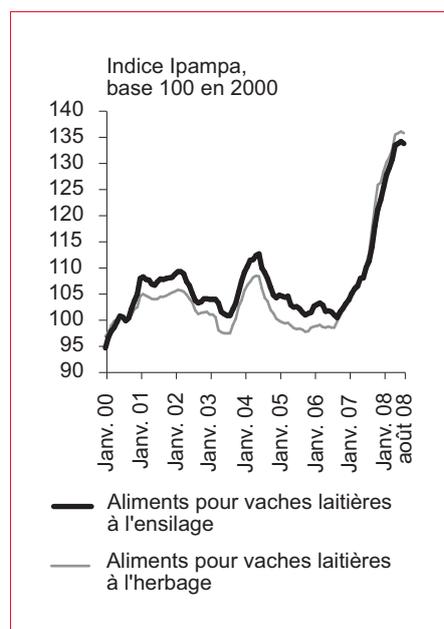
Cette hétérogénéité des évolutions complexifie les négociations, les différentes entreprises ayant des répartitions des divers types de produits assez variables entre elles et dans le temps.

La hausse des prix des produits laitiers s'est répercutée plus tardivement sur le prix du lait versé aux producteurs



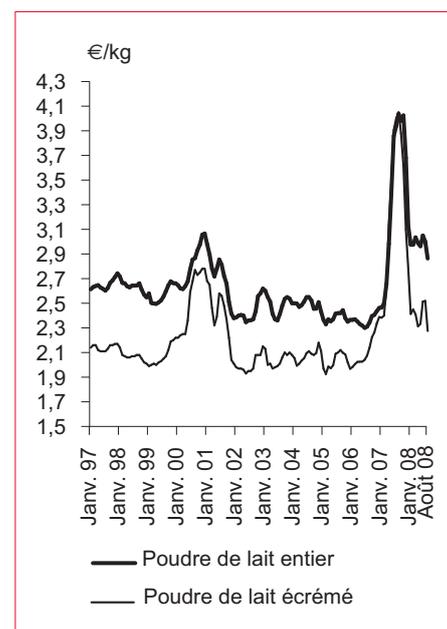
Source : Agreste - Insee, DGPAAT (Ministère de l'Agriculture et de la Pêche)

Les aliments pour vaches laitières progressent fortement en 2008



Source : Agreste - Insee

Les cours de poudre de lait écrémé et entier diminuent en 2008



Source : DGPAAT (Ministère de l'Agriculture et de la Pêche)

Sources et définitions

- L'enquête mensuelle laitière unifiée de l'Office de l'élevage/Service de la statistique et de la prospective (SSP, ex-SCEES) pour les données mensuelles de collecte de lait et de fabrications de produits laitiers
- L'enquête sur la situation mensuelle laitière du SSP pour les données sur le prix et les teneurs en matière grasse et protéique du lait de vache
- Les statistiques des douanes (DGDDI) pour les données sur le commerce extérieur

Pour en savoir plus

Dans les publications Agreste Conjoncture :

- « Les français boudent les produits laitiers », Agreste-Primeur n° 208, février 2008
- « Le marché du lait bio peine à se développer », Agreste-Primeur n° 205, janvier 2008
- « Lait et produits laitiers en 2006 », Chiffres et données Agroalimentaire n° 152, novembre 2007

Le Pôle laitier du SSP à Toulouse : Lionel Hébrard (tél : 05 61 28 95 28), Serge Cazeneuve (tél : 05 61 28 93 78) et Odile Le Tollec (tél : 05 61 28 94 71).

IAA : net ralentissement au deuxième trimestre 2008

Amorcée au premier trimestre, la baisse de l'activité se confirme au deuxième trimestre 2008, dans un contexte de recul de la consommation des ménages et de ralentissement des échanges extérieurs. La croissance des importations supérieure à celle des exportations entraîne une nouvelle réduction de l'excédent commercial. En raison de prix toujours soutenus dans de nombreux secteurs, la hausse du chiffre d'affaires se poursuit, à un rythme toutefois ralenti (+ 6 %). Elle fléchit nettement pour les produits laitiers alors que les ventes se replient de 1,5 % pour les boissons.

Au deuxième trimestre 2008, la croissance du chiffre d'affaires des entreprises agroalimentaires reste plus soutenue que dans le reste de l'industrie manufacturière (+ 3,1 % après + 3,7 % au premier trimestre 2008). Toujours confortée par la hausse des prix qui se maintient au niveau élevé enregistré au premier trimestre 2008 (près de 10 % en glissement annuel), son rythme est toutefois moins élevé que les deux trimestres précédents (+ 6 % contre + 9 % auparavant).

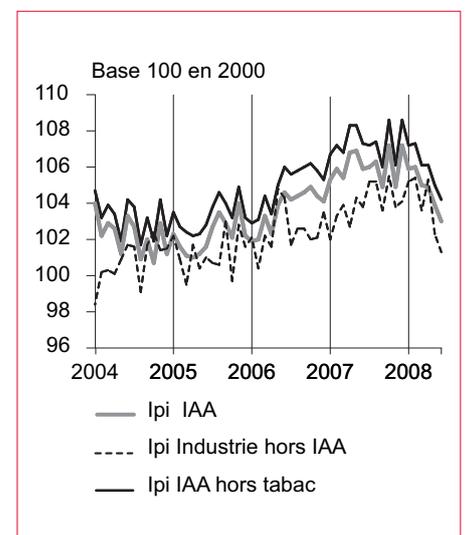
La crise économique mondiale ralentit la demande globale en produits agroalimentaires. La croissance de la demande étrangère se réduit et la consommation des ménages français diminue. Ainsi, la production des IAA (hors tabac) accentue un repli amorcé au premier trimestre (- 1,5 % contre

- 0,7 %). Dans le reste de l'industrie manufacturière, l'activité, qui avait aussi ralenti au premier trimestre tout en restant positive (+ 0,4 %), se replie de 0,8 % au deuxième trimestre.

Le repli de l'activité s'accroît au deuxième trimestre 2008

L'activité se détériore nettement dans le secteur des **boissons** (- 9 %), notamment pour les boissons rafraîchissantes et les bières, en raison de conditions climatiques et économiques peu favorables. Les livraisons d'eaux de table se contractent de 11 % et celles de boissons rafraîchissantes et de bières de 15 %. De même, la production de jus de fruits diminue de 8 %. Le recul de l'activité s'amplifie dans le travail des grains (- 6 % après - 2,3 % au premier trimestre), en raison de la

Au deuxième trimestre 2008, repli de l'activité plus prononcé pour les IAA que pour le reste de l'industrie



Source : Insee - Ipi CVS - CJO

baisse des volumes exportés. Dans le même temps, les secteurs **des viandes** (- 0,9 %) et des « **autres produits alimentaires** » (- 1,4 %), toujours en recul, se replient moins fortement qu'au premier trimestre. La croissance ralentit dans l'**industrie laitière**, notamment pour les produits industriels (beurre et poudres de lait) mais aussi pour les fromages, et l'activité fléchit légèrement pour le lait liquide et les produits frais.

La production s'accélère pour les **corps gras** (+ 5 %), surtout dans la filière des huiles raffinées en raison du développement de la production de colza. De même, l'activité progresse de 8 % pour l'**alimentation animale** grâce à la forte progression des aliments pour vaches laitières en liaison avec la reprise de la collecte.

La baisse de la consommation des ménages s'intensifie au deuxième trimestre 2008

Comparés à la même période de 2007, les premiers résultats des comptes trimestriels de l'Insee font état d'une baisse de la consommation des ménages en produits alimentaires (données CVS en volume y compris tabac). Amorcé au premier trimestre 2008 (- 0,5 %), le recul des achats des ménages s'intensifie au deuxième trimestre 2008 (- 2,6 %). Déjà très sensible sur les produits frais (fruits et légumes et poissons frais) au premier trimestre (- 1,3 %), il s'amplifie au deuxième trimestre (- 2,7 %) et se propage aux produits transformés au deuxième trimestre avec une baisse de 3 % sur les viandes et produits laitiers et de 2,3 % sur l'ensemble des autres produits agroalimentaires.

L'excédent commercial continue de se détériorer au deuxième trimestre 2008

En hausse de 10 % au premier trimestre, les exportations s'accroissent de 6 % au deuxième trimestre. Leur montant atteint 8,9 milliards d'euros. Elles sont mieux orientées qu'au premier trimestre pour les viandes, notamment de boucherie, l'alimentation pour animaux de compagnie, les corps gras, portés par le développement de la filière colza et l'ensemble « autres pro-

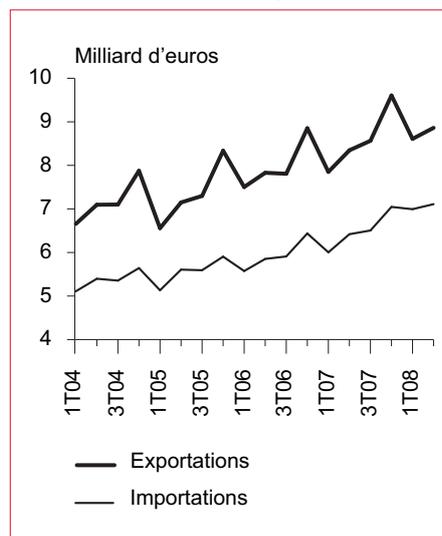
duits alimentaires ». Ailleurs, l'évolution est moins favorable et aux baisses des volumes exportés s'ajoutent les baisses de prix. Les exportations progressent moins fortement (+ 6 % contre + 19 % au premier trimestre) pour les produits laitiers, pénalisés par la baisse des prix des produits industriels mais aussi par le repli des quantités de glaces et de beurre exportés. La hausse se réduit pour les boissons (+ 3,8 % après + 8 % au premier trimestre). Les ventes de champagne se replient fortement (- 11 % en valeur et - 9 % en volume), notamment vers les États-Unis. Celles d'eaux de table sont en baisse de 10 %. Bien que les exportations de vins continuent à progresser en valeur (+ 11 %), en raison des bonnes performances des vins de Bordeaux, les volumes reculent de 11 %. Les exportations diminuent également pour les produits à base de poissons (- 10 %) et de fruits et légumes (- 8 %).

En liaison avec la faible demande sur le marché intérieur, la hausse des importations se réduit nettement (+ 11 %

après + 16 % au premier trimestre). Leur montant se chiffre à 7,1 milliards d'euros. Il se réduit pour les produits à base de poissons et les produits laitiers et la hausse ralentit pour les autres domaines, notamment pour les boissons, les produits à base de fruits et légumes et les viandes. En revanche, les importations progressent plus fortement pour le travail des grains et les aliments pour animaux de compagnie.

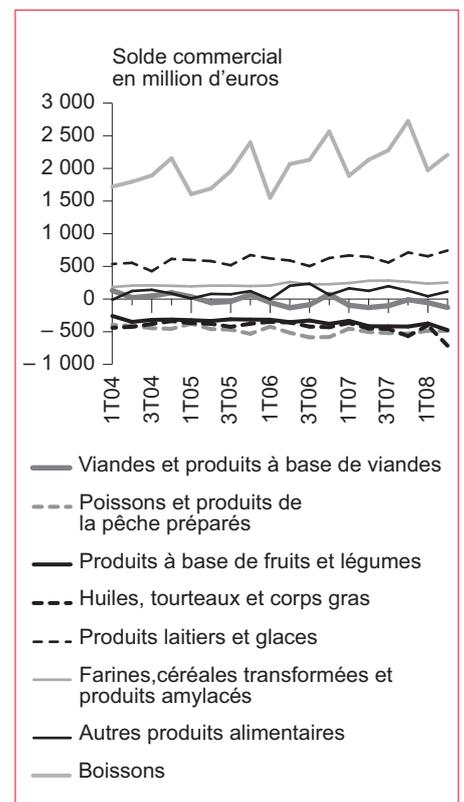
Au total, l'excédent commercial dégagé par les échanges de produits agroalimentaires (vins inclus, tabac exclu) diminue à nouveau au deuxième trimestre 2008 par rapport à la même période de 2007, en raison d'une hausse des importations toujours plus soutenue que celle des exportations. Avec un montant de 2,2 milliards d'euros, il diminue de 174 millions d'euros par rapport au deuxième trimestre 2007.

Au deuxième trimestre 2008, la hausse des échanges fléchit



Source : Douanes - Données brutes

Le déficit commercial se creuse pour les corps gras et les produits à base de fruits et légumes



Source : Douanes

Le déficit commercial continue de se creuser pour les produits à base de fruits et légumes et surtout pour les corps gras, pénalisés par la hausse des prix. Il reste quasi-stable pour les viandes et les produits à base de poissons alors que l'excédent s'améliore pour les boissons et pour les produits laitiers.

La hausse des prix reste élevée

La hausse des prix à la production se maintient au niveau élevé atteint au premier trimestre (+ 9,5 %). Il en est ainsi dans de nombreux secteurs (viandes, boissons, travail des grains et produits de la pêche préparés). L'augmentation fléchit légèrement pour les produits laitiers, en raison de la baisse des prix des poudres de lait et pour les fruits et légumes préparés. Les secteurs de l'alimentation animale et du travail des grains commencent à répercuter la baisse du cours des céréales. En revanche, les prix de la deuxième transformation (pains, biscuits, biscottes et pâtes alimentaires) continuent à augmenter. La hausse s'amplifie également pour les corps gras et notamment les huiles raffinées, toujours portées par la demande en agrocarburants. Le prix des café et thé conditionnés augmentent fortement depuis le début de l'année (+ 27 %), en raison de la forte hausse des cours du café.

Le fléchissement de la demande pèse sur l'évolution du chiffre d'affaires

Le niveau toujours élevé des prix au deuxième trimestre 2008 entraîne une progression du chiffre d'affaires. Mais, en raison du recul de la consommation des ménages et d'une demande extérieure moins dynamique, l'augmentation est moins soutenue qu'au premier trimestre (+ 6,4 % en glissement annuel contre + 9 % au premier trimestre). Cet infléchissement touche tous les secteurs. Le secteur des boissons connaît un repli de 1,5 %, pénalisé par la baisse des ventes de champagne, notamment vers les États-Unis et par le recul des ventes d'eaux de table et de boissons rafraîchissantes. La hausse du chiffre d'affaires fléchit nettement pour les produits laitiers (+ 8 % après + 13 % au premier trimestre), en raison de la baisse des cours des produits industriels et d'un recul des ventes de glaces. La hausse des ventes des viandes se réduit légèrement (+ 4,4 % contre + 5 % au premier trimestre), notamment pour les viandes de volaille et les préparations à base de viandes.

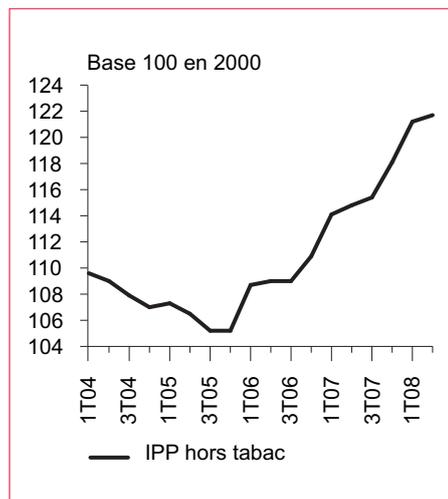
Dans le même temps, les ventes de corps gras progressent toujours à un

rythme soutenu (+ 34 %), dans un contexte de prix toujours hauts des graines oléagineuses. De même, les produits à base de céréales comme le travail des grains (+ 20 %) et l'alimentation animale (+ 22 %) connaissent toujours une forte augmentation, en raison de prix des matières premières encore élevés.

L'emploi salarié se dégrade toujours au deuxième trimestre 2008

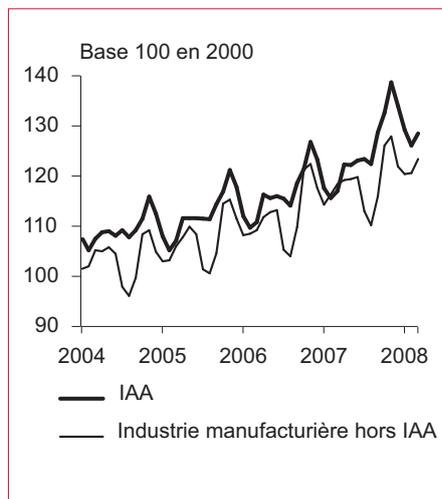
En baisse depuis fin 2004, l'emploi salarié des IAA, salariés des entreprises artisanales inclus, continue de se replier au deuxième trimestre 2008 comparé au deuxième trimestre 2007, mais moins fortement que le trimestre précédent (- 1 % après - 1,5 % au premier trimestre précédent). Le secteur perd 5 600 emplois par rapport à fin juin 2007. Le secteur compte 549 000 salariés fin juin 2008, artisanat commercial de charcuterie et de boulangerie-pâtisserie inclus. Pour le reste de l'industrie manufacturière, l'emploi salarié continue de se dégrader : en un an, les effectifs ont diminué de 44 000 emplois (- 1,5 %) contre 42 000 l'année précédente.

Au deuxième trimestre 2008, la hausse des prix se stabilise



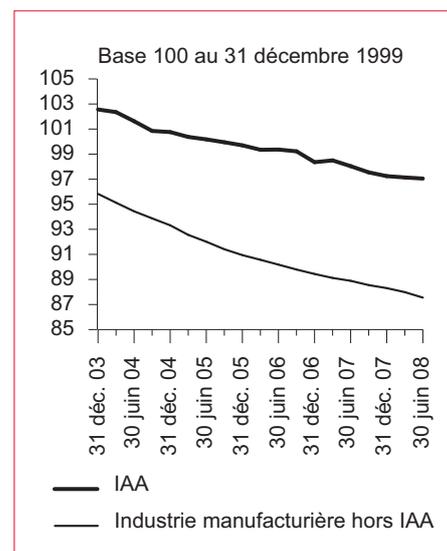
Source : Insee - IPP - Séries brutes

Au deuxième trimestre 2008, la hausse du chiffre d'affaires reste plus soutenue dans les IAA que dans le reste de l'industrie



Source : Insee - Indice de chiffre d'affaires - Données brutes mm3

Au deuxième trimestre 2008, la baisse de l'emploi ralentit dans les IAA

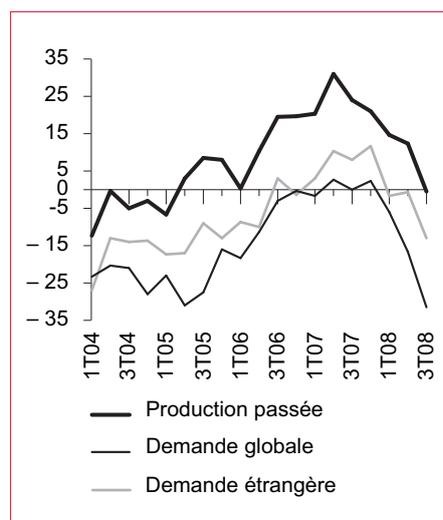


Source : Insee - Emploi salarié en fin de trimestre

Au troisième trimestre 2008, les industriels sont peu optimistes

Les industriels de l'agroalimentaire, interrogés en septembre 2008, estiment que l'activité a nettement fléchi au troisième trimestre 2008, comparée au même trimestre de 2007. Les carnets de commandes globaux se dégarnissent et sont jugés peu étoffés. Les carnets de commandes étrangers s'allègent également et sont considérés légèrement inférieurs à la normale. Les stocks de produits finis s'alourdissent nettement et sont jugés très lourds et même excédentaires pour les produits laitiers et les boissons. Les perspectives personnelles de production ne devraient pas s'améliorer au quatrième trimestre.

Au troisième trimestre 2008, la demande globale des IAA s'effondre



Source : Insee - Enquête mensuelle dans l'industrie - Solde CVS des réponses

Au deuxième trimestre 2008, tous les indicateurs, excepté les prix, sont moins bien orientés

Évolution en %*	2 ^e trim.08/2 ^e trim. 07					Cumul 2T 2008/Cumul 2T 2007				
	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations	Production	Prix	Chiffre d'affaires	Exportations	Importations
15.1 Ind. des viandes	- 0,9	5,7	4,4	8,1	6,9	- 1,3	5,5	4,7	4,8	8,2
15.2 Ind. du poisson		1,9	0,7	- 9,6	- 5,2		1,8	3,3	4,1	0,0
15.3 Ind. fruits et légumes	- 7,7***	4,4	3,0	- 8,0	2,9	- 5,6***	4,8	4,2	- 4,6	7,1
15.4 Ind. des corps gras	5,0	38,9	34,0	48,5	55,6	4,4	34,3	34,7	48,4	59,2
15.5 Ind. laitière	2,2	11,6	7,9	5,9	- 2,8	3,6	12,2	10,6	12,1	5,4
15.6 Travail des grains	- 5,7	23,5	19,5	6,7	22,4	- 4,0	23,2	19,8	10,6	18,8
15.7 Fab. aliments anim.	8,0	25,2	22,4	11,7	39,7	5,5	26,3	23,2	7,9	36,4
15.8 Autres ind. alim.	- 1,4	5,8	4,8	9,4	11,0	- 2,7	5,2	6,0	8,5	10,9
15.9 Ind. des boissons	- 8,6**	6,0	- 1,5	3,8	4,6	- 6,1**	6,1	2,1	5,6	8,0
15 Ensemble IAA	- 1,5	9,5	6,2	6,2	10,7	- 1,1	9,4	7,9	7,9	13,5

* Les diverses sources rassemblées dans ce tableau de synthèse ont des couvertures différentes (champs, branche ou secteur) et ne sont pas de ce fait toujours immédiatement comparables.

** Non compris les vins.

*** Jus de fruits.

Source : Insee

Sources

Les données présentées dans ce document portent sur l'ensemble des industries alimentaires (poste 15 de la Nomenclature d'activités française).

Elles incluent les boissons y compris les vins mais ne comprennent pas les industries du tabac.

L'ensemble Industrie comprend toutes les industries manufacturières, à l'exclusion des IAA, de l'énergie et de la construction.

Les différents indicateurs des IAA utilisés dans ce document ont des couvertures différentes (champ, branche ou secteur) et ne sont de ce fait pas toujours immédiatement comparables.

L'indicateur de chiffre d'affaires (Ica) et l'emploi salarié sont des indicateurs sectoriels.

Les autres indicateurs (indice de production industrielle (Ipi), indice de prix à la production (IPP), données sur le commerce extérieur) sont des indicateurs de branche.

Les séries retenues pour l'Ipi couvrent partiellement certains domaines :

- l'Ipi de l'industrie des fruits et légumes ne concerne que les jus de fruits.
- l'Ipi de l'industrie laitière ne couvre pas les glaces.
- l'Ipi de l'industrie des boissons ne comprend pas les vins.

Lors des comparaisons, la période de référence, lorsqu'elle n'est pas précisée, est le trimestre de l'année précédente.

Résultats provisoires de l'enquête annuelle d'entreprise dans les IAA en 2007 : une année exceptionnelle

Principales données de structure des IAA en 2007 en NAF rév. 2

Entreprises de 20 salariés et plus	Nombre entreprises	Effectif salarié au 31/12		Chiffre d'affaires		Résultat courant avant impôt			Investissement (hors apport)		
		en milleur	pois en %	milliard d'€	pois en %	million d'€	pois en %	% du CA	million d'€	pois en %	% du CA
10.1 Ind. des viandes	828	108,3	28,9	28,9	20,9	462	7,4	1,6	562	14,0	1,9
10.2 Ind. du poisson	105	10,8	2,9	2,8	2,0	63	1,0	2,3	67	1,7	2,4
10.3 Ind. fruits et lég.	164	24,3	6,5	7,8	5,6	287	4,6	3,7	271	6,8	3,5
10.4 Ind. corps gras	30	2,2	0,6	2,4	1,7	155	2,5	6,5	81	2,0	3,4
10.5 Ind. laitière	298	56,8	15,1	25,8	18,7	803	12,9	3,1	644	16,1	2,5
10.6 Travail du grain	103	11,9	3,2	5,7	4,1	403	6,5	7,1	243	6,1	4,3
10.7 Boulangerie-pâtis.	361	42,1	11,2	9,2	6,7	423	6,8	4,6	401	10,0	4,4
10.8 Aut.ind. alim.	490	66,6	17,7	25,1	18,2	1 257	20,2	5,0	740	18,5	2,9
10.9 Fab. alim. Anim.	196	16,1	4,3	9,0	6,5	158	2,5	1,8	193	4,8	2,1
10 Ind. Alimentaires	2 575	339	90,4	117	84,5	4 011	64,4	3,4	3 202	79,9	2,7
11 Ind. boissons	380	36,2	9,6	21,4	15,5	2 213	35,6	10,3	804	20,1	3,8
Ensemble IAA	2 955	375	100,0	138	100,0	6 224	100,0	4,5	4 006	100,0	2,9

Champ : entreprises des IAA de 20 salariés et plus en 2007.

Source : Agreste - Enquête annuelle d'entreprises 2007 - Résultats provisoires

L'enquête annuelle d'entreprise offre tous les ans une information économique homogène et de qualité sur l'activité des principales firmes agro-alimentaires ainsi que sur les différents moyens mis en œuvre pour la réaliser. Elle mesure les ventes détaillées par produits, l'emploi, l'investissement, les exportations, etc. Elle donne en parallèle un grand nombre d'informations sur les conditions d'exercice de cette activité (recours éventuel à la sous-traitance, travail sous marque de distributeur, niveau des dépenses de publicité, etc.) et s'assure de la cohérence comptable de l'ensemble. Elle pointe aussi les restructurations intervenues dans l'année.

Dans l'agroalimentaire comme dans le reste de l'industrie, l'enquête s'adresse à toutes les entreprises de transformation (hors charcuterie et boulangerie-pâtisserie artisanales) de 20 salariés et plus ou de plus de 5 millions d'euros de chiffre d'affaires. Cela concerne près de 3 000 entreprises, soit environ 25 % des firmes agroalimentaires mais un peu plus de 90 % de l'emploi et de 95 % du chiffre d'affaires du secteur.

Disponibles dans une version provisoire en juillet de l'année n+1, les principaux résultats de l'enquête annuelle d'entreprise sont ensuite détaillés par activité fine et par tranche de taille. Les structures sectorielles des comptes de résultat ainsi que les agrégats et les ratios économiques associés, quelques données sur les branches et leur concentration sont diffusées chaque année sous forme papier et numérique. Les principales données économiques sont également disponibles par région. En 2007, les résultats sont diffusés selon la version révisée de la nomenclature d'activité française (NAF rév.2) entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2008. Ceci entraîne quelques modifications du champ des industries agroalimentaires. La production d'alcool éthylique de fermentation relève désormais de l'industrie chimique. Les producteurs de fruits et légumes de quatrième gamme et ceux de sel intègrent en revanche le champ des IAA. Au sein des industries alimentaires, la création d'une classe « plats préparés » modifie également le périmètre de certaines activités.

En 2007, les résultats provisoires de l'enquête annuelle d'entreprise montrent une vive progression du chiffre d'affaires de 7,2 %. Une telle augmentation reflète en partie l'évolution de 4,5 % des prix à la production, liée à l'envolée des cours des végétaux. À prix constant, la progression d'environ 2,5 % reste cependant bien supérieure à celle observée au cours des huit dernières années. L'accélération de l'activité est à relier à la bonne tenue de la demande mondiale. Les exportations directes des entreprises augmentent de 10 %. Tous les secteurs notent une amélioration dans ce domaine, à commencer par l'industrie laitière, le travail des grains et les produits amyliacés et, à un moindre degré, les industries de la chocolaterie-confiserie, des plats préparés, de l'alimentation homogénéisée et diététique. Les exportations progressent de 8,5 % dans l'industrie des boissons.

De son côté, la reprise des investissements amorcée en 2006 s'accélère. La forte croissance provient en partie de la création d'usines d'agrocarburants. Mais elle résulte aussi pour les deux tiers environ du dynamisme accru montré dans ce domaine par l'industrie laitière, celle des boissons rafraîchissantes, de l'alimentation animale ou encore par la boulangerie industrielle. 2007 marque aussi pour l'industrie des viandes, le retour à une activité plus normale de l'abattage et de la découpe de volailles touchée au premier semestre 2006 par la crise de l'influenza aviaire. Les ventes dans ce secteur progressent de 9 %.

Dans ce contexte d'accélération de l'activité et des prix, seul l'emploi salarié reste en retrait. La baisse de 0,3 % correspond à la perte d'un millier d'emplois, essentiellement dans l'industrie des viandes et la fabrication de boissons. Le recours à l'intérim s'intensifie toutefois et se généralise.

Pour en savoir plus

Dans les publications Agreste Conjoncture :

- Synthèses : le premier mois de chaque trimestre
- « Une croissance soutenue - Enquête annuelle d'entreprise IAA - Résultats provisoires 2007 », Agreste Primeur, n° 213, juillet 2008
- « IAA - Enquête annuelle d'entreprise - Résultats sectoriels et régionaux 2006 », Chiffres et données, n° 155, février 2008-10-22
- « Dynamisme des exportations de cognac et de vodka », Agreste conjoncture, mai 2007

Retour INTRANTS

Livraisons d'engrais : reprise sur la campagne culturale 2007-2008

La hausse du prix du pétrole a entraîné dans son sillage celle des prix du fioul domestique et du gaz naturel. Les prix des engrais répercutent la hausse des matières premières nécessaires à leur fabrication. Dans une conjoncture favorable de hausse des prix des produits agricoles et des résultats des exploitations sur la campagne, la tendance s'inverse pour les livraisons d'engrais qui repartent à la hausse sur la campagne 2007-2008. Les importations d'engrais s'amplifient également sur cette campagne.

En 2008, hausse des prix de l'énergie et des engrais

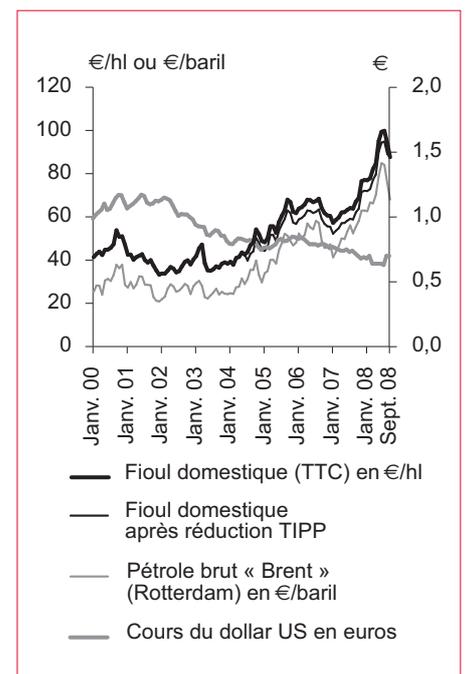
Le prix du pétrole a plus que doublé entre janvier 2007 et juillet 2008. Son prix libellé en euro a augmenté de 47 % sur les neuf premiers mois de 2008 comparés à la même période de 2007. Après avoir atteint 133 €/baril en juillet 2008, son prix est retombé et se situe à 98 €/baril en septembre. Dans son sillage, le prix du fioul domestique, principal produit pétrolier utilisé par les agriculteurs, a augmenté de 43 % sur la même période. Il a frôlé 100 €/hl (TTC) en août et se replie à 87,6 €/hl en septembre.

Le prix du gaz naturel répercute en les lissant et avec retard les évolutions du prix du pétrole. Il a progressé de près de 40 % sur les neuf premiers mois de 2008. Son prix, stable depuis trois mois, n'intègre pas encore le recul du prix du pétrole amorcé en août. Le prix du gaz naturel, matière première pour la fabri-

cation des engrais azotés, conditionne leurs prix. Au niveau de la production, retracée par les indices des prix à la production (IPP), les prix des engrais simples – dont les engrais azotés représentent la principale composante – ont augmenté de 20 % sur la campagne 2007-2008 (juin 2007-mai 2008). Dans l'Ipampa, qui retrace le prix des engrais au niveau de la distribution aux agriculteurs, la hausse est du même ordre de grandeur. La hausse atteint 25 % pour l'ensemble des engrais simples et 22 % pour les engrais azotés.

Les prix des autres engrais simples, dont le prix est indépendant de l'azote, connaissent une augmentation encore plus forte. Dans l'Ipampa, sur la campagne 2007-2008, les prix des phosphates progressent de 48 % et ceux de la potasse de 28 %. Ces engrais sont essentiellement issus de l'extraction minière, concentrée dans un nombre réduit de pays et leurs prix flambent à partir du début de l'année 2008. Ces

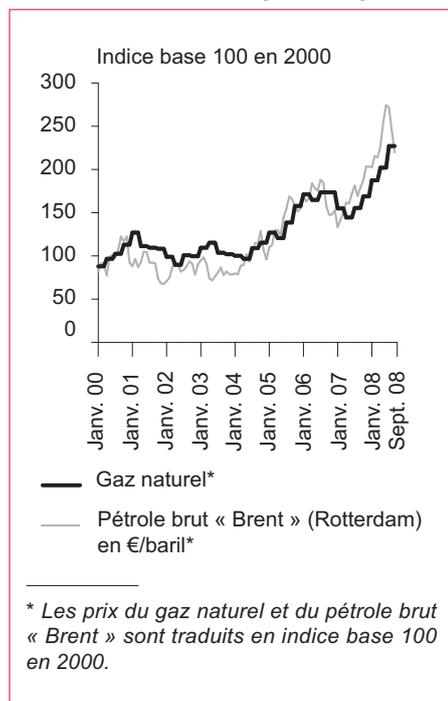
Depuis juillet, la hausse du prix du pétrole exprimé en euro commence à fléchir



Source : Insee, Ministère de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi

hausse de prix s'accroissent en 2008 et atteignent, en cumul sur les neuf premiers mois de l'année, 42 % pour les engrais simples azotés et plus de 70 % pour la potasse et les phosphates.

Le prix du gaz naturel intègre avec retard la hausse du prix du pétrole



Source : Insee, base pégase, SSP

En 2008, malgré le contexte de forte hausse des prix, les livraisons d'engrais augmentent au-delà des remises en culture

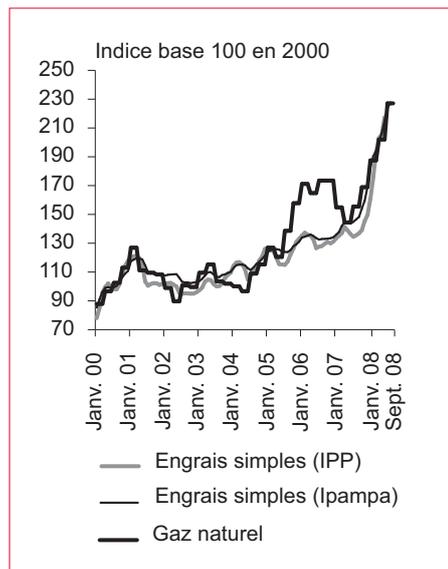
Les livraisons d'engrais en France (en quantités d'éléments fertilisants) de la campagne culturale 2007-2008 ont marqué une nette reprise. Cette reprise va au-delà de la remise en culture des 400 000 hectares de jachères. Si on les rapporte à la surface fertilisable, calculée à partir de la surface agricole utilisée (SAU) à laquelle il a été retiré la surface toujours en herbe peu productives (STH peu productives) et la jachère agronomique totale, la hausse reste nette.

La notion de surface fertilisable habituellement utilisée est toutefois un indicateur qui doit être affiné. Les années où le taux de jachère augmente, les remises en jachère concernent des terres en grandes cultures, plus fertilisées que l'ensemble des autres terres fertilisables qui incluent également la majeure partie des prairies. Au contraire, comme c'est le cas cette année, lorsque le taux de jachère obligatoire diminue, les surfaces remises en culture sont des surfaces plus fertilisées que la moyenne des surfaces

fertilisables. C'est ainsi que la dose moyenne apportée par hectare de surface fertilisable diminue fortement sur la campagne 1992-1993, quand le taux de jachère obligatoire est porté à 15 %. En sens contraire, elle augmente sur la campagne 1995-1996 quand le taux de jachère se réduit à 5 %.

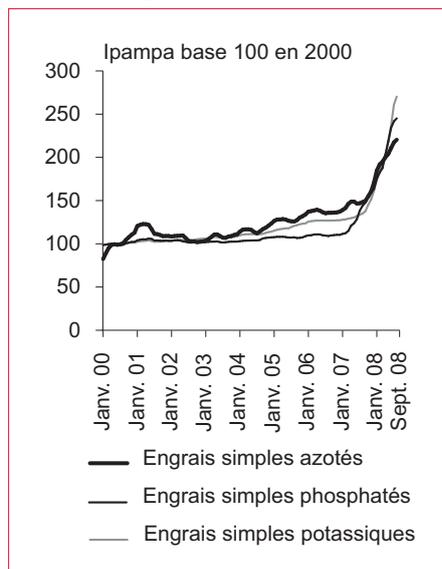
De fait, les doses d'azote par hectare des grandes cultures seraient relativement stables depuis une quinzaine d'années et celles de phosphore et de potasse en constante diminution. Sur la campagne 2007-2008, la tendance à la baisse du phosphore et du potassium et à la stabilisation de l'azote s'inverse avec une augmentation des livraisons d'engrais à l'agriculture, malgré la forte hausse des prix. Cette hausse peut être reliée à plusieurs éléments : la conjoncture de prix élevés des produits agricoles encourageant la production, des potentiels de rendements élevés, l'anticipation d'achats face à l'escalade des prix des engrais. Toutes les catégories d'engrais sont concernées, les trois éléments connaissant des augmentations sensiblement similaires. Sur l'ensemble de la campagne, les livraisons d'azote progressent de 9 % comme celles de potasse. Celles de phosphates augmentent plus

Les prix des engrais simples amortissent les variations de prix du gaz naturel aux deux stades de la production et de la distribution



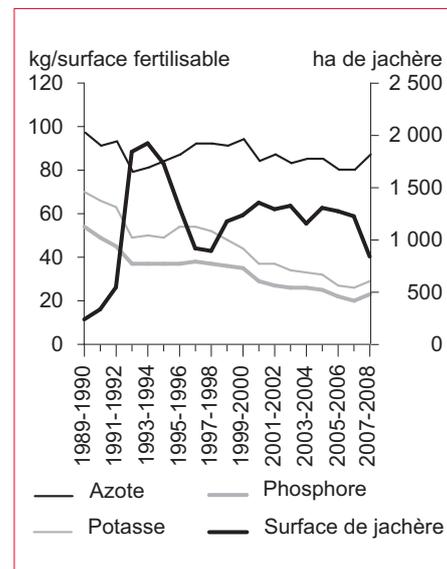
Source : Insee, Base pégase

Les prix des phosphates et de la potasse progressent plus fortement que celui de l'azote



Source : Insee

Hausse des livraisons d'engrais supérieure à celle des surfaces



Source : Unifa, SSP

fortement, traduisant vraisemblablement une anticipation et un stockage en raison de la flambée des prix.

En 2008, la diminution de 400 000 hectares de jachère a engendré de fait un accroissement équivalent de la surface en grandes cultures. Cela correspond à 1,4 % de la surface fertilisable et 3,6 % de la surface en grandes cultures. Les livraisons d'azote ont augmenté de 9 %, bien au-dessus de ces taux.

Importations d'engrais en forte hausse sur la campagne 2007-2008

La France est fortement dépendante de l'extérieur pour sa consommation d'engrais. Sur la campagne 2007-2008, les volumes importés sont en nette augmentation. Concernant les engrais simples, les importations d'azote, qui représentent plus de 50 % des approvisionnements français, ont progressé de 5 % en quantités d'élé-

ments fertilisants, après une hausse de 16 % sur la campagne précédente. En raison d'une forte hausse des prix, elles augmentent de 16 % pour la potasse et explosent pour les phosphates (+ 90 % après un recul de 30 % lors de la campagne 2006-2007). Pour les engrais composés, les tonnages progressent (+ 7 %), mais moins fortement que sur la campagne 2006-2007 (+ 21 %).

Sources et définitions

Sources :

- Indice des prix d'achat des moyens de production (Ipampa), base 100 en 2000 : Insee, Agreste
- Indice des prix des produits agricoles à la production (Ippap), base 100 en 2000 : Insee
- Prix du gaz naturel : base Pégase
- Livraisons d'engrais à l'agriculture : Unifa
- Surfaces fertilisables et surfaces en jachère : Agreste
- Importations d'engrais : Douanes

Définitions :

- La surface fertilisable est égale à la surface agricole utilisée (SAU) moins la surface toujours en herbe peu productives (STH peu productives) moins la jachère agronomique totale.

Pour en savoir plus

Dans les publications Agreste Conjoncture :

- « La hausse des intrants tend à se réduire en août 2008 », Infos rapides Moyens de production n° 9/10, octobre 2008

Filière oléagineuse : le déficit commercial en huiles se creuse

Depuis trois ans, le fort développement de la production de colza ralentit. Sa croissance ne suffit plus à satisfaire les besoins français en huiles. Il s'ensuit des importations croissantes d'huiles, surtout de soja et de palme. En 2008, le déficit des huiles n'est plus compensé par les excédents de graines de colza comme il l'était quasiment auparavant. Ainsi, de janvier à août, le déficit de la filière oléagineuse atteint en 2008 la valeur de 300 millions d'euros contre 165 millions en 2007.

Une évolution du solde extérieur contrastée pour chaque graine

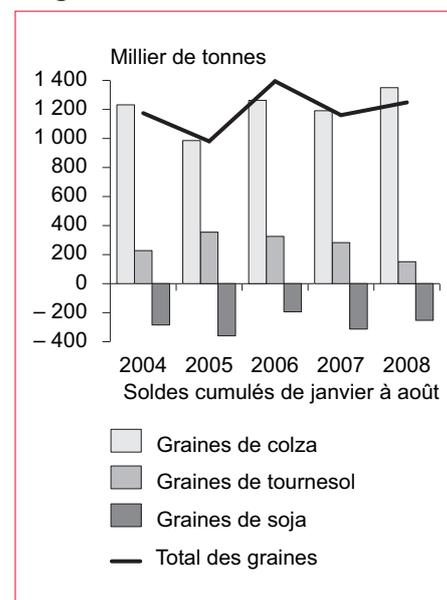
La mise en place de l'Agenda 2000 s'est traduite en France par une baisse des surfaces et de la production d'oléagineux en 2001 et 2002. Toutefois, la sole de colza a ensuite fortement augmenté grâce au développement des usages industriels. Entre 2001 et 2008, la hausse de 69 % de la production de colza, y compris le colza alimentaire, a compensé les baisses des productions de tournesol (- 6 %) et de soja (- 77 %). En 2007 et 2008, la production de soja, peu développée en France, n'y représentait que 1 % de la production oléagineuse totale, alors que le soja tient une place importante sur le marché mondial des oléagineux. Au contraire, la production de colza, utilisé dans la fabrication du biodiesel,

a profité du plan français de développement des agrocarburants.

Mais à partir de 2006, la progression du colza ralentit. Si les surfaces en colza ont progressé de 7 % en moyenne entre 2004 et 2008, elles n'ont progressé que de 3 % entre 2006 et 2008. Et, en 2008, la production de graines de colza n'augmente plus que de 4 % contre 13 % en 2007. Quant aux surfaces de tournesol, elles ont baissé de 1 % en moyenne entre 2004 et 2008, et de 5 % entre 2006 et 2008.

Cumulées de janvier à août comme toutes les données de commerce extérieur utilisées dans la présente analyse, les exportations de graines de colza fournissent la principale contribution à l'excédent commercial de graines, grâce à une forte production. L'excédent est dû aux exportations

Ralentissement des excédents de graines de colza



Source : Douanes (DGDDI)

vers l'Allemagne qui est le premier client de la France, et dans une moindre mesure, vers la Belgique. Un flux d'achats en provenance d'Ukraine se développe depuis 2006 (+ 211 % en quantité en 2008), tandis qu'un flux d'exportations vers les Pays-Bas a augmenté de 254 % en quantité en 2008. La trituration est bien développée en Allemagne et aux Pays-Bas.

Pour le tournesol, sur un marché des graines plus restreint que ceux du colza et du soja, l'excédent du solde en quantité se réduit depuis 2005. En 2008, l'excédent atteint 151 milliers de tonnes, soit - 57 % par rapport à 2005. De 2005 à 2008, l'Espagne reste le principal client de la France, pour la trituration, et représente en moyenne près de 60 % du volume exporté. L'émergence de l'Allemagne dans les données douanières parallèlement au retrait des Pays-Bas est peut être dû à un changement de localisation des usines.

Sur le marché du soja, la France est importateur net et ses importations qui proviennent principalement du Brésil et des États-Unis perdent en 2008 respectivement 19 % et 39 % par rapport à 2007. Globalement, l'approvisionnement en graines de soja ralentit.

En 2008, le déséquilibre des échanges commerciaux d'huiles s'accroît

La croissance de la production de colza s'est accompagnée d'une augmentation de la production d'huiles mais aussi, dans une moindre mesure, du solde commercial de graines. Pour répondre aux besoins croissants d'huiles, les échanges croisés entre les différents types d'huiles entre 2004 et 2008 aboutissent à une dégradation du solde commercial des huiles.

Le déficit commercial pour les quatre huiles oléagineuses s'alourdit. En 2004, les exportations d'huiles de colza et, dans une moindre mesure, de tournesol compensaient presque les importations d'huiles de soja et de palme mais celles-ci se sont ensuite plus fortement développées que les premières. Ainsi, en 2008, les soldes des huiles de soja et de palme pèsent pour 91 % dans le déficit total en huiles. De fait, la production intérieure d'huiles

stagnant face à la croissance des utilisations, l'équilibre s'établit grâce à la hausse des importations d'huiles.

En 2008, la France n'est plus exportatrice nette d'huile de colza. Après le pic de 2006, les exportations d'huile de colza se réduisent de 328 milliers de tonnes, les volumes baissant de 36 % en 2007 et de 3 % en 2008. Le solde en quantité, excédentaire jusqu'en 2007, est devenu déficitaire à partir de 2008 de 40 milliers de tonnes. La production d'huile croît désormais moins vite que les besoins, la croissance des importations assurant l'équilibre comme pour l'ensemble des huiles.

Pour l'huile de tournesol, le solde en quantité a été volatil et tour à tour excédentaire ou déficitaire selon les années entre 2005 et 2008. En 2008, après une hausse de 30 % en 2006, les quantités exportées sont en baisse (- 11 %). L'évolution du solde ne reflète pas de modification structurelle très nette.

Le déficit d'huile de soja se développe au cours des dernières années. En raison de la diminution continue de la production française et des importations de graines de soja, la consommation d'huile de soja repose de plus en plus sur les importations. En 2007, 77 % des ressources en huile de soja proviennent des importations, alors qu'en 2002 la part était de 24 %. Les importations nettes d'huile de soja sont passées d'un niveau quasi nul en 2004 à près de 300 milliers de tonnes en 2008.

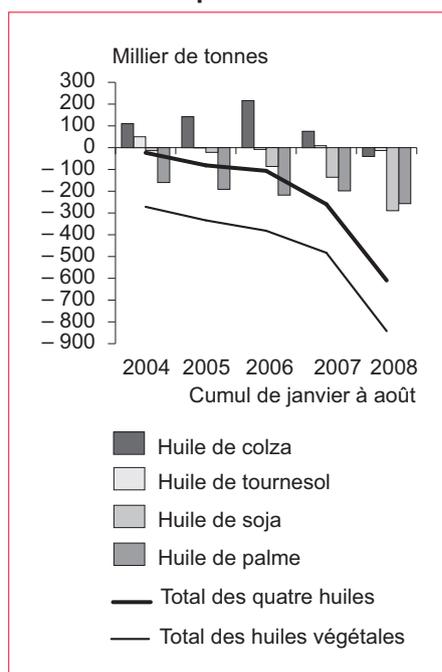
Les achats d'huile de palme en provenance d'Asie du Sud-Est (Indonésie et Malaisie), après une progression modérée, rattrapent les achats d'huile de soja. En 2008, les quantités achetées ont progressé de 24 % contre 14 % en 2006. Et, l'huile de palme, dont le déficit était presque compensé en 2004 par l'excédent en huile de colza, devient le second contributeur avec l'huile de soja au déficit total du solde des huiles.

La structure du déficit du solde des huiles végétales brutes et raffinées se modifie

Le poids des quatre huiles citées grandit dans l'évolution du solde des huiles végétales. En 2008, le déficit des échanges commerciaux de l'ensemble des huiles se creuse très fortement (+ 76 %) alors qu'il était très modéré en 2004. Les autres importations d'huiles végétales brutes et raffinées - huiles d'olive, de coprah, d'arachide, de lin, de palmiste et autres huiles - dont la part dans le déficit du solde des huiles était importante (95 % en 2004) n'en représentent plus que 28 % en 2008.

Pour les huiles à usage industriel, le déficit s'accroît plus rapidement que pour les huiles à usage alimentaire. En 2008, le déficit en huiles s'élève à 832 milliers de tonnes, dont 560 milliers en huiles déclarées à usage principalement industriel sur lesquels les huiles de colza, de tournesol, de soja et de palme représentent à elles seules 488 milliers de tonnes. De 2004 à 2008, la part du déficit du solde de ces dernières dans le déficit du solde total des huiles à usage technique est passée

Hausse des importations d'huiles



Source : Douanes (DGDDI)

de 42 % à 87 %. Elles passent nettement devant les autres huiles - coprah, palmiste, ricin et autres - et sont devenues les premières huiles techniques importées.

À partir de 2007, le déficit en huiles à usage alimentaire, dont le niveau était en 2004 presque du même ordre que celui des huiles à usage technique, s'est alourdi mais plus modérément. Cette évolution repose principalement sur le recul de l'excédent d'huile de colza brute entamé en 2006 (- 52 % en 2007) et qui résulte de la baisse conjuguée de la production et des exportations. À ce recul, s'ajoute l'alourdissement du déficit en huile de tournesol brute, dont les importations augmentent plus vite que les exportations.

Le solde de l'ensemble graines-équivalent-huile et huiles s'alourdit sous le poids des huiles

Pour analyser la balance entre l'excédent de graines et le déficit des huiles, les deux soldes des graines et des huiles ont été consolidés en convertissant les graines en équivalent-huile.

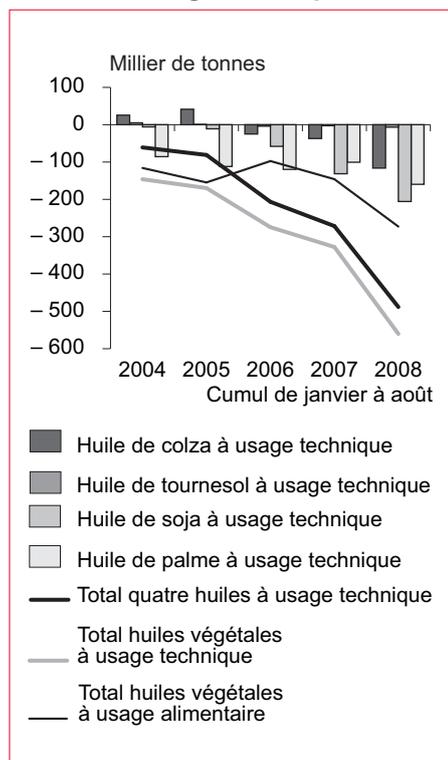
En 2004, l'apport de l'excédent commercial en graines-équivalent-huile et huiles de colza, et dans une moindre mesure, de tournesol, couvrait largement le déficit en graines-équivalent-huile et huiles de soja et huiles de palme. À partir de 2006, le déficit des échanges en graines-équivalent-huile de soja a évolué selon une tendance baissière, tandis que les importations en huile se sont accélérées, la filière du soja devenant importatrice nette comme celle de la palme. En 2008, le solde consolidé des trois graines et quatre huiles s'est fortement dégradé et n'est plus que légèrement excédentaire. Les excédents en graines de colza et dans une faible mesure de tournesol, exprimés en équivalent-huile, compensent à peine les déficits alourdis par le soja et la palme. Entre 2004 et 2008, pour l'ensemble des graines et huiles, le solde global exprimé en équivalent-huile est ainsi passé d'un excédent d'un peu plus de 300 milliers de tonnes à un déficit de 230 milliers.

La flambée des prix accentue le déficit commercial de la filière oléagineuse

Depuis 2006, le solde commercial en valeur des produits agricoles transformés se dégrade. Les échanges extérieurs d'huiles brutes et raffinées à usage alimentaire ou technique contribuent de plus en plus négativement à l'excédent en produits agricoles transformés. Entre 2006 et 2008, leur déficit s'est creusé de 428 millions d'euros. Cet écart est du même ordre de grandeur que le repli de 4,2 milliards d'euros à 3,8 milliards pour le solde commercial de l'ensemble des produits transformés agroalimentaires. À partir de la campagne 2006/2007, sous l'effet d'une demande mondiale accrue et du niveau des emblavements et des rendements, la tension sur le marché des graines s'est traduite par de nettes hausses de prix.

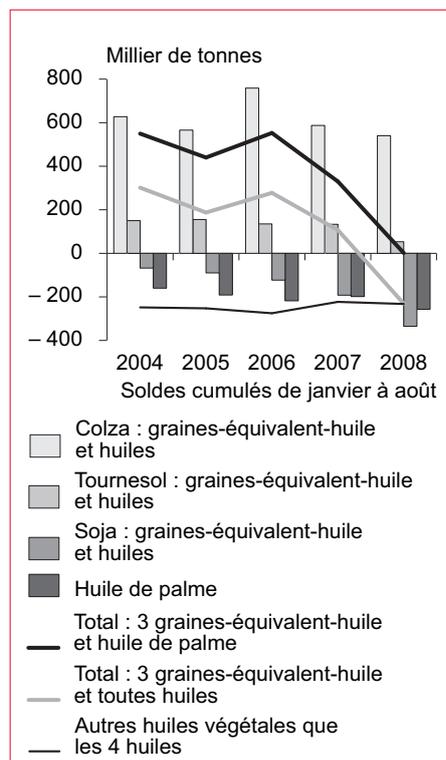
Les prix ne suivent pas nécessairement la même évolution pour les graines de colza, de tournesol et de soja et leurs huiles respectives. Les prix des

Haussa plus forte des importations d'huiles à usage technique



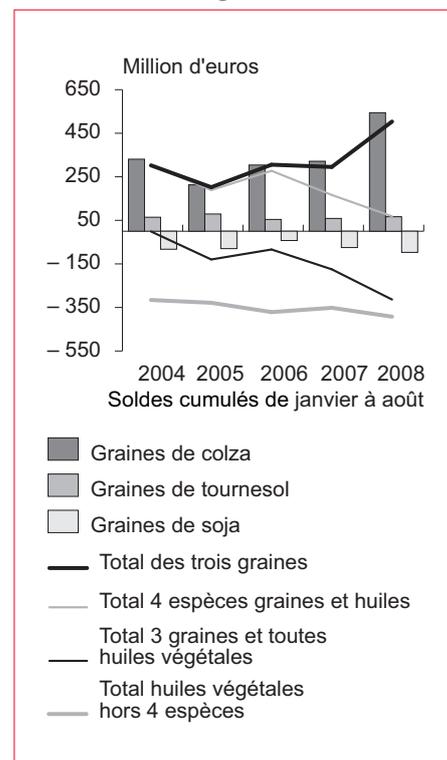
Source : Douanes (DGDDI)

La hausse de l'excédent en graines ne compense pas le très fort déficit en huiles



Source : Douanes (DGDDI)

Détérioration du solde en valeur de la filière oléagineuse

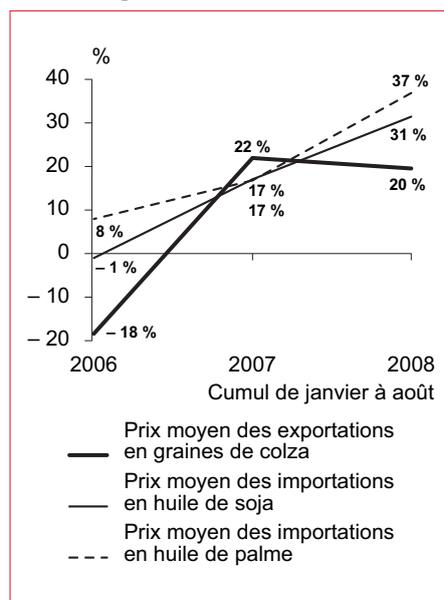


Source : Douanes (DGDDI)

huiles subissent nettement la pression exercée par les cours du pétrole, le développement des agrocarburants, la parité euro-dollar, et la situation des marchés financiers et boursiers.

À partir des déclarations douanières concernant les graines et les huiles, qui sont des produits assez homogènes, il est possible de calculer un prix unitaire égal au rapport des valeurs aux quantités déclarées et cumulé sur la période de référence de janvier à août. En 2008, le prix ainsi calculé des exportations des graines de colza affiche une hausse beaucoup moins forte que celles des importations d'huiles de soja et de palme. Au niveau de l'ensemble de la filière oléagineuse graines et huiles, le déficit en valeur atteint 300 millions d'euros en 2008 contre 165 millions en 2007.

Tendance à la hausse des prix des oléagineux



Source : Douanes (DGDDI)

Sources et définitions

- La Direction Générale des Douanes et Droits Indirects est responsable de l'élaboration et de la diffusion des statistiques du commerce extérieur français.
- Le territoire statistique de la France comprend la France continentale, la Corse, les autres îles françaises du littoral, la principauté de Monaco et les départements d'outre-mer.
- Les statistiques du commerce extérieur sont valorisées à la frontière française, c'est-à-dire y compris le coût d'acheminement jusqu'au passage de la frontière française.

À l'exportation, la valeur inclut le coût du trajet et de l'assurance sur le territoire national. C'est la valeur Fab, franco à bord.

À l'importation, la valeur comprend le coût du trajet et de l'assurance du point de départ jusqu'à la frontière. C'est la valeur Caf, coût, assurance et fret.

Le pays indiqué est par principe celui d'origine des marchandises.

Pour en savoir plus

Dans les publications Agreste Conjoncture :

- « Effet mesuré des hausses de prix sur l'évolution du solde agroalimentaire », Agreste Synthèses Commerce extérieur agroalimentaire, décembre 2007
- « Diminution de l'excédent agroalimentaire », Infos rapides n° 10/12, octobre 2008

ORGANISMES

Agreste : données collectées et diffusées par le Scees
AGPB : Association générale des producteurs de blé et autres céréales
AGPM : Association générale des producteurs de maïs
BNIC : Bureau national interprofessionnel du cognac
CGB : Confédération générale des planteurs de betteraves
CIC : Conseil international des céréales
Cidef : Comité interprofessionnel de la dinde
Cifog : Comité interprofessionnel des palmipèdes à foie gras
CNCA : Caisse nationale de crédit agricole
CNIPT : Comité interprofessionnel de la pomme de terre
Coceral : Comité du commerce des céréales, aliments du bétail, oléagineux, huile d'olive, huiles et graisses et agrofouritures de l'Union européenne
Consoscan : panel de consommateurs de la société TNS (Secodip)
DGAL : Direction générale de l'alimentation
DGI : Direction générale des impôts
DGCCRF : Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes
DGDDI : Direction générale des douanes et droits indirects
DGPAAT : Direction générale des politiques agricoles, agroalimentaires et des territoires
DSV : Direction des services vétérinaires
Eurostat : office statistique des communautés européennes
FAO : Food and agriculture organisation
FOP : Fédération française des producteurs d'oléagineux et de protéagineux
GIPT : Groupement interprofessionnel pour la valorisation de la pomme de terre
GNIS : Groupement national interprofessionnel des semences et plants
Insee : Institut national de la statistique et des études économiques
Matif : Marché à terme international de France
OCM : Organisation commune des marchés
Office de l'élevage : résulte de la fusion de l'Ofival (Office national interprofessionnel des viandes, de l'élevage et de l'aviculture) et de l'Onilait (Office national interprofessionnel du lait et des produits laitiers)
Oilworld : independant forecasting service for oilseeds, oils and meals
OIS : Organisation mondiale du sucre
OIV : Organisation internationale de la vigne et du vin
OniGC : Office national interprofessionnel des grandes cultures. Résulte de la fusion de l'Onic (office national interprofessionnel des céréales), de l'Oniol (Office national interprofessionnel des oléagineux, protéagineux et cultures textiles) et du Firs (Fonds d'intervention et de régularisation du marché du sucre)
SSP : Service de la statistique et de la prospective
Secodip : Société d'étude de la consommation, de la distribution et de la publicité
SNIA : Syndicat national des industriels de la nutrition animale
SNFS : Société nationale des fabricants de sucre
SNM : Service des nouvelles des marchés
Syncopac : fédération nationale des coopératives de production et d'alimentation animale
UE : Union européenne (à 27 à partir de 2007)
UEBL : Union économique belgo-luxembourgeoise
Unifa : Union des industries de la fertilisation
Unip : Union nationale interprofessionnelle de plantes riches en protéines
USDA : United States department of agriculture (homologue américain du Ministère de l'agriculture et de la pêche)
Viniflor : office national interprofessionnel des légumes, des vins et de l'horticulture. Résulte de la fusion entre l'Onivins (Office national interprofessionnel des vins) et l'Oniflor (Office national interprofessionnel des fruits et légumes et de l'horticulture)

ABRÉVIATIONS

AB : agriculture biologique
AOC : appellation d'origine contrôlée
ACE : aides aux cultures énergétiques
ADL : aide directe laitière

BDNI : base de données nationales d'identification
BTP : bâtiment et travaux publics
Caf : coût, assurance, fret
Cib : consommation indigène brute
Cic : consommation indigène corrigée
CJO : corrigé des jours ouvrables
CPA : classification de produits associés aux activités
CPF : classification de produits française
CVJA : corrigé des variations journalières d'abattages
CVS : corrigé des variations saisonnières
Fab : franco à bord
Fac : fonds d'allègement des charges
Fob : free on board
IAA : industries agroalimentaires
Ica : Indice de chiffre d'affaires
IAA : industries agroalimentaires
Ipa : indice de prix de l'alimentation animale
Ipampa : indice des prix d'achat des moyens de production agricole
IPC : indice des prix à la consommation
Ipi : indice des prix industriels
IPP : indice de production industrielle
Ippap : indice des prix des produits agricoles à la production
IPVI : indice des prix de vente industriels
MCM : montants compensatoires monétaires
Min : marchés d'intérêt national
mm3, mm12 : moyenne mobile sur 3 mois, moyenne mobile sur 12 mois
NC : nomenclature combinée
OCM : organisation commune de marché
OTEX : orientation technico-économique des exploitations
Pac : poulet prêt à cuire
Pib : production indigène brute
Pic : production indigène contrôlée
SAA : statistique agricole annuelle
Sap : statistique annuelle provisoire
Smic : salaire minimum interprofessionnel de croissance
SRW : soft red winter
Tec : tonne équivalent carcasse
Teoc : tonne équivalent œuf coquille
TIPP : taxe intérieure sur les produits pétroliers
TNO : tendance nationale officieuse
VCC : vins de consommation courante
VDQS : vins délimités de qualité supérieure
VQPRD : vins de qualité produits dans des régions délimitées
VSM : viande séparée mécaniquement

Pour en savoir plus

- Le site Agreste de la statistique agricole : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Les publications Agreste Conjoncture sont consultables dans la rubrique *Conjoncture*.

Les séries conjoncturelles sont disponibles dans l'espace *Données en ligne*.

- Le site du Service des nouvelles des marchés : www.snm.agriculture.gouv.fr

Des séries de prix sont disponibles sur le site du SNM.

- Le Centre d'information et de documentation Agreste (CDIA) : scees-cdia@agriculture.gouv.fr

Le CDIA est ouvert le lundi, mardi et jeudi de 14 h à 17 h - Tél. : 01 49 55 85 85.



Agreste : la statistique agricole

Ministère de l'Agriculture et de la Pêche
Secrétariat Général

SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE

12 rue Henri Rol-Tanguy - TSA 70007 - 93555 MONTREUIL SOUS BOIS Cedex
Tél. : 01 49 55 85 05 - Site Internet : www.agreste.agriculture.gouv.fr

Directrice de la publication : Fabienne Rosenwald
Rédacteur en chef : Christine Deroin
Composition : SSP Beauvais
Dépôt légal : À parution
ISSN : 1274-1086
© Agreste 2008

Cette publication est disponible à parution sur le site Internet de la statistique agricole
www.agreste.agriculture.gouv.fr